ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1978-1979

COMPTE RENDU INTEGRAL — 41e SEANCE

2e Séance du Vendredi 3 Novembre 1978.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE MME MARIE-THÉRÈSE GOUTMANN

1. — Loi de finances pour 1979 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 7051).

Coopération.

M. Voisin, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Ferretti, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

MM. Bernard Deschamps,
Guermeur,
Alain Vivien.
Hamel,
Xavier Deniau,
Fontaine,
Micaux,
Lemoine,
Couste.

M. Galley, ministre de la coopération.

Etat B.

Titre III. — Adoption (p. 7067).

Titre IV.

M. Hamel.

Amendement n° 244 de M. Fontaine : MM. Fontaine, le rapporteur spécial, le ministre, Alain Vivien, Odru, Neuwirth. — Retrait.

Adoption du titre IV.

Etat C.

Titres V et VI. — Adoption (p. 7067).

Après l'article 76 (p. 7070).

Amendement n° 286 de M. Fontaine : MM. Fontaine, le rapporteur spécial, Neuwirth, le ministre. — Rejet.

Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

2. — Ordre du jour (p. 7071).

★ (1 f.)

PRESIDENCE DE Mme MARIE-THERESE GOUTMANN, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

Mme le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1979 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

Mme le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1979 (nos 560, 570).

COOPERATION

Mme le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère de la coopération.

La parole est à M. Voisin, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* Monsieur le ministre de la coopération, mes chers collègues, nous abordons, dans la quiétude d'un vendredi après-midi et au travers d'un budget de moins de quatre milliards de francs, le problème essentiel de l'avenir de l'Afrique.

M'appuyant sur les trois observations adoptées par la commission des finances, j'aborderai successivement l'examen des crédits du ministère de la coopération et les remarques qu'il soulève, le problème posé par l'instabilité du continent africain, la place et le rôle de nos coopérants.

Passant de 3 milliards à 3,4 milliards de francs, les crédits du ministère de la coopération bénéficieront d'une croissance de plus de 14 p. 100, qui tranche avec la très faible augmentation enregistrée en 1977 et l'augmentation modérée observée cette année, une fois déduits les importants transferts qui ont caractérisé le budget de 1978.

Si l'on considère que la progression du budget de l'Etat est de 15,2 p. 100 et de 12 p. 100 hors dette publique et hors interventions publiques, gonflées cette année par la lutte contre le sous-emploi, on constate que le budget du ministère de la coopération apparaît comme l'un des budgets qui suivent au plus près l'évolution globale d'un budget de l'Etat lui-même en forte augmentation.

C'est donc à bon droit que la commission des finances a « manifesté sa satisfaction devant une évolution générale des crédits du ministère de la coopération qui traduit une nette volonté de redressement ».

Il reste que ce budget n'est pas sans appeler certaines observations.

Je noterai d'abord la faible progression des autorisations de programme, lesquelles conditionnent l'avenir. Leur augmentation globale n'est, en effet, que de 4,9 p. 100. Les autorisations affectées à nos services administratifs n'augmentent pas. Celles du fonds d'aide et de coopération, qui correspondent à l'effort d'investissement au profit des Etats africains, sont identiques à celles de l'an passé.

Les autorisations de programme affectées à la recherche scientifique outre-mer permettront, au mieux, de maintenir le niveau d'activité atteint aujourd'hui. Celles qui reviennent à l'assistance technique militaire sont en nette décroissance, ce qui constitue un pari optimiste sur l'avenir. Seules augmentent les autorisations de programme des opérations exceptionnelles. Mais n'y a-t-il pas antinomie entre la notion d'autorisation de programme, qui suppose un programme d'actes à moyen terme, et la notion d'opération exceptionnelle, qui laisse envisager des actions ponctuelles et de courte durée ?

J'indique que la commission des finances s'est inquiétée des incidences que cette faiblesse risque d'avoir au cours des prochaines années sur notre effort de coopération.

J'observerai, en second lieu, un certain essoufflement de notre aide au développement, dû peut-être moins au tassement de notre effort qu'aux besoins grandissants des pays d'Afrique francophone et au développement de notre aide multilatérale.

Notre aide au développement, en dehors de la recherche scientifique et de l'assistance technique militaire, s'élèvera à deux milliards de francs environ en 1979. La moitié de cette somme sera consacrée à l'enseignement, l'autre moitié à l'ensemble des activités humaines. Il en résulte, dans tous les secteurs, une faiblesse des moyens plus ou moins grave, mais toujours sensible.

Prenons le cas particulièrement préoccupant de l'action culturelle.

Nous affectons 143 millions de francs seulement à la diffusion de la culture française par la presse, les livres, les films, les échanges artistiques, la radio et la télévision. Nous mettons à la disposition de l'Afrique moins de 200 assistants techniques pour réaliser cette mission.

Comment s'étonner que la diffusion des journaux et des livres n'augmente pas, que le nombre des projections de films et la reprise des programmes de radio et de télévision soient en diminution.

Ce chapitre est important, et, monsieur le ministre, votre action dans ce domaine devrait permettre d'accomplir l'année prochaine un effort non négligeable en ce qui concerne la diffusion des journaux et des publications techniques. Il s'agit, en effet, d'un moyen de communication et d'information qui doit se développer dans le cadre de la francophonie. De même, l'effort consenti par notre pays dans le domaine des installations de radio et de télévision devrait normalement se poursuivre par des productions françaises, mais sur ce dernier point beaucoup reste à faire.

La chance, tant pour l'Afrique que pour la France, c'est le fait de parler la même langue, de se comprendre, et cela avec toute la beauté et toutes les finesses de la langue française.

Tous les Africains disposent d'un poste de radio recevant les grandes ondes. Hélas, nous émettons sur ondes courtes !

Là encore, et pour les mêmes raisons, il faut souligner l'insuffisance de la diffusion de la voix de la France. Je n'ai cessé de le signaler depuis dix ans. Je note au passage que le fait de rester longtemps rapporteur d'un même budget permet quelquefois d'avoir des satisfactions, mais, en général, il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions.

Au Ruanda, les Allemands émettent sur toute l'Afrique et même en direction de l'Amérique latine. Partout on entend l'Angleterre qui émet d'Ascension et les Etats-Unis qui émettent du Libéria. Quant à nous, il y a trois ans, nous n'avons rien trouvé de mieux que d'émettre sur ondes courtes.

Tous les Africains, je le répète, disposent d'un transistor. Il faut que la voix de la France puisse être reçue sur tous ces postes, et sans difficulté.

Combien de fois ai-je entendu, en Afrique, les Africains exprimer le désir d'entendre la France ? Combien de fois ai-je entendu les coopérants émettre le même souhait, car la voix de la France est leur lien avec le pays natal.

Il semble qu'enfin une solution doive permettre à la France de se faire entendre dans toute l'Afrique grâce à l'émetteur de Moyabi. Il était temps, monsieur le ministre ; il était grand temps !

Cette insuffisance de moyens se manifeste de la même façon dans le domaine de l'amélioration des infrastructures et du développement rural. Pour faire face aux besoins, nous nous orientons vers des financements conjoints, l'aide française s'intéressant plus particulièrement à l'étude des projets, à leur montage financier, au contrôle des travaux.

Mais il faut prendre conscience du fait que, d'abord, toute action française qui se dilue dans une action interétatique n'a pas, et de loin, le même impact et que, ensuite, seul ce qui se voit a des échos. Je citerai à cet égard un exemple concret : la France a, dans un pays africain, financé un important complexe hospitalier ; dans le même temps, un cargo soviétique est venu décharger quelques milliers de tonnes de ciment ; l'aide française est passée inaperçue alors que l'aide soviétique, qui était pourtant très inférieure, a été magnifiée.

J'ai parlé du développement de notre aide multilatérale. J'ajoute que la France est un des pays qui restent les plus attachés à l'aide bilatérale. Au demeurant, le débat entre les avantages de l'une et de l'autre est secondaire. Seuls comptent le volume et l'efficacité. A cet égard, l'aide bilatérale française a prouvé son efficacité face à une aide multilatérale souvent dispendieuse et inadaptée. La France doit rester, sans complexe, fidèle à ses rapports d'Etat à Etat.

C'est un privilège pour les Africains que d'avoir au sein du Gouvernement français un correspondant direct, et c'est là le grand avantage que présente le ministère de la coopération.

Est-ce à dire que les mécanismes de notre aide ne peuvent être améliorés et que la France ne devrait pas, sur le plan ministériel, avoir un ministère de la coopération prenant en charge l'ensemble des problèmes des pays africains ?

Dois-je ajouter crédit aux difficultés de coordination entre le ministère de l'économie, qui finance notre aide en céréales au Sahel, et le ministère de la coopération qui en finance le transport ? Pour quelles raisons, dont l'évidence m'échappe, le ministère de la coopération n'a-t-il pas l'entière responsabilité de l'opération ?

J'en viens aux problèmes liés à l'instabilité politique du continent africain et à notre assistance technique militaire.

L'année 1978 restera l'année de la guerre au Shaba, de la corne de l'Afrique, des graves incidents du Tchad et de la Mauritanie. Quelle serait la situation de l'Afrique francophone si la présence ou l'intervention des unités françaises n'avaient pas contribué à maintenir une stabilité menacée, comme à Djibouti, ou à la restaurer, comme au Tchad ?

Comment, ici, à cette tribune, au moment où nous débattons de notre aide aux pays africains, ne pas rendre, comme l'a fait la commission des finances, un hommage particulier aux officiers, sous-officiers et hommes du rang des trois armées, engagés cette année en Afrique dans des conditions particulièrement difficiles afin de sauvegarder des vies humaines gravement menacées ?

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* Notre assistance technique militaire augmente à nouveau cette année en crédits de paiements, mais baisse en autorisations de programme. En 1979, elle atteindra 460 millions de francs, somme non négligeable certes, mais dont on doit prendre l'exacte mesure quand on sait qu'un char AMX coûte 4,4 millions et un avion Jaguar 30 millions.

Le nombre de nos coopérants militaires ne cesse de fléchir et celui des boursiers africains en France ne s'accroît pas.

L'augmentation de notre aide porte sur les matériels, c'est-à-dire, au mieux, sur quelques dizaines de véhicules, un hélicoptère, un patrouilleur et quelques dizaines d'armes individuelles. Faut-il rappeler à l'Assemblée que l'on compte 3 200 engins blindés en Libye et 800 en Algérie pour 45 engins au Sénégal, 40 en Mauritanie, 20 en Haute-Volta, 15 au Niger, 750, enfin, en Anglola face à 250 engins zaïrois ?

La faiblesse politique de l'Afrique ne tient-elle pas à la fois à l'instabilité de nombreux régimes tant civils que militaires et au déséquilibre des forces que notre aide ne contribuera que très modérément à amoindrir ?

Les crises de l'année 1978 ont pu montrer que les conflits actuels constituaient une rémanence d'antagonismes ethniques. J'ai tenu à présenter dans mon rapport écrit une carte de l'Afrique faisant apparaître, en superposition, les découpages étatique et ethnique. C'est tout le problème de l'Afrique ! Qui ne voit que toute remise en cause de l'ordre existant ne pourrait avoir que des conséquences dramatiques ? Encore faudrait-il que certains Etats développés suivent la voie de la France et ne tentent pas d'utiliser les difficultés économiques et politiques de l'Afrique au service de leur volonté d'hégémonie.

J'aborde, enfin, les problèmes de nos coopérants auxquels la commission des finances est particulièrement attachée.

Il faut rappeler ici qu'il ne peut y avoir de coopération efficace sans coopérants nombreux et de qualité et que certaines erreurs ou défaillances ne doivent pas masquer l'efficacité et le dévouement de la plupart.

La commission des finances a tenu à faire part de son inquiétude devant l'assez faible progression des crédits affectés aux rémunérations de nos coopérants, ce qui risque, à terme, d'entraîner une moindre présence française au sein du continent africain. Il convient en effet d'observer que le nombre importe autant que la qualité et qu'il n'est pas certain qu'un technicien de très haut niveau ait autant de rayonnement que plusieurs enseignants disséminés sur le continent africain.

La commission des finances a souhaité en même temps que soient sauvegardés les intérêts des coopérants et que leur sécurité soit assurée. A cet égard, le ministère de la coopération a apporté peu d'éléments sur les moyens mis en œuvre pour faire face à la dégradation des conditions de vie et à une insécurité accrue.

Ajoutons que, si le régime des rémunérations mis en place en 1978 répond pleinement à son objet, il conviendrait tout particulièrement que soit rapportée la mesure inéquitable qui frappe les couples de coopérants en leur imposant un abattement sur leurs revenus.

Notons, enfin, pour s'en féliciter vivement, la forte augmentation des crédits accordés aux volontaires du progrès.

Au total, dans un monde instable, la qualité des rapports entre la France et les pays africains constitue un facteur positif non négligeable, un môle sur lequel s'appuient le développement des Etats d'Afrique noire et, pour partie, la stabilité mondiale. Il importe donc que celui-ci demeure ferme.

Le projet de budget de la coopération pour 1979, qui connaît une augmentation substantielle, devrait, en dépit des faiblesses signalées, y contribuer. Telle est l'appréciation de la commission des finances qui demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir adopter ce budget. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. Ferretti, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

M. Henri Ferretti, *rapporteur pour avis.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, la Ve conférence franco-africaine, qui s'est tenue les 22 et 23 mai dernier à Paris, a conduit les Etats africains à manifester leur inquiétude devant l'instabilité et la violence qui déferle sur l'Afrique et à renouveler leur désir d'un resserrement des liens privilégiés avec la France.

A cette occasion, le Président de la République a souligné que la paix était la condition première du progrès de l'Afrique et que le dialogue franco-africain était un dialogue Nord-Sud privilégié qui doit être en avance sur le dialogue mondial et lui tracer la voie.

C'est donc dans ce cadre global de la volonté conjointe de la France et des Etats africains que s'inscrit notre politique de coopération et son budget qui en est l'outil.

Après avoir replacé ce budget dans son contexte français et international, j'insisterai d'abord sur deux points préoccupants de ce budget et j'analyserai ensuite ses aspects positifs.

Appréhendé globalement, le budget qui nous est soumis aujourd'hui est satisfaisant. Il progresse en volume de 14,19 p. 100 en 1979, progression qui doit être rapprochée de celle du budget de l'Etat qui augmente de 15,18 p. 100.

Après avoir connu des différences de progression inférieures à celle du budget national de l'ordre de neuf points en 1977 et de un point et demi en 1978, l'écart est actuellement inférieur à un point. Comparé à la progression du budget de l'Etat qui, sans la charge de la dette publique, est de 14,3 p. 100, l'écart apparaît insignifiant.

Ainsi, par rapport aux années précédentes, le budget de 1979 marquera, pour les esprits chagrins, la fin d'une dégradation — ce qui en soi est un jugement positif — ou pour les optimistes dont je suis, le début d'une évolution favorable.

Ce sentiment se confirme si l'on considère l'ensemble de l'aide publique au développement de la France qui, selon les derniers chiffres connus, reste de 0,62 p. 100 par rapport au produit national brut et de plus de dix millions de francs en valeur absolue.

La situation apparaît également satisfaisante si l'on replace l'effort de la France dans le contexte international. Sans céder à la tentation facile de l'autosatisfaction, je citerai seulement deux chiffres : au sein de la Communauté économique européenne, l'effort relatif de la France par rapport au produit national brut n'est dépassé que par celui des Pays-Bas qui atteint 0,82 p. 100 et l'aide publique de la France représente, en valeur absolue, la moitié de celle des Etats-Unis.

Une très brève analyse du contenu du budget confirme l'impression favorable donnée par celle de son volume.

Les dépenses ordinaires et les dépenses en capital progressent de façon similaire. Cette évolution est d'ailleurs plus favorable que celle du budget de l'Etat. Les dépenses ordinaires représentent, certes, encore 79 p. 100 de l'ensemble du budget, mais cette proportion reste identique d'une année sur l'autre. Il convient de souligner à ce sujet qu'à l'intérieur du titre III, malgré la politique de titularisation poursuivie par le ministère, la part des dépenses administratives *stricto sensu* passe de 5,6 p. 100 à 5,4 p. 100 en 1979. Cette trop rare amélioration de l'efficacité administrative vaut d'être signalée.

L'examen du budget par catégories d'actions montre, par contre, des évolutions plus différenciées et révèle l'existence de deux distorsions.

Le premier point préoccupant concerne la progression lente, mais continue, de la part relative de l'aide multilatérale. Cette augmentation est nette puisque, atteignant 0,07 p. 100 du produit national brut en 1970, elle en représente 0,10 p. 100 en 1978. En valeur relative, elle représente environ 15 p. 100 de l'aide et, en valeur absolue, trois fois le montant du fonds d'aide et de coopération.

Cette évolution est préoccupante dans la mesure où elle diminue les possibilités d'initiative nationale, comme l'a fait remarquer M. Voisin, et où les fonds collectés se perdent trop souvent dans la lourdeur et le poids des administrations internationales ainsi que dans la multiplicité des experts, sans qu'il soit vraiment possible de mesurer l'efficacité de l'aide. Votre commission des affaires étrangères a très largement exprimé sa préoccupation à ce sujet.

Cependant, tout en faisant preuve de vigilance pour l'avenir, il convient de rappeler que la part relative de l'aide multilatérale par rapport à l'aide bilatérale reste, en France, sensiblement inférieure à celle des autres pays.

Le second aspect préoccupant a trait à la distorsion dans la progression des crédits par type d'action.

Schématiquement, deux actions connaissent une forte évolution : la coopération financière et l'aide militaire, alors que les autres ont une une croissance modérée.

Cette situation s'explique par le fait que l'aide en volume croît plus rapidement dans les secteurs qui traduisent l'instabilité africaine, économique et politique, ce qui amène les Etats, placés devant des situations qu'ils subissent, à demander à la France l'accentuation de son effort.

Par contre, dans des domaines où la France est en mesure de mener une politique active, c'est-à-dire moins dépendante de la conjoncture, l'aide croît relativement moins en quantité, tandis qu'elle progresse notablement en qualité.

La coopération financière est représentée par les concours financiers que la France fournit aux Etats les plus démunis pour répondre à leurs difficultés conjoncturelles qui tiennent soit aux conditions économiques internationales, soit aux conditions climatiques, comme au Sahel.

Traduisant l'instabilité économique de l'Afrique, les crédits consacrés à ce type d'aide connaissent une progression croissante ; en augmentation d'une année sur l'autre de 47,83 p. 100.

Cette aide est de trois types.

Le premier type est celui d'une aide traditionnelle de plus en plus affectée à des opérations précises, dont les bénéficiaires ont été le Bénin, la Haute-Volta, l'Empire centrafricain, le Mali, le Rwanda et le Tchad.

Le second type est représenté par l'aide à Djibouti qui, aux difficultés nées de l'accession à l'indépendance, ajoute celles tenant à la véritable paralysie économique résultant de l'état de guerre qui sévit dans la corne de l'Afrique.

Le troisième type de concours financiers représente les aides à proprement parler exceptionnelles, telle par exemple la subvention accordée à la République populaire du Congo pour compenser les pertes subies du fait de la fermeture des mines de potasse de Holle à la suite d'une catastrophe naturelle.

Comme l'aide financière, l'aide militaire est conjoncturelle et son gonflement traduit la montée de l'instabilité politique de l'Afrique.

Les crédits qui lui sont consacrés, avec une progression de 23,16 p. 100, passent de 380 à 468 millions de francs. Cette analyse doit cependant être affinée puisque les crédits consacrés à la formation des hommes progressent beaucoup plus modestement, de moins de 5 p. 100, ce qui laisse supposer une baisse des effectifs militaires français détachés sur place et ce qui traduit nettement le passage d'une coopération de substitution à une coopération de formation.

Je ne conclurai pas le chapitre de l'aide militaire sans préciser — ce point ayant été examiné par la commission des affaires étrangères — que les sommes inscrites dans ce chapitre sont relatives à la seule coopération militaire, à l'exclusion des interventions qui ne ressortissent pas à ce domaine.

Cette aide s'insère dans le cadre d'accords dont la liste figure dans mon rapport écrit, et elle s'exerce à la demande des Etats, sans qu'il soit tenu compte de leur régime ou de leurs orientations politiques.

Des résultats positifs non négligeables ont sanctionné d'ores et déjà notre politique d'aide à la stabilisation. Je me bornerai à citer le maintien de l'intégrité [illegible]ale de Djibouti, la normalisation des relations entre l[illegible]a et le Zaïre ou la politique d'union nationale qui se d[illegible] au Tchad.

J'aborderai maintenant les autres actions du ministère. Avec des différences suivant les types d'action, leur progression est, en moyenne, légèrement inférieure à celle de l'ensemble du budget.

Pourtant, comme je viens de le souligner, il est paradoxal que l'examen de ces actions révèle, sans ambiguïté possible, une nette augmentation qualitative de notre coopération dans ces domaines.

La recherche scientifique qui représente, avec une croissance de 14,82 p. 100 et un montant de 442 millions de francs, le troisième poste budgétaire, est globalement satisfaisante.

L'efficacité de cette action est largement améliorée par la substitution à la gestion directe de laboratoires d'une coopération sur programme définie par les Etats. C'est là l'illustration d'une politique plus généralement menée qui consiste à associer directement les Etats à notre effort de coopération.

La coopération culturelle connaît une croissance sensiblement identique à la précédente, c'est-à-dire parallèle à celle du budget.

A l'intérieur de ce poste, il convient de souligner un effort particulier en faveur des publications et de l'édition, d'une part, et des bourses et des stages de perfectionnement et de recyclage, d'autre part.

En vue de la formation de cadres africains de valeur, le ministère s'engagera, pour 1979, dans une politique négociée avec chaque Etat de stages d'administration ou d'entreprise à l'intention d'Africains déjà entrés dans la vie active, en liaison avec les projets d'investissements du fonds d'aide et de coopération, ce qui ne peut que valoriser heureusement ces investissements.

Je développerai plus longuement l'assistance technique et l'aide à l'équipement qui apparaissent comme exemplaires dans la politique suivie par le ministère.

Dans le domaine de l'assistance technique, l'objectif est de maintenir l'effectif des coopérants atteint en 1978 et d'assurer un renouvellement et une qualification plus grande du personnel.

Ce secteur du budget connaissant une augmentation de 10,93 p. 100, les mesures prévues pour mettre en œuvre les priorités ainsi définies consistent, d'une part, à privilégier les crédits destinés au personnel enseignant de préférence à ceux destinés aux techniciens et, d'autre part, à poursuivre la politique de globalisation.

Ainsi se manifeste nettement la volonté de remplacer le plus possible une coopération de substitution par une coopération de formation. Cette politique doit se traduire, à terme, par un allégement de la charge de l'assistance technique, le coût moyen d'un enseignant étant de 128 935 francs alors que celui d'un technicien est de 176 321 francs.

Dans le cadre de la politique de globalisation, les Etats qui souhaitent accroître les effectifs d'assistance technique peuvent plafonner la part française, l'Etat demandeur prenant en charge le solde, ce qui permet d'accroître l'action de la France à moindre coût. Mis en œuvre depuis 1966 avec la Côte-d'Ivoire, ce type de relations s'est étendu au Gabon, au Sénégal et, depuis le mois de juillet dernier, à Madagascar.

L'aide à l'équipement connaît également une expansion modérée : de près de 10 p. 100 en considérant les crédits du fonds d'aide et de coopération et ceux destinés aux opérations exceptionnelles. Dans ce contexte, l'effort porte sur une rentabilisation maximale de l'action, tant par la poursuite d'investissements vers les secteurs productifs que par la recherche de financements associés entraînant un effet multiplicateur.

On assiste, en effet, à une concentration de l'aide sur les Etats les plus démunis. Ainsi, 100 millions de francs d'autorisations de programme supplémentaires bénéficieront au Sahel. En outre, les investissements s'orientent vers la satisfaction de besoins essentiels : développement des productions vivrières, aménagements ruraux et points d'eau ; puis, développement des voies de communication ; enfin mise en valeur des ressources énergétiques et minières.

L'aide au développement industriel est consacrée de plus en plus à l'étude de grands projets, dont la réalisation par des techniciens français représente une caution. Cette dernière permet de rassembler les fonds nécessaires à la réalisation elle-même, avec un effet multiplicateur.

Par ailleurs, une procédure nouvelle est à l'étude. Elle doit permettre d'associer le fonds d'aide et de coopération et la caisse centrale de coopération économique, en réunissant ainsi les subventions et les prêts à des conditions particulièrement avantageuses, notamment pour financer un programme spécial en faveur du Sahel.

Voilà, mesdames, messieurs, trop sommairement analysé sans doute le projet de budget de la coopération.

Quelques lignes de force se dégagent.

Il s'agit bien d'une aide aux Etats qui la demandent, quel que soit leur régime ou leurs orientations politiques.

Il s'agit d'une aide qui doit répondre à la volonté des Etats de lutter contre la déstabilisation économique ou politique. L'accroissement de l'instabilité en Afrique trouve sa trace dans ce budget au niveau du développement des postes de l'aide financière et de l'aide militaire.

Il s'agit aussi et surtout d'une aide de formation et non de simple substitution. Cela est inscrit dans l'assistance technique.

Il s'agit encore d'une aide qui refuse la tentation de l'éparpillement et qui se concentre à la fois sur les régions les plus pauvres et sur les secteurs les plus nécessaires : aménagements ruraux, communications, infrastructures. Cela figure dans l'aide à l'équipement.

Il s'agit enfin d'une aide qui reflète les relations traditionnelles de la France comme en porte la marque la coopération culturelle et scientifique.

Tel qu'il est, et malgré les préoccupations qui demeurent, ce projet de budget appelle donc globalement une appréciation satisfaisante.

Votre commission des affaires étrangères l'a examiné le 18 octobre dernier. Après un large débat dont j'ai rappelé quelques points au cours de mon exposé, elle a, suivant les conclusions de son rapporteur, émis, à la majorité de ses membres, un avis favorable à l'adoption des crédits du ministère de la coopération.

Cette adoption serait la réponse de la France au proverbe africain : « Nourris ton enfant jusqu'à ce qu'il lui soit poussé des dents afin qu'il te nourrisse lorsque tu auras perdu les tiennes. » (*Sourires et applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Mme le président. La parole est à M. Bernard Deschamps.

M. Bernard Deschamps. Monsieur le ministre, l'examen du budget de la coopération pour 1979 conduit à s'interroger sur l'état et la nature des relations entre la France et les pays d'Afrique, de l'Océan indien et des Caraïbes, qui sont du ressort du ministère de la coopération.

La France a besoin d'une grande politique de coopération avec les autres Etats du monde, notamment les pays d'Afrique. C'est également le souhait des peuples de ces pays qui s'efforcent de surmonter le sous-développement et de vaincre la misère. Un mouvement irréversible, une aspiration profonde à la liberté se manifestent avec une force croissante dans ces pays qui veulent leur indépendance économique.

Cette aspiration est légitime. Ces peuples veulent disposer librement de leur richesses naturelles, se donner les moyens d'édifier de véritables économies nationales, ne pas être victimes de l'inégalité des échanges, de l'inflation et d'un endettement croissant. C'est également ce que nous voulons pour la France.

Aussi, nous n'y voyons pas la source de contradiction d'intérêts.

Au contraire, des possibilités nouvelles et élargies de coopération fructueuse dans l'intérêt mutuel se font jour. C'est la voie dans laquelle la France devrait s'engager car elle est conforme à la justice, au climat de détente et de paix qui doit s'instaurer de plus en plus dans le monde. De plus, notre pays agirait dans son intérêt car c'est la seule voie de nature à lui assurer un rayonnement conforme à ses traditions démocratiques.

Malheureusement, monsieur le ministre, ce n'est pas la voie suivie par votre Gouvernement. La politique que vous pratiquez dans ce domaine est néfaste et dangereuse. Au lieu de répondre positivement aux besoins de liberté de ces peuples, vous érigez la France en gendarme de l'impérialisme en Afrique.

A cet égard, l'année 1978 aura été marquée par l'aggravation des opérations militaires françaises sur le continent africain. Sous le prétexte fallacieux de protéger la vie de nos coopérants, alors que votre politique accroît leur insécurité, vous êtes intervenu militairement pour soutenir le régime du Zaïre, aujourd'hui sous tutelle financière.

Sous le même prétexte, vous êtes intervenu au Tchad et au Sahara occidental. Partout, vous vous efforcez de contenir par les armes l'aspiration des peuples à l'indépendance.

Ce n'est pas la présence française que vous défendez ainsi mais les intérêts des grands groupes privés qui pillent les richesses de ces pays, comme Pechiney-Ugine-Kuhlmann au Gabon et au Zaïre ou Peñarroya en Mauritanie. Dans ce but, vous entretenez des bases et des points d'appui militaires dans divers pays. En France même, vous vous efforcez de mettre sur pieds les moyens logistiques permettant ces interventions et vous formez des unités spécialisées comme celle qui èst intervenue à Kolwezi.

Une telle politique, conduite à l'insu du Parlement auquel n'ont même pas encore été soumis les protocoles d'accords militaires avec un certain nombre d'Etats, ternit l'image de la France dans le monde. Elle constitue un danger pour la paix. Elle porte en elle une menace pour les libertés en France, comme en témoigne l'utilisation, pour des entreprises de ce genre, d'hommes tels que le colonel Erulin, compromis pendant la guerre d'Algérie.

M. Henri Ferretti, *rapporteur pour avis.* C'est intolérable !

M. Pierre-Bernard Cousté. C'est scandaleux !

M. Bernard Deschamps. Cette politique que nous condamnons car elle est contraire à l'intérêt de la France et à l'esprit de notre temps, vous entendez la poursuivre en 1979. C'est ce que reflète votre projet de budget.

En effet, alors que celui-ci est en augmentation de 15 p. 100 en moyenne, nous relevons à nouveau, comme en 1978, que les crédits militaires bénéficient d'un accroissement considérable. Les crédits de l'assistance technique militaire passent de 380 à 460 millions de francs, soit 23 p. 100 d'augmentation. Quant aux crédits consacrés à l'aide en matériel, ils sont en progression de plus de 57 p. 100. Les crédits de la coopération militaire et technique passent de 135 à 185 millions de francs, soit un accroissement de 27 p. 100 environ. Depuis 1975, l'ensemble des dépenses militaires a plus que doublé.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, l'aide militaire absorbe presque le tiers des crédits nouveaux affectés aux titres V et VI.

Loin de contribuer à doter les pays concernés des moyens de leur indépendance, ces crédits visent, au contraire, dans l'esprit de la conférence de Dakar d'avril 1977, à les entraîner, aux côtés de l'impérialisme français, dans une politique agressive à l'égard des peuples et contraire aux Etats qui s'engagent dans la voie de la souveraineté et du progrès social.

M. Jacques Delhalle. Parlez-nous donc de la politique agressive de l'impérialisme russe ou cubain !

M. René Rieubon. Nous sommes en France, pas en Russie !

M. Bernard Deschamps. Dans le même temps, vous vous efforcez de déstabiliser les régimes qui vous paraissent insuffisamment soumis à l'impérialisme français. Ainsi, dans le coup de force contre le régime des Comores, on peut s'interroger sur les complaisances dont a pu profiter le mercenaire français Bob Denard, et sur le fait que certaines organisations contre-révolutionnaires qui, en France, s'attaquent à des Etats souverains, bénéficient d'une étrange mansuétude. C'est le cas en particulier de l'Unita de Sawimbi.

Il serait temps que le Gouvernement auquel vous appartenez prenne enfin toutes dispositions afin d'interdire l'activité de cette organisation dans notre pays. Il y va de l'avenir des relations normales et nécessaires entre la France et la République populaire d'Angola.

En outre, le gouvernement français continue d'être l'un des principaux appuis aux régimes d'oppression sociale et raciale de Rhodésie et de Namibie. Ce sont, en effet, — je regrette d'avoir à le dire — des hélicoptères de fabrication française qui ont servi à leurs troupes racistes dans les massacres qu'elles ont perpétrés en Zambie et en Mozambique. Ce sont également des Mirage et des hélicoptères de fabrication ou de conception française qui avaient aidé au massacre de Kasinga en République populaire d'Angola.

Il est temps que le Gouvernement adopte à l'égard des régimes racistes une attitude sans équivoque. Les peuples d'Afrique australe luttent pour leur liberté, pour leur dignité, et leur combat est juste. Il est animé par des organisations nationales, comme le front patriotique de Zimbabwe ou le Swapo de Namibie qui ne sauraient, en aucun cas, être exclus d'un règlement en vue de l'indépendance de ces pays.

Le Gouvernement se doit de cesser définitivement toute forme de coopération militaire avec les régimes racistes. Il se doit d'adopter, comme le recommande l'ONU, une attitude constructive en vue de hâter l'heure de la liberté en Afrique australe.

En fait, c'est l'ensemble de la politique de coopération qui constitue une tentative de mise en place d'un cadre renouvelé par la poursuite de l'exploitation des pays d'Afrique, de l'océan Indien et des Caraïbes, pour le compte des sociétés multinationales.

L'aide technique elle-même ainsi que la coopération financière sont utilisées comme moyens d'intervention vers les pays considérés comme des alliés sûrs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elles sont attribuées de façon sélective. L'aide technique vise non à aider ces pays à s'approprier des technologies avancées ni à les doter d'une industrie nationale, mais à favoriser la pénétration des capitaux privés, dans le cadre de la politique de redéploiement de l'impérialisme français. Notons, à cet égard, que cela s'effectue de plus en plus par le canal d'organismes européens, comme le Fonds européen de développement, ou par l'intermédiaire du groupe de la Banque mondiale, alors que la contribution de la France au programme des Nations Unies pour le développement reste très limité : comme on a pu le noter, le montant des versements de la France aux organismes d'aide multilatérale représente environ trois fois les subventions du fonds d'aide et de coopération.

L'action culturelle est également à l'image de l'ensemble de la politique de coopération. Elle est mutilée et déséquilibrée : elle est limitée dans son ampleur, et ce n'est pas l'augmentation de 10 p. 100 en 1979 des crédits destinés à la coopération culturelle et sociale qui permettra d'y remédier ; elle est déséquilibrée, car elle nous prive du riche apport des cultures des peuples africains.

En fait, l'activité culturelle est conçue comme l'un des moyens d'une politique néo-colonialiste. C'est sans doute la raison pour laquelle une discrimination politique croissante est exercée dans le recrutement du personnel coopérant, en particulier à l'encontre des communistes.

Ainsi, aux difficultés d'ordre matériel des coopérants, notamment des enseignants, qui à leur retour en France connaissent souvent le chômage, s'ajoute aujourd'hui le danger des interdits professionnels, à l'image de ce qui se pratique en République fédérale d'Allemagne.

A cet égard, le groupe communiste vient d'être informé qu'un questionnaire de caractère politique, actuellement en cours d'élaboration, est déjà soumis à certains postulants à la coopération.

Un tel questionnaire constitue une atteinte intolérable à la liberté personnelle d'opinion, et nous tenons à élever une solennelle protestation contre de telles méthodes.

Je profiterai de l'occasion, monsieur le ministre, pour vous rappeler que certaines catégories de personnels, ceux du GERDAT et de l'ORSTOM par exemple, sont dans l'expectative quant à leur avenir. Qu'attendez-vous pour ouvrir enfin des négociations avec les syndicats des personnels concernés ?

Monsieur le ministre, le pouvoir que vous représentez dégrade, rétrécit, gâche les chances d'une coopération d'intérêt mutuel avec les autres pays. Il en est ainsi tout particulièrement avec ceux d'entre eux qui sont déterminés à développer leur économie nationale et à répondre aux besoins de leurs peuples.

C'est le cas de l'Algérie progressiste aussi bien que de l'Angola, alors même que ces pays manifestent leur désir de développer, avec la France en particulier, des rapports de coopération dans les domaines les plus divers.

L'impérialisme français persiste à vouloir imposer des rapports de caractère néo-colonial aux Etats d'Afrique, de l'océan Indien et des Caraïbes, avec lesquels il est lié par des accords. Il tente de reporter sur eux les effets de la crise et de combler, à leur détriment, le déficit de ses échanges. Heurtant les aspirations à la souveraineté et à l'instauration de rapports économiques plus équitables et plus stables, il continue à considérer les pays d'Afrique, de l'océan Indien et des Caraïbes comme des réservoirs de matières premières et de force de travail à bon marché, comme un terrain privilégié d'exportation des marchandises et des capitaux, comme l'un des champs de « redéploiement » multinational.

Il privilégie les liens avec les pays qui entendent s'intégrer au système monopoliste d'exploitation et livrent leurs peuples à la domination des sociétés multinationales. Il fait de la coopération un instrument d'intervention et de pression politique.

Une telle politique affaiblit la France dans le monde. Elle l'isole. Elle contribue au déclin de notre pays. Il est donc grand temps de promouvoir une autre politique, conforme au nouvel ordre économique international et dont mes amis Georges Marchais et Maxime Gremetz ont rappelé les grands principes.

Le premier principe est celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. La politique de coopération doit, en effet, bannir tout esprit de caractère colonial.

La volonté d'émancipation des peuples n'est pas une menace pour nous ; c'est au contraire, l'impérialisme qui, par le redéploiement, tente de mettre en concurrence la force de travail à l'échelle mondiale.

Le deuxième principe de la coopération doit être l'intérêt mutuel sur la base de rapports équilibrés, stables et à long terme. C'est dans ce cadre que doit être résolu le problème des matières premières. C'est dans cet esprit que les accords de Lomé doivent être renégociés, comme le souhaitent les pays concernés.

Le troisième principe est la primauté des rapports d'Etat à Etat, ce qui ne signifie pas l'exclusivité. Ainsi, par exemple, nous estimons que la France doit participer plus activement aux initiatives prises notamment par l'ONU.

Le quatrième principe est la démocratisation qui exclut tout accord secret. Le Parlement doit sans tarder débattre des accords de coopération qui ne lui ont pas encore été soumis.

Une telle politique serait à la fois conforme à l'esprit de notre temps, à l'intérêt de la France et à celui des coopérants. Ce n'est pas celle qui est pratiquée par le Gouvernement et que reflète votre budget pour 1979. C'est pourquoi nous voterons contre celui-ci.

Ce faisant, notre vote témoignera de notre volonté d'agir pour que la France s'engage sur la voie d'une grande politique de coopération conforme à ses intérêts, à ses traditions démocratiques, à l'esprit de notre temps et à l'attente des peuples d'Afrique, de l'océan Indien et des Caraïbes. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.*)

Mme le président. La parole est à M. Guermeur.

M. Guy Guermeur. Après le pamphlet que nous venons d'entendre, manifestement destiné aux partis communistes des pays en voie de développement, je m'adresserai à cette assemblée et à nos amis des pays qui maintiennent avec le nôtre des liens privilégiés.

Au début de ce propos, je ne puis oublier, monsieur le ministre, que c'est au général de Gaulle, aux lointains jours de Brazzaville, que nous devons ce vaste mouvement de décolonisation, faite non sous forme d'abandon de ces populations, de ces peuples, mais sous celle d'un rapprochement entre nations qui conservent leur indépendance, leur dignité, leur autonomie, c'est-à-dire tout autre chose que la peinture caricaturale qui vient d'être brossée.

J'évoquerai un aspect de cette coopération qui tient à cœur tout particulièrement aux parlementaires du littoral : je veux parler des transferts de technologie marine des régions qui les possèdent vers les pays en voie de développement qui les attendent avec impatience.

A la conférence internationale du droit de la mer, tant à Genève qu'à New York, il est apparu clairement que les pays en voie de développement souhaitaient que les nations développées unissent leurs efforts pour mettre les technologies d'exploration des mers qu'ils possèdent à leur disposition.

Les régions de l'Ouest — la Normandie, le Poitou-Charentes, les Pays de la Loire et la Bretagne — ont entendu cet appel et ont décidé d'organiser un colloque entre, d'une part, les industriels, les prestataires de services, les marins, les chercheurs, les scientifiques de toute nature et, d'autre part, les responsables des pays en voie de développement — ceux qu'on appelle les « décideurs » — intéressés par ces problèmes de technologie marine. La Bretagne, qui a été désignée comme région pilote par les autres dans cette affaire, prépare activement cette conférence, qui se tiendra au mois de mai prochain à Nantes. Celle-ci devra être non un simple colloque universitaire où l'on agite des idées, mais une occasion de rencontres entre ceux qui possèdent une technique et ceux qui souhaitent l'acquérir.

Nous avons l'intention d'organiser cette rencontre autour des thèmes suivants : l'exploration des océans, c'est-à-dire la recherche scientifique et la recherche-développement ; l'équipement marin, c'est-à-dire les activités portuaires, et la recherche pétrolière ; enfin, l'exploitation des richesses minérales, et l'on sait quel espoir constitue pour l'économie moderne l'exploitation des nodules polymétalliques. Nous pensons aussi aborder des problèmes aussi importants que l'aquaculture, la lutte contre la pollution et la surveillance de la zone des deux cents milles, cet immense empire qui a été attribué à une soixantaine de pays par la conférence internationale du droit de la mer.

A cet égard, monsieur le ministre, j'ai été frappé de constater, à l'ONU, que d'autres nations que la nôtre se sont déjà préoccupées de fournir aux pays en voie de développement les moyens d'assurer la police et la surveillance de leur zone : on leur propose des navires d'un type spécial, adapté, des avions capables d'assurer la surveillance de cette zone de deux cents milles. Or je ne sache pas que notre pays ait entrepris un effort analogue ; je souhaite donc qu'une recherche s'oriente dans ce sens.

Monsieur le ministre, nous vous sommes, à cet égard, reconnaissants pour l'accueil que votre département ministériel a fait à cette idée et nous vous remercions pour l'aide que vous apportez à une initiative somme toute régionale ; en effet, dans un pays jacobin et centralisateur, il est pour le moins surprenant que le Gouvernement prenne la peine d'aider quelques régions en mal d'autonomie... dans le domaine de la coopération.

J'aborderai maintenant plus particulièrement un sujet dont vous comprendrez qu'il me soit cher : les pêches maritimes.

Sur les côtes, notamment en Bretagne, nous sommes très préoccupés de la diminution des capacités de capture que les quotas européens ont imposées aux pêcheurs.

Nous savons que les navires très coûteux lancés récemment ne peuvent plus être amortis sur la base des captures autorisées dans la mer communautaire, sans parler d'ailleurs des menaces que font peser sur les pêcheurs les décisions de la Grande-Bretagne. Dès lors, ou bien nos pêcheurs se contentent des quotas qui leur sont alloués dans les eaux communautaires et, dans quelques années, il n'y aura plus de pêche parce que les armements ne pourront pas vivre avec cette seule production ; ou bien — et c'est la vocation naturelle de nos pêcheurs et de notre pays — nous allons vers ceux qui possèdent les ressources mais qui n'ont ni la technologie ni les moyens de les exploiter.

Nous leur proposons alors de passer des accords d'exploration et d'exploitation de leurs eaux, et de formation de leurs équipages. Nous viendrons avec nos navires et nous exploiterons la mer ensemble avec une main-d'œuvre en partie indigène ; nous apporterons la technologie à ces pays et nous les mettrons en quelques années en mesure d'assurer une véritable exploitation des richesses nouvelles que leur offre la mer.

Nous avons d'ailleurs déjà commencé, un peu dans le désordre, et plus récemment grâce à une aide de plus en plus nette de votre département ministériel, à pratiquer cette coopération,

en particulier aux Seychelles où nous avons lancé une opération remarquable consistant à exploiter la zone de pêche seychelloise grâce à des navires français montés par des équipages mixtes.

Nous agissons de la même manière en Côte-d'Ivoire et au Sénégal, mais cette action pourrait être menée ailleurs et étendue à d'autres domaines. Profitant de cette discussion budgétaire, je vous demande donc, monsieur le ministre, avec quelque solennité, de la part de nos pêcheurs anxieux de leur avenir, d'obtenir du Gouvernement que votre ministère reçoive les divers moyens susceptibles d'appuyer cette opération fraternelle avec les pays en voie de développement. Elle nous permettrait de leur apporter notre savoir-faire et à nous de bénéficier de ressources qui, malheureusement, ne sont plus suffisantes sur nos côtes.

Telles sont les observations que je voulais présenter à l'occasion de l'examen de ce projet de budget. Il s'agit là non d'une critique systématique ni d'un tissu de louanges, mais simplement du constat d'une situation économique donnée, qui peut être corrigée très largement par la politique menée depuis vingt ans par la France.

Nous n'avons d'ailleurs pas à rougir de cette politique, bien au contraire, car si elle est maintenant menée selon la conception que j'ai exposée, elle permettra à nos partenaires en voie de développement d'arriver dans l'avenir à la richesse économique et à nous d'accroître nos propres capacités économiques tout en ayant la satisfaction d'avoir accompli notre devoir de pays développé. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. Alain Vivien.

M. Alain Vivien. Monsieur le ministre, interrogé récemment sur l'enveloppe budgétaire de votre ministère pour 1979, vous répondiez prudemment : « Aucun budget ne pourrait permettre de faire face à toutes les demandes, aussi justifiées soient-elles, de nos partenaires. La coopération est une œuvre de patience. »

On ne saurait mieux dire, ni mieux laisser entendre la réalité du projet de budget que vous nous soumettez aujourd'hui.

Certes, il est en croissance, mais comment ne le serait-il pas ? Globalement le nombre des pays concernés a progressé lui aussi et la croissance des Etats n'a pas diminué, non plus que les besoins considérables de leur développement.

Mais venons-en à des chiffres incontestables. Tout d'abord, le budget de la coopération augmente moins vite que celui de la nation tout entière qui atteint 15,2 p. 100. Avec une croissance de 14,23 p. 100, il se situe nettement en retrait par rapport à la progression de 17,27 p. 100 observée l'année dernière, progression qui ne constituait d'ailleurs qu'une mesure de rattrapage après la catastrophique loi de finances de 1977 où l'accroissement budgétaire n'avait été que de 5,36 p. 100. Aussi le projet de budget que vous nous présentez aujourd'hui ne permettra guère une accentuation de nos efforts de coopération.

Mais entrons plus dans le détail et examinons, en particulier, les crédits du fonds d'aide et de coopération.

Si l'on se réfère à l'année 1963, en lui affectant un indice 100, la loi de finances ne donne pour l'année 1979 que 135,8, soit une croissance de moins de trente-six points seulement en seize années. Et encore faut-il tenir compte du fait que les crédits sont calculés non en francs constants, mais en francs courants.

Aussi convient-il de modérer votre enthousiasme lorsque vous vous félicitez d'une progression de 18,8 p. 100, cette année, des autorisations de programme du fonds d'aide et de coopération.

Les 633 millions de francs annoncés ne constituent aucun progrès par rapport aux 631 millions de francs de 1976. On pourrait même parler de régression ou de stagflation, si l'on mettait en ligne de compte l'inflation des prix, le développement démographique et l'élargissement de votre aire d'intervention.

Comment, alors, se trouvent réellement justifiés les propos du Président de la République annonçant, lors du récent sommet franco-africain de Paris, que l'enveloppe du FAC serait augmentée de 100 millions de francs ? Comment avez-vous pu affirmer, dans l'interview que je citais tout à l'heure, qu'il y a au Gouvernement « une volonté politique réelle de redresser les crédits de coopération » ?

En vérité, si certains crédits augmentent bien, ce sont ceux de l'aide militaire. Déjà majorés de près de 45 p. 100 en 1978, ils croissent de 34,9 p. 100 dans le présent projet de loi de finances.

La part de l'aide militaire dans l'aide globale augmente de 13,33 p. 100, en 1978, à 15,74 p. 100 pour l'an prochain. La coopération technique militaire, qui avait été majorée de 54,94 p. 100 l'an dernier, progressera encore de 36,63 p. 100 en 1979.

Et que dire des concours financiers, chapitre pudique qui sert bien souvent à dissimuler des suppléments d'aide ! Majorés de 6,19 p. 100 en 1978, ils augmenteront de 47,83 p. 100. Avez-vous donc en prévision quelques difficultés supplémentaires, en Afrique ?

Nous sommes d'autant plus en droit de poser cette question qu'il en est une autre à laquelle nous aimerions recevoir une réponse. Quel est le montant réel de l'aide militaire, en 1978, addition faite des dépenses inscrites dans la loi de finances et dans le collectif budgétaire ? Selon certaines informations, cette addition dépasserait largement le montant des crédits que vous sollicitez pour 1979. Cela veut-il dire qu'en dépit de la hausse extrêmement sensible des crédits de la coopération militaire et des concours financiers, vous nous préparez un collectif budgétaire pour 1979 particulièrement important ? L'Assemblée serait probablement intéressée de vous entendre dissiper ces inquiétantes perspectives.

Car, depuis vingt ans qu'il existe, votre département ministériel n'est pas sorti réellement de son ambiguïté première. Certains mauvais esprits prétendent qu'il n'est, sous d'autres formes, que le succédané du défunt ministère des colonies, ou de celui de la France d'outre-mer, si vous préférez. Peut-être est-il, plus véritablement, l'héritier du ministère de la Communauté, dont l'évolution rapide de l'histoire a condamné l'existence. Car si votre ministère porte le beau nom de coopération, il est évident qu'il ne la contient pas tout entière. Les relations scientifiques, culturelles et techniques ressortissent aux affaires étrangères et le tiers-monde, aidé par la France, contient également, de l'aveu même du Gouvernement, les départements et territoires d'outre-mer.

Cette ambiguïté est perceptible dès lors qu'il s'agit de parler de coopération sur le plan international, à Bruxelles ou ailleurs. Vos efforts méritoires pour vous exprimer ne rencontrent pas toujours l'assentiment de certains de vos collègues, voire, lorsque des négociations prennent un tour financier, de la simple direction du Trésor. Certains estiment le maintien de votre département nécessaire pour des raisons de déférence à l'égard des gouvernements africains. D'autres s'arrangeraient de son remplacement par une sorte d'agence ou d'office placé sous l'autorité du ministre des affaires étrangères. Même des documents budgétaires officiels soumis à l'examen de notre Assemblée — je veux parler des « jaunes » — rassemblent nécessairement l'ensemble des moyens de coopération dispersés dans les différents ministères.

Un regroupement des compétences s'impose-t-il donc ? Les socialistes, en tout cas, observent que la pratique actuelle est d'autant plus discutable que l'aide, contrairement à ce qui semble inquiéter certains membres de la majorité, est très nettement bilatérale et liée.

L'aide multilatérale, qui a naturellement tendance à croître en raison de nos engagements internationaux, ne représente guère que 27,7 p. 100 — hors DOM-TOM — et 15,44 p. 100 en incluant l'outre-mer français. C'est peu, par rapport aux 30 ou 40 p. 100 déjà atteints en 1975, respectivement par le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Les inquiétudes de certains, nous ne les partageons pas, nous qui ne considérons pas la coopération internationale du point de vue un peu étriqué du clocher national.

Quoi qu'il en soit, une bonne maîtrise de ces aides, bilatérales et multilatérales, s'impose. Comment l'assurer dans la dispersion actuelle des compétences ? Il est vrai que dans cette demi-pénombre, les initiatives spécifiques de l'Elysée passent peut-être plus aisément.

Mais l'Assemblée aimerait y voir plus clair et ne pas être tenue à l'écart de certaines de ses prérogatives constitutionnelles.

Prenons l'exemple de nos interventions militaires en Afrique. Sur quelle base juridique reposent-elles ? Le 9 juin dernier, je demandais dans une question écrite à M. le ministre des affaires étrangères de préciser l'étendue et la portée de nos engagements internationaux en Afrique. Si les accords de défense étaient, dans les années 60, soumis à l'approbation du Parlement, l'année même de leur signature, comme cela a été le cas pour la Côte-d'Ivoire, le Gabon ou le Sénégal, il n'en va plus de même depuis une décennie. Ainsi, l'accord de Djibouti traîne, d'une manière incompréhensible, depuis plus d'un an. Quant aux accords d'assistance militaire bilatérale, que de procédures retardées ! Il a fallu ainsi plus de deux ans pour que le Parlement approuve les accords avec le Bénin.

Mais il y a pire. Signés le 2 septembre 1976, nos accords avec la Mauritanie ne sont toujours pas ratifiés par le Parlement. Dans ces conditions, quelle légitimité peut être évoquée en ce qui concerne notre engagement aux côtés de cet Etat dans le conflit du Sahara occidental ?

Il en est de même pour le Zaïre. La signature des gouvernements est intervenue le 22 mai 1974, il y a donc plus de quatre ans. La saisine de l'Assemblée nationale, réclamée à maintes reprises, n'a toujours pas été effectuée. Peut-être ne s'est-il rien passé dans ce pays depuis quatre années ? Ou bien le gouvernement français s'estime-t-il assez assuré de ses forces pour ne pas devoir recourir un jour à l'armée zaïroise, en cas de dissidence dans les monts de la Corrèze ? (*Sourires.*) Il est vrai que la non-réciprocité de ces traités internationaux indique trop clairement leur signification profonde.

L'Assemblée serait également sensible au fait d'être mieux informée de certaines relations économiques maintenues avec le sinistre régime d'Afrique du Sud. L'affirmation de positions enfin nettes à propos de la Namibie et du Zimbabwe n'est pas, en elle-même, une audace. Elle correspond aux positions nouvelles adoptées sur ce sujet par l'administration Carter et le gouvernement britannique.

Les socialistes ont relevé avec satisfaction, monsieur le ministre, les déclarations énergiques de votre collègue des affaires étrangères devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous ne désapprouvons pas, bien sûr, les contacts enfin pris avec le gouvernement patriotique du Zimbabwe. Cependant, comment ne pas relever que l'engagement de la France se fait sur le plus petit dénominateur commun ?

Et que dire des déclarations de la sous-commission de l'ONU chargée de la protection des minorités, publiant la liste des sociétés françaises qui, en août dernier, continuaient imperturbablement à faire des affaires avec le régime de Prétoria ? L'économie libérale conduirait-elle à laisser bafouer l'autorité de l'Etat français dans ses relations internationales ? Ce même Etat a-t-il laissé signer sans prendre garde le contrat de vente d'une centrale nucléaire en Afrique du Sud, ignorant qu'en renforçant son potentiel énergétique, il aidait ce pays à compenser les conséquences des sanctions économiques prises à son encontre sur le plan international ?

Vous répondrez sans doute, monsieur le ministre, que l'Afrique du Sud n'est pas de votre domaine. Comment en vérité pourriez-vous vous désintéresser de ce dossier dont toute l'Afrique vous parle ? Au demeurant, vous représentez ici le Gouvernement français tout entier.

L'aide de coopération serait-elle un moyen de pénétration et de maintien d'une aire d'influence au moins autant qu'un don désintéressé ?

La question mérite d'être posée en raison du savant trompe-l'œil qui semble avoir la prédilection de vos services. Car nos dons désintéressés sont — somme toute — bien modestes. D'abord parce que les aides à la coopération incluent les départements et territoires d'outre-mer pour une part non négligeable, comme je vais le montrer. L'aide globale, rapportée au produit national brut, représentait 1,09 p. 100 en 1962, mais seulement 0,64 p. 100 si l'on retirait les départements et territoires d'outre-mer du volume total. Et l'on est parfaitement en droit de le faire, car ces départements et territoires sont des collectivités territoriales de la République selon les termes de l'article 72 de la Constitution.

M. Jean Fontaine. Très bien !

M. Alain Vivien. En 1967, l'aide globale n'était déjà plus que de 0,62 p. 100, soit de 0,48 p. 100 sans les DOM-TOM. En 1977, nouvelle chute : 0,60 p. 100 et 0,34 p. 100 dans les territoires d'outre-mer.

Si l'on évoque les aides publiques au développement, la France, prétendument si généreuse, ne dépensait que 0,50 p. 100 de son produit national brut en 1974 pour le tiers monde, alors que la Suède et les Pays-Bas versaient respectivement 0,72 p. 100 et 0,63 p. 100 de leur produit national brut. En 1977, notre contribution à hauteur de 0,34 p. 100 de notre produit national brut hors DOM-TOM fait piètre figure face aux 0,99 p. 100 et aux 0,85 p. 100 des deux pays que je viens de citer.

Comment pouvons-nous, dans ces conditions, nous conformer à la résolution 2626 prise lors de la vingt-cinquième session de l'ONU, résolution qui prévoyait que « chaque pays économiquement avancé accroîtra progressivement son aide aux pays en voie de développement et s'efforcera particulièrement d'atteindre au milieu de la décennie au plus tard un montant maximum de 0,7 p. 100 de son produit national brut au prix du marché » ?

Nous notons avec satisfaction que les pays du Sahel bénéficieront des 100 millions de francs supplémentaires du FAC. Mais ce geste était rendu nécessaire par la dégradation continue des apports bilatéraux au financement dans cette série de nations qui appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés.

En effet, de 1973 à 1977, les crédits du FAC qui les concernaient étaient passés de 171,4 à 102 millions de francs, soit un recul de près de 40 p. 100. Parallèlement la part des prêts et des engagements publics « doux » — le FAC et une part du premier guichet de la caisse centrale de coopération économique des Etats africains et malgache — avait reculé de 87,3 p. 100 en 1974 à 37,2 p. 100 en 1977.

Il était donc temps de redresser une situation sans cesse plus défavorable à nos partenaires situés justement sur la frontière de la famine.

Pourquoi alors durcir les conditions de prêt faites aux Etats les moins avancés ? Cette évolution « colle » à la situation économique des pays africains véritablement engagés sur la voie du développement, mais nullement à celle des pays les moins avancés. La part des prêts aux conditions du marché ou à des conditions voisines va à l'encontre des recommandations émises par le comité d'aide au développement et par le CNUCED à Nairobi, en 1976, qui souhaitent que l'aide soit augmentée sous forme de dons.

Il serait souhaitable qu'un débat s'engage enfin sur ces questions fondamentales, malheureusement masquées par leur technicité. D'autant plus que — et cela est fâcheusement passé sous silence — les échanges commerciaux entre la France et le tiers monde pris dans son ensemble ne se font pas au détriment de l'économie française, loin de là !

L'excédent commercial est passé, vis-à-vis des pays qui ne produisent pas de pétrole, de 8 milliards de francs à 23,5 milliards de francs en 1976. Autre statistique significative, les importations des produits manufacturés en provenance du tiers monde non producteur de pétrole sont très faibles de notre part : à peine 5 p. 100, contre 6,5 p. 100 aux Etats-Unis et plus de 8 p. 100 pour la République fédérale d'Allemagne.

Ce débat, monsieur le ministre, le groupe du parti socialiste vous le demande. Deux propositions de commission d'enquête, déposées par nous-mêmes et qui ne portaient d'ailleurs que sur l'aspect militaire de nos engagements en Afrique, ont été repoussées le 12 octobre dernier par la commission des lois. Cette décision, que nous trouvons regrettable, ne vous lie pas. Aussi, suis-je conduit à vous demander d'accepter ce débat de fond dans une période où aucun incident tragique en Afrique ne pèse sur les relations entre le Gouvernement et le Parlement.

Ce débat est d'autant plus urgent que les accords de Lomé entre la CEE et les Etats ACP devront être renégociés avant le 1er mars 1980. Si ces Etats souhaitent un approfondissement des accords, certaines nations européennes semblent réservées. D'autres posent des préalables politiques comme le Royaume-Uni, qui souhaiterait introduire une clause suspensive liée à la nature du régime considéré.

Par ailleurs, il nous paraît souhaitable que le Gouvernement, dans une déclaration officielle, s'engage enfin à consolider en valeur réelle, le montant des aides consenties au niveau où celui-ci s'établissait en 1975.

Les socialistes, parce qu'ils sont internationalistes, ont le sens de la solidarité des peuples, notamment à l'égard des nations sorties depuis peu d'un long siècle d'exploitation coloniale.

Ils souhaitent que soit réduit, puis résorbé, l'endettement des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Pour cela, ils demandent la revision des pratiques de crédit commercial et financier.

Ils s'interrogent sur le fait que le Gouvernement français n'ait pas, à ce jour, pris une position claire sur les remises de dettes, contrairement au Royaume-Uni, qui vient d'effacer 900 millions de livres sur la base d'un échéancier annuel de 60 millions de livres.

Ils demandent, enfin, que votre coopération soit moins sélective et qu'elle s'adresse d'abord aux pays les moins avancés, qui ne sont pas nécessairement les plus pauvres, sans discrimination ni privilège, à quelque partie du monde qu'ils appartiennent.

C'est là le prix qu'une grande nation avancée doit payer au développement des nations les plus démunies. C'est aussi le prix de la paix dans le monde et la marque concrète des idéaux humanitaires proclamés depuis deux siècles par le peuple français.

Sont-ce là des vœux et des espérances si éloignés des intérêts bien compris de notre propre nation ? (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Mme le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Madame le président, mes chers collègues, la sagesse africaine saura rectifier d'elle-même ce que certains propos tenus à cette tribune par notre collègue communiste ont eu d'excessif, et la finesse politique des hommes d'Etat africains, que vous connaissez bien, monsieur le ministre, pour avoir le privilège de les approcher, saura gommer ce que ces propos excessifs avaient d'injurieux pour notre politique de coopération.

La longue amitié centenaire de la France avec les peuples de ces Etats devenus indépendants, qui les fait si bien nous connaître, les amènera à considérer que nous n'avons pas tellement changé puisque, de siècle en siècle, à la différence d'autres pays qui, dans les relations internationales, ont sans cesse l'habitude de se targuer de leurs qualités et de ne jamais parler de leurs défauts, la France est une nation dont les citoyens ont trop souvent, hélas ! la triste habitude de dénigrer leur pays. S'il est une vérité que l'on ne peut contester, n'est-ce pas que, depuis vingt ans qu'elle a ouvert la route de l'indépendance à ces nouveaux Etats avec lesquels maintenant elle coopère, après avoir, durant de longues décennies, vécu avec eux d'autres relations, la France est restée, sans arrière-pensée, fidèle au respect de l'indépendance de ces jeunes Etats ?

La politique de coopération, telle que vous la menez, et telle que nous souhaitons que vous la développiez, est une politique sans réticence, conduite dans le respect de l'indépendance de ces Etats.

Mais nous pensons — et vous aussi, sans quoi vous ne nous soumettriez pas ce projet de budget — que l'indépendance politique serait un vain mot si elle ne prenait appui sur une indépendance économique qui suppose l'extension de la coopération dans le respect mutuel et dans la réciprocité des intérêts des Etats coopérant librement.

C'est bien pourquoi nous éprouvons de la satisfaction à voir que, en dépit des difficultés que la situation économique mondiale crée à la France, celle-ci, en cette période de crise, maintient et même développe son œuvre de coopération, notamment en faveur des Etats africains et malgache.

S'il arrive que ces débats, et plus spécialement les propos des rapporteurs, soient lus par des ambassades étrangères, faut-il rappeler que M. Ferretti, rapportant au nom de la commission des affaires étrangères, et qui non seulement a plaidé pour le vote du budget, mais a souhaité le développement de ses crédits au cours des prochaines années, est un député de Moselle, région particulièrement touchée par la crise mondiale et qui n'a pas d'intérêt immédiat — ni lointain sans doute — à un développement de l'aide à la coopération ?

Le rapporteur spécial qui, au nom de la commission des finances, a demandé à l'Assemblée nationale de voter ce projet de budget, est un député d'Indre-et-Loire, autre département en difficulté. Que des députés originaires de régions affrontées aux rigueurs de la crise plaident en faveur de l'accroissement de vos crédits, monsieur le ministre, n'est-ce pas un signe parmi d'autres, du désintéressement de la France dans ce domaine ?

L'indépendance politique suppose l'indépendance économique, donc le développement des moyens de la croissance, objectif de la politique française de coopération. Mais toute indépendance, qu'elle soit économique ou politique, exige la sécurité politique et donc militaire. C'est la raison pour laquelle l'union pour la démocratie française, et la majorité tout entière ont approuvé les interventions militaires françaises en Afrique cette année. Ces interventions, il convient de le rappeler, puisque certains des précédents orateurs paraissent l'avoir oublié, ont eu lieu à la demande expresse des Etats qui en ont bénéficié, en application d'accords de coopération. En effet, plusieurs Etats amis, étant donné l'instabilité actuelle de l'Afrique, sont menacés par certaines hégémonies, non celle de la France.

Après leur avoir accordé l'indépendance politique et avoir contribué à leur développement économique, notre pays doit leur donner les moyens d'assurer leur sécurité politique, c'est-à-dire leur protection militaire.

On a cité ici le nom d'un officier français, mais pour l'injurier, en dépit des services rendus par lui à notre pays, des risques qu'il a courus, de l'honneur que ce fut pour lui de guider avec succès l'intervention des parachutistes français, ces jeunes militaires de notre terroir sautant pour protéger des vies françaises et africaines ! Messieurs, cet officier aura vite oublié vos injures pour ne se souvenir que de l'hommage que les chefs d'Etat africains ont unanimement rendu à son geste dont ils ont bien compris, eux, qu'il n'était pas la manifestation d'un esprit impérialiste, mais la réponse de la France généreuse et courageuse à un appel au secours qui lui avait été lancé.

M. Henri Ferretti, *rapporteur pour avis.* Très bien !

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le ministre, on a déjà fort insisté sur la coopération militaire, mais il est bon de rappeler que sur seize coopérants français, quinze sont des civils, et un seul un coopérant militaire.

En outre, je le répète, c'est à la demande des Etats africains que la coopération militaire se développe pour l'instant, mais elle prendra fin dès qu'ils auront acquis les moyens d'assurer eux-mêmes, sur ce continent si troublé où s'exercent tant d'hégémonies et tant de menaces, leur sécurité dans l'indépendance.

Comment d'ailleurs prétendre que notre coopération s'orienterait principalement vers une aide militaire, alors que la France intensifie par exemple, sur cette terre brûlée par le soleil et la sécheresse qu'est la longue bande du Sahel : l'an dernier, monsieur le ministre, 60 millions de francs ; dans le projet de budget pour 1979, ce seront 100 millions de francs, dont 80 millions de prêts et 20 millions au titre du fonds d'aide et de coopération. Dans ce domaine, que je cite parce que je le crois exemplaire, la France est un pays qui entraîne d'autres pays industrialisés à développer leur coopération pour l'aide aux pays en voie de développement.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour insister sur la signification de notre assistance aux pays du Sahel menacés par la dramatique sécheresse.

Oui, c'est bien la France qui, par l'aide qu'elle apporte aux populations victimes de cette calamité, incite par son exemple d'autres Etats européens à venir eux aussi déployer leurs efforts pour combattre la terrible sécheresse, handicap pour le développement, angoisse menaçante qui pèse sur les habitants de ces terres défavorisées.

Eh bien, dans le prolongement de certains des souhaits évoqués tout à l'heure par notre collègue Vivien, je pense que l'Assemblée serait à peu près unanime — moins un cinquième — pour soutenir une politique qui accentuerait au sein de la Communauté européenne le rôle pilote que joue notre pays dans le développement de la politique d'aide et de coopération en Afrique dans le respect des Etats africains associés.

C'est à ce titre que le Sahel est un exemple. La France doit être un facteur d'émulation pour que les Etats de la Communauté européenne trouvent dans l'aide au développement le ciment d'une plus grande coopération entre eux et un motif de fierté pour leur jeunesse.

Monsieur le ministre, père de famille, homme qui n'avez pas oublié votre jeunesse qui fut d'héroïsme et d'enthousiasme, vous savez bien qu'encore aujourd'hui, dans notre jeunesse trop souvent décriée, existe un potentiel considérable de générosité et de dévouement.

Je pense qu'il y a en nos jeunes Français une capacité de don, de solidarité à laquelle on ne fait pas assez appel. Dans tous les départements, nous constatons souvent leur désappointement. Ils voudraient pour leur pays une occasion de se grandir par un don d'une générosité plus grande, d'une solidarité plus active, d'une coopération plus importante. Notre jeunesse sait que la France serait en quelque sorte ennoblie par la perspective d'une coopération plus intense, plus ample, dans la multiplication des opérations comme celle de l'aide aux pays du Sahel. Ne l'oubliez pas dans vos négociations à l'échelle européenne. Soyez le ferment du développement de la politique de coopération. Cela offrira à un plus grand nombre de nos compatriotes la joie du don et en même temps leur donnera la fierté d'appartenir à un pays qui, dans ce domaine, est exemplaire et doit continuer de l'être.

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* Très bien !

M. Emmanuel Hamel. Ma dernière observation porte sur les crédits inscrits au titre des contributions financières. Ils correspondent à des besoins jugés certains au moment de la préparation du budget, ainsi que l'a noté à juste titre le rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

Mais les imprévus de la conjoncture font apparaître souvent en cours d'année de nouveaux besoins urgents qui conduisent la France à promettre de nouvelles contributions. Il ne faudrait pas que cette réponse en cours d'année à des appels pressants,

surgis de la conjoncture climatique et politique, ait pour conséquence qu'en fin d'année soient bloqués, même temporairement, des crédits qui, au départ, étaient affectés à d'autres objectifs. Car ces blocages suscitent des attentes, des retards dans la réalisation d'objectifs déjà programmés.

Nous souhaitons donc que de tels cas d'annulation temporaire et de report de crédits ne se reproduisent pas en 1979. Il ne faut pas que certains crédits du FAC soient inopportunément bloqués en cours d'année pour répondre à des nécessités apparues dans l'intervalle.

L'essentiel est que les chefs d'Etats africains, leurs ministres, les cadres de l'Afrique qui se développe et les populations africaines elles-mêmes sachent qu'en dépit des affirmations de certains, la France souhaite, malgré les difficultés qu'elle connaît elle aussi, le développement de la politique de coopération.

Pour la France, en effet, la coopération c'est le don du cœur, la fraternisation des intelligences, la fraternité internationale vécue à l'échelle de deux continents dont l'histoire, depuis des siècles, fait qu'ils se comprennent mieux : n'ont-ils pas vécu ensemble de grandes heures de coopération, d'amitié, de souffrances et de gloire !

Dites à ces chefs d'Etats, monsieur le ministre, et, à travers eux, à leurs peuples, que la France est fière sans orgueil de ce qu'elle fait et qu'elle le fait en répondant à sa nature profonde qui est — l'histoire le prouve depuis des centaines d'années — le désintéressement et non, comme certains l'ont affirmé, l'impérialisme et l'intérêt. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Deniau.

M. Xavier Deniau. Monsieur le ministre, je n'ai pas l'intention d'analyser en détail votre projet de budget puisque les rapporteurs et les orateurs qui m'ont précédé l'ont déjà fait. Je me bornerai à formuler quelques réflexions et à vous proposer diverses suggestions sur les méthodes et les moyens de votre ministère.

Depuis hier, lors de la discussion du budget du ministre des affaires étrangères, un débat s'est instauré ici au sujet de l'importance relative de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale. Vous avez vous-même, monsieur le ministre, fait part à la commission des affaires étrangères de votre préoccupation devant l'importance grandissante des crédits affectés à la seconde. Hier, je me suis fait l'écho de l'inquiétude des membres de la commission, tant dans mon rapport écrit sur le budget des affaires étrangères que dans sa présentation orale.

Il est certain que nous devons respecter une certaine proportion en ce qui concerne la répartition de nos actions directes et indirectes ou de nos actions « identifiées » et de celles qui ne le sont pas.

L'aide bilatérale présente plusieurs avantages : d'abord, elle est bien moins chère. Un expert national coûte deux fois moins cher qu'un expert international.

M. André-George Voisin, *rapporteur spécial.* Et il est plus efficace !

M. Xavier Deniau. A mon avis, il coûte même bien moins si j'en juge d'après l'expérience que j'ai acquise sur le terrain en observant les méthodes des experts internationaux.

De surcroît, un expert national, parlant notre langue, permet d'identifier notre coopération.

A cet égard, hier j'ai posé une question au ministre des affaires étrangères, mais il ne m'a pas répondu. J'espère recevoir une réponse de votre part. Pourquoi le Gouvernement solidaire consacre-t-il, par exemple, plus de 800 millions de francs à la banque internationale de reconstruction et de développement, à l'aide internationale au développement ? C'est une somme une fois et demi plus forte que celle qui est affectée à notre fonds de coopération des médias internationaux d'intervention. Pourtant la BIRD ne travaille qu'en anglais. Elle refuse absolument d'utiliser la langue française, contrairement à tous les autres organismes relevant de l'Organisation des Nations Unies. D'ailleurs, la BIRD est généralement identifiée comme une émanation pure et simple des Etats-Unis, si l'on considère les peuples auxquels s'adresse sa coopération.

Vraiment, je ne comprends pas, monsieur le ministre, que chaque année, en dépit des protestations de nos commissions, notre contribution à la BIRD augmente tellement, alors que, dans le même temps, les crédits consacrés aux autres formes d'aide plafonnent ou diminuent.

Cette constatation n'est pas vraie seulement pour la BIRD, d'une manière générale, nos contributions pour les aides multilatérales, relevant des Nations unies, de l'Europe, ou d'autres organismes internationaux, augmentent presque systématiquement. Elles sont accrues dès que l'on estime que la contribution de la France n'est pas à un niveau suffisant par rapport au pays qui s'inscrit au premier rang.

Il vaudrait mieux se demander avant si l'organisme est vraiment utile, s'il travaille bien, s'il accomplit une œuvre intéressante pour le pays qui en profite et à des coûts convenables, et s'il œuvre en se servant d'une autre langue que la langue officielle de coopération. Mais cela, on ne se le demande pas.

Par exemple, hier, le ministre des affaires étrangères s'est félicité de notre effort en faveur du programme alimentaire mondial : il sera, en effet, quintuplé en 1979. Il s'agissait, à l'origine, d'un organisme qui distribuait une aide, fort utile, en produits alimentaires. Il s'est mis à faire du développement, et j'ai vu sur le terrain sa manière d'en faire ! C'est calastrophique ! Actuellement, tout le monde veut s'occuper du développement, sans préparation, sans experts, sans méthodes, sans expérience et sans savoir-faire ; pardonnez-moi, en bon francophone, j'allais parler de *know how*. (*Sourires.*)

Tout cela, c'est de l'argent perdu. On ne s'interroge pas, en effet, sur la manière dont travaillent les organismes mais simplement sur le confort de nos représentants au sein de ces organismes pour savoir s'il faut leur donner des moyens supplémentaires.

S'agissant de la répartition des crédits entre l'aide multilatérale et l'aide bilatérale, un de nos collègues vient de citer des proportions qui ne me paraissent pas exactes. En effet, ses chiffres tenaient compte de l'ensemble de l'aide de la France, y compris des aides en faveur des départements et territoires d'outre-mer, territoires de la République qui n'ont rien à voir avec l'aide internationale. Après correction, on constatera aisément que les chiffres réels sont absolument différents de ceux qui ont été indiqués. En pratique, si nous tenons compte de notre contribution pour le fonds d'aide et de coopération en Europe, pour le fonds d'aide et de coopération aux Nations Unies, pour le fonds d'aide et de coopération à l'aide internationale au développement, et de tout le reste, on s'apercevra que le fonds d'aide et de coopération, notre instrument propre de travail, ne représente au maximum que le quart — peut-être moins — de l'ensemble des crédits dont nous pouvons effectivement disposer pour l'aide internationale.

Monsieur le ministre, je viens de prendre la défense du fonds d'aide et de coopération dans son principe, mais il conviendrait de reconsidérer ses méthodes, qui paraissent vraiment défectueuses. Je puis en parler avec quelque expérience car, depuis un certain nombre d'années, désigné par mes collègues de la commission des affaires étrangères, je siège, en compagnie du rapporteur pour avis de votre budget, au conseil du fonds d'aide et de coopération .

On soumet théoriquement à notre décision un grand nombre d'opérations qui, en fait, sont déjà engagées depuis fort longtemps. Chaque fois, on nous explique soit qu'il y a eu des engagements ministériels pris à la faveur de tel ou tel voyage, soit qu'une commission mixte s'est réunie avec le pays intéressé et a décidé de réaliser l'opération en question. Quand nous voulons présenter des objections sur son opportunité, vous donnez alors la parole, monsieur le ministre, à un directeur ou à une directrice qui nous explique que nos objections ne sont pas recevables parce que la décision est déjà prise et les crédits engagés — régulièrement ou non, c'est un autre problème ; je préfère ne pas insister sur ce point. Dans la pratique, la méthode actuelle consiste à obérer les moyens de travail à longue échéance en enlevant au ministre et à son instrument de travail, le comité directeur du fonds d'aide et de coopération, leur liberté de choix. En définitive, ne serait-ce pas au ministre de la coopération qu'il reviendrait d'apprécier l'opportunité à la fois technique et politique des opérations ?

Nous ne pouvons pas être simplement ceux qui, par l'intermédiaire de ce fonds, ramassent ou les « queues de programme », dont n'ont pas voulu nombre d'autres organismes internationaux, ou les éléphants blancs que personne n'est arrivé à placer, nous ne pouvons pas être la voiture-balai qui récupère des opérations à la traîne depuis plusieurs années.

C'est pourquoi je souhaite vivement, monsieur le ministre, que tout à l'heure vous nous annonciez la modification des méthodes de travail du fonds d'aide et de coopération.

Dois-je considérer vos réactions, monsieur le ministre, d'ores et déjà comme une approbation ?

M. Robert Galley, *ministre de la coopération.* Non ! pas tellement !

M. Xavier Deniau. Je souhaite donc que vous m'expliquiez pourquoi, dans votre réponse.

En tout cas, à cet égard, mon opinion est très ferme et je suis prêt à la développer ici ou dans une autre enceinte. Si vous le souhaitez, je pourrai vous citer bon nombre d'exemples collectionnés au cours de ma longue expérience au sein du fonds d'aide et de coopération.

A mon avis, nos efforts en matière de coopération envers les pays qui relèvent de votre ministère devraient être réorientés dans une large mesure. Il faudrait porter l'accent sur la coopération en matière de personnels. L'expérience montre qu'un grand nombre de pays africains, par exemple, obtiennent plus facilement l'octroi de crédits « de béton », si je puis dire, c'est-à-dire de crédits de construction, qu'une aide en personnels de qualité capables de travailler, dans le cadre de leurs administrations et de leurs systèmes politiques ou sociaux, dans un esprit de coopération et d'amitié avec les habitants du cru, lesquels véhiculent, comme tout peuple, des méthodes de travail qui ont des avantages et des inconvénients.

Ainsi que je l'ai souvent constaté, les experts français ont, en Afrique, la réputation de ne pas se borner à établir un rapport avant de s'en aller très vite ou de venir séjourner un an ou deux, en villégiature, en quelque sorte : ils ont la réputation d'être sensibles aux préoccupations du pays. Ils s'y intègrent et se mettent à sa disposition.

A partir du moment où les crédits d'équipement proprement dits n'ont plus qu'un caractère indicatif par rapport à ceux des organismes européens ou des Nations unies et n'ont qu'un faible effet d'entraînement sur le travail de nos entreprises, nous ferions mieux, je crois, d'axer notre coopération sur le personnel.

A cet égard, je ferai quelques propositions.

En premier lieu, un accroissement du nombre des volontaires du service national serait souhaitable. Comme l'a rappelé l'orateur qui m'a précédé, ce serait un moyen privilégié d'intéresser les jeunes Français à la coopération avec le tiers monde et de permettre à leur générosité naturelle de s'exprimer dans leurs relations avec tous les hommes de la terre. Ce serait également une façon de susciter des vocations de coopération qui n'apparaîtraient pas sans cela.

Je me réjouis, monsieur le ministre, que vous ayez augmenté les crédits alloués aux volontaires du progrès, dont l'action constitue une réussite indéniable. Il faudrait, me semble-t-il, étendre leur activité à des domaines nouveaux et peut-être également relever leur niveau hiérarchique, car, actuellement, ils sont trop souvent cantonnés dans des emplois d'exécution.

Il serait également souhaitable que des organismes privés, tout à fait honorables, puissent utiliser les volontaires du service national. Des pays comme la Belgique mènent à cet égard une politique conforme à nos souhaits et que l'on pourrait résumer ainsi : la plus large répartition possible, dans le plus grand nombre d'emplois possible, du plus grand nombre de jeunes Français possible, dans le cadre de notre coopération avec les pays amis d'outre-mer. En tout état de cause, monsieur le ministre, une part plus importante de vos crédits doit être réservée aux volontaires du service national, et cela dans tous les domaines de notre coopération.

J'ai lu dans les rapports que les crédits alloués à nos enseignants étaient désormais plus importants que ceux affectés à nos techniciens. Je ne sais pas s'il faut s'en féliciter mais je suis certain, monsieur le ministre, que nous ne pouvons pas continuer à exporter outre-mer notre enseignement avec toutes ses coutumes métropolitaines, notamment en ce qui concerne le nombre d'heures de travail et les vacances, qui résultent davantage de pressions syndicales que d'une réflexion logique. Dans ce domaine, il est nécessaire de décrocher notre système d'enseignement outre-mer de notre système d'enseignement métropolitain. Une agence, ou un office, pourrait peut-être, en liaison avec les pays, redéfinir les normes de travail des enseignants, qu'il s'agisse des professeurs de faculté qu'il est un peu dérisoire d'envoyer dans des pays lointains pour y donner trois heures de cours par semaine, tout en étant payés deux millions de francs par mois, ou qu'il s'agisse des PEGC qui, à partir du moment où ils sont employés dans l'enseignement secondaire, réclament des avantages analogues à ceux dont bénéficient, en métropole, les professeurs de classes terminales ou de faculté.

Monsieur le ministre, il faut également que vous mettiez en place une politique du retour. Il est inutile d'accorder à des Africains des bourses d'enseignement supérieur si ceux-ci s'installent ensuite sur la Côte d'Azur ou dans la banlieue parisienne. Les Etats africains nous demandent instamment de prendre des mesures à cet égard. Je ne vois pas pourquoi on n'appliquerait pas aux étudiants africains la règle de l'engagement décennal ou quinquennal à laquelle sont soumis les étudiants français, à savoir que quiconque a bénéficié au cours de ses études de crédits de l'Etat se doit de travailler pour l'Etat pendant un certain nombre d'années. Finissons-en avec les alibis pseudo-juridiques grâce auxquels les étudiants africains justifient leur installation en métropole.

Le point commun des vingt-six pays avec lesquels traite le ministère de la coopération, ce n'est pas leur appartenance au continent africain, puisque certains sont situés dans l'océan Indien ou en Amérique. Ce n'est pas non plus d'avoir été jadis sous la souveraineté de la France puisque certains de ces pays étaient autrefois sous domination anglaise, comme les Seychelles ou l'île Maurice, belge comme le Ruanda, le Burundi ou le Zaïre, portugaise comme les Etats lusophones qui viennent d'accéder à l'indépendance, ou déjà indépendants comme Haïti qui a été la première république noire du monde. Non, leur point commun c'est la langue française.

C'est pourquoi je souhaiterais que le ministère de la coopération devienne le ministère de la francophonie car si votre action, monsieur le ministre, n'intéresse pas tous les Etats francophones, elle touche la plupart d'entre eux.

Dans cette optique, il conviendrait, au-delà de l'augmentation des crédits, de donner la priorité au renforcement des liens qui peuvent unir les Etats francophones non seulement avec la France mais surtout entre eux. Mais l'avenir de la coopération ne passe pas seulement par les relations entre les gouvernements, il dépend aussi des relations entre les peuples et entre les hommes. Je souhaite que votre administration, monsieur le ministre, prenne conscience de cette vérité. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. Monsieur le ministre, je serai conduit à évoquer certains points particuliers, et parfois désagréables, mais je tiens à affirmer nettement, en commençant, que je n'ai nullement l'intention de remettre en cause les principes généreux de la coopération, car, pour reprendre une expression populaire, il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes.

En 1970, à San Francisco, Georges Pompidou, alors Président de la République, affirmait : « La lutte contre le sous-développement n'est pas seulement une obligation morale, elle répond véritablement à l'intérêt de l'humanité tout entière, faute de quoi le jour viendra fatalement de l'affrontement entre la richesse et la pauvreté. »

En effet, d'un point de vue géopolitique, l'avenir de l'Europe est étroitement lié aux échanges avec les pays en voie de développement. Or l'échange n'est concevable qu'entre partenaires égaux ou qui prétendent l'être. Il est donc nécessaire que le riche aide le pauvre.

Il ne s'agit pas, comme on a trop tendance à le croire, de charité ou même de générosité, mais bien d'une stratégie globale du développement où le sort des uns conditionnera forcément celui des autres.

En 1976, le président Houphouët-Boigny proclamait à l'intention de l'Europe : « Couper d'Europe de l'Afrique c'est la séparer de ses matières premières. Ensuite, les jeux seront faits. »

C'est pourquoi il ne viendrait à l'esprit de personne dans cette assemblée de remettre en cause les principes généreux qui guident la coopération de la France avec les pays en voie de développement. D'autant que leur évolution rapide dans la voie du développement et de la recherche de leur nécessaire identité fait obligation à la France de se maintenir au premier rang des nations industrialisées qui concourent à cette métamorphose. Car ce qui est en cause, ne l'oublions pas, c'est l'avenir de l'humanité, c'est l'avenir de notre pays, c'est le respect des équilibres garants de la stabilisation indispensable dans ces parties du monde.

Il convient donc de dépasser les points de vue parcellaires, égoïstes ou simplement unilatéraux car, dans cette grande affaire, nous sommes tous solidaires. La crise économique et monétaire qui secoue le monde n'épargne en réalité aucun continent, aucun système. Tous sont frappés, même si, heureusement, tous n'en meurent pas.

M. Emmanuel Hamel. Fontaine cite La Fontaine ! (*Sourires*).

M. Jean Fontaine. Dans ces conditions, le déséquilibre inquiétant entre le Nord et le Sud de la planète ne pourra pas être résorbé sans des efforts considérables à tous les niveaux et de la part de tous. Il ne convient pas, en de pareilles circonstances, de battre sa coulpe sur la poitrine des autres.

C'est dire que la coopération n'est pas seulement nécessaire, elle est indispensable.

Il reste que la solidarité entre les peuples, la générosité des pays riches à l'égard des pays pauvres ne peuvent pas se passer du respect mutuel de leur indépendance nationale et de leur intégrité territoriale. La coopération comme la détente ne peut être que globale. Elle ne souffre pas d'ingérence dans les affaires intérieures des pays : charbonnier doit rester maître chez soi.

Toute action, tout propos qui contribueraient à créer un déséquilibre, à « déstabiliser » une partie si infime soit-elle du monde, doivent être combattus.

Il importe donc, lorsqu'un des plateaux de la balance n'a que trop tendance à pencher d'un côté, de remettre du poids sur l'autre. C'est la paix, en définitive, qui est en cause et, partant, la sécurité.

Or il existe dans ce monde en pleine évolution, et parfois en pleine révolution, quelques chefs d'Etat qui font profession de donneurs de leçons. Ils ne s'embarrassent pas de formules diplomatiques pour parler de choses que très peu d'entre eux connaissent bien : la démocratie. A l'évidence, ils feraient mieux de balayer devant leur porte car, chez eux, la moindre opposition n'est pas tolérée.

Au risque que l'on m'accuse de dresser des épouvantails, je souhaite rendre l'Assemblée attentive au comportement de certains Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine, l'OUA. Par des motions à la fois incendiaires et scandaleuses, par des propos qui s'apparentent à l'incitation à la rébellion, par des encouragements aux menées subversives, ils s'attaquent au département de la Réunion, c'est-à-dire à la France.

Ce matin, le Premier ministre lui-même proclamait, à la Réunion, à l'adresse des Réunionnaises et des Réunionnais : « Vous n'êtes pas cinq cent mille Réunionnais perdus dans l'océan Indien. Vous êtes cinq cent mille parmi les cinquante-cinq millions de Français. »

Cela me rappelle que mon collègue et ami, M. Paul Bernard, maire de Saint-Paul, répondait au « Vous avez choisi la France » que nous avons jugé outrecuidant, de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer : « Nous n'avons, quant à nous, jamais choisi la France pour la simple raison que, depuis que des hommes et des femmes y vivent, la Réunion a toujours été française. » (*Applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) Nos ancêtres disaient : « Nous sommes de France. »

C'est pourquoi, ces chefs d'Etat insulteurs, plus ou moins manipulés de l'extérieur ou cherchant une diversion à leurs tensions internes, lorsqu'ils s'attaquent à la Réunion, s'attaquent, en définitive, à la France.

Ces chefs d'Etat se sentent en situation de force puisque ceux à qui ils s'adressent ne réagissent pas toujours comme il le faudrait. Ils auraient donc tort de se gêner.

L'attitude de nos responsables ne manque pas d'ambiguïté. Dans cette partie du monde, la décolonisation a suscité logiquement une refonte des structures et la prise en charge normale des intérêts de chaque Etat par ses nationaux. Mais est-ce là une raison suffisante pour justifier le désengagement, j'allais dire la démission, de l'Occident au profit de nouveaux colonisateurs ? Nous nous souvenons que c'est en appliquant leurs idées, certes généreuses, que nos dirigeants ont abandonné certains pays de l'Europe ou de l'Afrique, avec les conséquences que chacun connaît.

Nous avons le sentiment qu'un relent munichois flotte actuellement dans l'atmosphère ouatée et confinée des chancelleries. On se refuse à voir la réalité. Et on en arrive à tolérer, de la part de fantoches, des agissements que l'on condamnerait avec détermination s'ils venaient d'autres pays d'Amérique ou d'Afrique.

Et pourtant, au travers de ce qui peut apparaître comme une réaction épidermique ou encore une manœuvre de diversion destinée à camoufler de réelles difficultés internes, ce qui est en cause, du point de vue stratégique, ce sont les sources d'approvisionnement en matières premières de l'Europe et de l'Occident et leurs voies d'acheminement. Force est de constater que des foyers de tension se multiplient, exacerbés par des influences extérieures. La paix est en danger.

Le droit de ne pas savoir, monsieur le ministre, n'est peut-être pas une mauvaise chose, mais faut-il encore ne pas en abuser.

Si nous continuons de faire preuve de laxisme, si nous ne montrons pas plus de détermination dans la défense de nos intérêts, les éléments seront vite réunis pour une démission générale et irréversible.

Le Président de la République nous assure que, dans ce monde difficile, la France doit être un pôle de stabilité, en même temps qu'une démocratie paisible et réfléchie. Encore faut-il qu'elle ne se laisse pas grignoter, qu'elle ne se laisse pas brouter la laine sur le dos. Par delà le progrès, il y va de la dignité nationale, sans quoi rien de grand ne peut être réalisé.

C'est dans cet esprit, au nom de cette dignité de la France, de la défense de son unité, de son indépendance que je défendrai tout à l'heure un amendement auquel se sont associés les deux autres députés de la Réunion, Michel Debré et Pierre Lagourgue.

Avant d'en terminer, monsieur le ministre, permettez-moi, une fois n'est pas coutume, d'exprimer mon accord avec les propos tenus par M. Alain Vivien sur l'incorporation abusive des crédits destinés aux départements et territoires d'outre-mer dans l'aide aux pays en voie de développement.

Je conçois mal, en effet, que les crédits qui nous sont accordés au titre de la solidarité nationale puissent être confondus avec l'aide aux pays en voie de développement. Il ne viendrait à l'idée de personne de confondre les crédits de tel ou tel département de la métropole avec ceux de la coopération.

M. Voisin a établi la hiérarchie des pays en fonction de l'importance de l'aide qu'ils accordent au tiers monde. Mais, monsieur le ministre, pourquoi considérer qu'occuper le septième rang serait plus dégradant pour la France que d'occuper le troisième ? Chacun agit selon ses possibilités. J'aimerais donc mieux que l'on reconnaisse que la France se situe au septième rang des nations industrialisées pour l'aide aux pays en voie de développement, plutôt que de dire qu'elle occupe le troisième rang en y incorporant les crédits des départements et territoires d'outre-mer qui, comme l'a rappelé M. Alain Vivien, sont des collectivités territoriales de la République. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. Micaux.

M. Pierre Micaux. Madame le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je tiens à souligner la clairvoyance du Gouvernement qui, malgré la gravité de ses préoccupations économiques et sociales, a maintenu un taux de croissance honorable pour le budget de la coopération, puisque celui-ci progresse comme l'ensemble des dépenses de l'Etat. Il est, en effet, nécessaire de ne pas sacrifier l'avenir, c'est-à-dire les liens privilégiés entre l'Europe et l'Afrique, à la grave crise conjoncturelle que nous traversons.

Cependant, la hauteur de vue qui se manifeste ainsi ne doit pas conduire à accepter les déclarations plus ou moins adroites émanant de tel homme politique africain sur la souveraineté française à la Réunion. Ainsi que la dernière conférence de l'OUA l'a reconnu, il n'existe pas dans cette île de mouvement d'indépendance ; il ne s'y pose donc aucun problème de souveraineté.

La gloire de la coopération française, c'est d'abord le respect de la souveraineté et de l'indépendance du partenaire, quelle que soit son idéologie.

N'allons pas ternir l'image de la France en assortissant une coopération jusqu'ici désintéressée de conditions politiques au surplus inefficaces. Toutefois, la coopération n'est possible qu'entre partenaires manifestant un réel désir de collaborer ainsi qu'un respect de l'indépendance et de la dignité de l'autre, fût-il l'ancien colonisateur. Aussi serai-je le premier à demander au Gouvernement de freiner notre aide lorsque les limites de la courtoisie auront été dépassées par une phraséologie révolutionnaire aussi surannée qu'abêtissante.

Le sous-développement n'excuse pas la grossièreté et n'implique pas l'irresponsabilité des gouvernants. Mais, comme le disait le général de Gaulle, on n'est grand que par de grandes que-

relles. Il n'est pas à la mesure de la France de s'intéresser aux déclarations obscures de personnalités de deuxième plan, ni de relever des accusations mesquines sans portée internationale.

Enfin, il ne semble pas que ce soit dans l'océan Indien que se trouvent les Etats les plus malveillants à notre égard, et des sanctions susciteraient des rancœurs qui pourraient un jour nous être néfastes.

Je souhaite donc que la liberté d'action du Gouvernement ne soit pas limitée par notre Assemblée et que la philosophie qui préside à notre politique de coopération ne soit pas remise en cause par un vote, cet après-midi.

Au-delà de cette querelle de bon aloi, je veux souligner l'ampleur des efforts de réforme et de modernisation que recèle le projet de budget qui nous est présenté. En effet, outre une modification complète du système de rémunération des coopérants qui manifeste une véritable politique du personnel plus juste et porteuse d'avenir, il faut citer le rattachement des traitements des chefs de mission de coopération, des conseillers de mission et des attachés culturels aux règles de rémunération des diplomates.

Par ailleurs, le ministère de la coopération a fait adopter le premier un programme d'informatisation obéissant aux nouvelles instructions du Premier ministre et s'oriente ainsi délibérément vers une modernisation de son administration.

De plus, ce ministère qui, jusqu'ici, n'employait que des agents contractuels a, cette année, fait publier tous les textes qui vont lui permettre de se doter de l'éventail habituel des corps de fonctionnaires administratifs et ainsi de titulariser en trois ans la très grande majorité de son personnel.

Enfin, je crois intéressant de signaler, dans la mesure où ce phénomène rare devrait être exemplaire, que ce ministère voit ses dépenses d'administration générale décroître en pourcentage puisqu'elles passent de 7,26 p. 100 à 6,94 p. 100 des crédits, ce qui traduit sa volonté de consacrer le maximum de ses dotations à sa raison d'être, qui est le développement de l'Afrique. Cette priorité, clairement manifestée, alliée à l'effort de rationalisation administrative que je viens de décrire, me conduit à m'interroger sur la cohérence de l'action menée par notre pays en faveur de l'aide au développement

D'après les chiffres en ma possession, les crédits que la France a accordés au titre de l'aide multilatérale en 1977 ont approché 1 720 millions de francs et ces crédits seront encore en forte croissance en 1978. Ces sommes sont très nettement supérieures à celles dont dispose le ministère de la coopération pour réaliser des investissements.

On peut donc se demander si la préférence qui semble donnée à l'aide multilatérale est compatible avec la politique que symbolise l'existence de ce ministère. La coopération française en Afrique est, en effet, une réussite incontestable. Ses réalisations sont enviées par les Etats lusophones et anglophones de l'Afrique de l'Ouest, alors que j'ai, au contraire, entendu des critiques quant à l'efficacité de l'action des organismes émanant des Nations Unies. Il convient de remarquer que la liberté de décision, privilège des institutions européennes, ne se coordonne que rarement avec la politique française bilatérale. Il me semble donc, monsieur le ministre, qu'un arbitrage serait nécessaire, au sein du Gouvernement, entre les sommes versées, sans que leur bonne utilisation puisse être contrôlée, au profit des institutions internationales, et celles qui sont affectées à votre ministère. Celui-ci a d'ailleurs su montrer son efficacité et a acquis une expérience irremplaçable. Quant à ses fonctionnaires, ils sont souvent remarqués pour leur compétence et leur dévouement à la cause de l'Afrique.

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* Très bien !

M. Pierre Micaux. Il serait donc de bonne gestion, monsieur le ministre, de confier une part plus importante des sommes consacrées par la France à l'aide au développement à la structure ministérielle originale que vous animez. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Mme le président. La parole est à M. Lemoine.

M. Georges Lemoine. Permettez-nous, monsieur le ministre, de profiter de la discussion du projet de budget de votre département ministériel pour porter un jugement à la fois objectif et critique sur la politique de coopération menée par la France avec les pays en voie de développement et avec le tiers monde en général.

Avec objectivité, en effet, puiqu'il convient de dépasser le cadre qui nous est proposé aujourd'hui pour poser globalement, avec votre permission, monsieur le ministre, les questions essentielles concernant nos relations avec les pays en voie de développement.

Deux questions me semblent notamment devoir être posées : la France a-t-elle une politique cohérente de coopération avec ces pays ? La France est-elle encore une nation modèle en la matière ?

En ce qui concerne la cohérence de notre politique, une remarque s'impose : la division des responsabilités apparaît, en ce domaine, comme nuisible à l'efficacité. En fait, le ministre de la coopération porte, à la limite, bien mal son nom puisqu'il exerce ses attributions sur un espace géographique restreint, celui des Etats africains francophones et lusophones.

Qui plus est, principal intéressé dans de nombreuses négociations internationales, il semble systématiquement écarté des conversations, le représentant de la France étant, le plus souvent, un fonctionnaire du Trésor ou du ministère des affaires étrangères. L'exemple le plus frappant à cet égard sera celui de la renégociation des accords de Lomé, qui intéresse pourtant une majorité d'Etats africains et à laquelle, dit-on, ne participera pourtant aucun représentant du ministère de la coopération. Ce serait le comble de l'aberration !

La politique de coopération de la France est partagée et divisée à l'extrême. Ainsi, l'aide aux pays en voie de développement a concerné, en 1977, onze départements ministériels : les affaires étrangères, l'agriculture, la coopération, l'économie et les finances, l'équipement, l'intérieur, la justice, les postes et télécommunications, les transports, le travail et les services du Premier ministre. On comprendra aisément que cette division rend impossible toute vision d'ensemble et toute action suivie et cohérente. En effet, dans bien des domaines, les préoccupations du Trésor, par exemple, ne peuvent être celles du ministère de la coopération.

Cette multiplicité des responsabilités ou des niveaux d'intervention donne aux décisions prises un caractère souvent fragile, aléatoire, lié à un rapport de forces momentané et ne saurait être que dommageable, quels que soient les moyens mis en œuvre, à une politique en profondeur en faveur du tiers-monde.

Pour les uns, l'essentiel est en effet la promotion de nos produits dans ces pays. Pour d'autres — et c'est la moindre des choses — c'est l'aide que nous devons apporter. Pour d'autres encore, c'est la sécurité de nos approvisionnement qui apparaît primordiale.

Cet éclatement est d'autant plus paradoxal que, chaque année, conformément à l'article 48 de la loi de finances de 1963, un état récapitulatif de l'effort accompli en matière d'aide est présenté aux parlementaires. Mais à quoi bon avoir une vue d'ensemble de l'effort accompli et de ses lacunes quand il n'est plus possible de corriger le tir ?

Quand gérer l'aide revient à gérer la pénurie, comme vous l'avez, je crois, vous-même reconnu, monsieur le ministre, dans une déclaration récente et méritoire parue dans la revue *Actuel développement*, force est de gérer avec rigueur, avec efficacité et avec une unicité de direction.

Or — et j'en arrive à mon deuxième point — ce n'est pas le cas aujourd'hui. La division actuelle n'en est que plus pernicieuse, et elle conduit à tenir un discours qui, malheureusement, est loin de la réalité.

En effet, les statistiques que vous communiquez à l'OCDE sur le montant de l'aide publique au développement sont — cela a été rappelé plusieurs fois cet après-midi et c'est maintenant de notoriété publique — artificiellement gonflées par l'inclusion du montant de l'aide de la France à ses territoires et départements d'outre-mer. Or la part de cette dernière dans le volume global est très importante et croît rapidement d'année en année. Bien entendu, il ne s'agit pas — cela doit être clair — de critiquer ici l'effort accompli en faveur de la Guyane ou de la Réunion. Nous entendons simplement appeler l'attention de l'Assemblée sur cet espèce de trompe-l'œil qui grossit artificiellement notre aide aux pays en voie de développement. En fait, l'aide que nous accordons aux pays en voie de développement n'est pas de 0,60 p. 100 de notre produit national brut, mais de 0,34 p. 100, ce qui nous place tout juste au niveau de la République fédérale d'Allemagne et du Japon, et non au tableau d'honneur du comité d'aide au développement, aux côtés des pays scandinaves et des Pays-Bas qui ont été récemment si justement félicités par M. Williams, président en exercice de ce comité.

Si, en 1960, nous avons appliqué avant la lettre la résolution de l'ONU recommandant de porter le chiffre de l'APD à 0,7 p. 100 du produit national brut, on voit où nous en sommes aujourd'hui : un effort réduit de moitié en volume, alors que le nombre des pays concernés est plus important, et dont la qualité s'est très nettement détériorée, la part des dons diminuant fortement au profit de prêts de la CEE accordés quasiment aux conditions du marché, ce qui est ou pourrait être logique en ce qui concerne les pays réellement en voie de développement, mais qui n'est pas acceptable pour les pays les moins avancés.

Par ailleurs, l'augmentation des crédits du FAC constatée cette année, si elle est la bienvenue, n'est, en réalité, qu'un redressement, le niveau de 1979 rejoignant tout juste celui atteint en 1976, alors que les pays lusophones ne relevaient pas encore de la compétence du ministère de la coopération.

Cette situation ne pourra continuer indéfiniment. Il y va de notre crédit et de l'image de la France dans le tiers-monde. Sommes-nous prêts, monsieur le ministre, à mettre nos paroles en accord avec nos actes ? Sommes-nous prêts à faire des gestes significatifs dans les grandes négociations en cours avec les pays du Sud ?

Il faut préserver le rang de la France et savoir en payer le prix. On ne peut prétendre continuer à jouer un rôle dans le monde au moyen d'artifices et de promesses. Les livraisons de Jaguar répondent peut-être à l'attente de certains, mais certainement pas aux besoins des peuples dits du tiers monde ni à la tradition de la France. (*Appaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Mme le président. La parole est à M. Cousté.

M. Pierre-Bernard Cousté. Madame le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il y a quelques années, et ce n'est pas une confidence, je m'étais attaché à dégager les besoins des pays en voie de développement dans un ouvrage intitulé : *De l'association des pays d'outre-mer à la Communauté économique européenne.*

M. Emmanuel Hamel. Ouvrage remarquable !

M. Pierre-Bernard Cousté. J'avais été frappé par l'importance des besoins de tous ordres de ces pays. Je ne m'étonne donc point que la réponse de la France seule ne soit jamais à la dimension de ces immenses besoins qui, au demeurant, n'ont fait que croître dans la mesure même où nous avons participé, avec notre politique de coopération, au développement culturel, social et économique de ces pays. Je trouve cependant dans votre politique, monsieur le ministre, une raison d'espérer : elle manifeste, en effet, une grande intelligence dans l'emploi des moyens.

Je ne prendrai qu'un exemple. Pour la formation des populations selon leur propre plan de développement, qu'il s'agisse d'éducation générale ou technique, vous avez substitué à des professeurs et à des instituteurs français des professeurs et des instituteurs issus de ces pays en voie de développement. A des coopérants et à des responsables français succèdent donc des hommes qui auront un effet multiplicateur, car ils sont des formateurs de formateurs.

Que voilà une politique intelligente !

Vous avez, dans de nombreux cas, montré votre détermination et votre imagination, et c'est pourquoi, monsieur le ministre, nous approuverons votre projet de budget. Nous avons été convaincus par les propos de M. André-Georges Voisin, rapporteur spécial, et de M. Ferretti, rapporteur pour avis. Plus encore que les orateurs précédents, je tiens à souligner la qualité des rapports qui nous ont été présentés. Il s'agit de documents considérables qui comportent plusieurs dizaines de pages, et M. Voisin a pris l'initiative de compléter son rapport par une analyse de l'évolution économique récente de chacun des pays liés à la France par des accords de coopération. Je tiens à le souligner à l'intention de ceux qui liront le compte rendu de nos travaux, car les deux rapports contiennent une foule de renseignements et aussi de suggestions qui, j'en suis sûr, seront retenues par les responsables du ministère de la coopération et, bien évidemment, monsieur le ministre, d'abord par vous-même.

Je dois souligner que notre coopération n'est pas seulement une coopération d'Etat à Etat. L'action de la France dans les pays auxquels nous unissent des liens anciens ou nouveaux est orientée, davantage que vers les gouvernements, vers la promotion de l'Homme, de tout l'Homme, corps et âme, et, à cet égard, je tiens à revenir sur l'intervention de M. Fontaine.

Représentant de la Réunion, comme MM. Michel Debré et Pierre Lagourgue, il est — je le comprends fort bien — indigné par les déclarations et les manœuvres qui tendent à remettre en cause la souveraineté française dans cette île.

Cette île, déserte au moment de l'arrivée des Français, n'a cessé de partager depuis le sort de la France avec laquelle ses liens n'ont cessé de se resserrer en raison du développement des moyens modernes de communication. Elle fait partie intégrante de notre sol, de l'histoire de notre peuple.

Cependant, je pense que l'amendement que M. Fontaine défendra tout à l'heure n'est pas approprié. Ce n'est pas parce que des hommes de parti, voire de chefs d'Etats éphémères, font des déclarations qu'il faut briser les liens de la coopération avec Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles, la Libye et je ne sais quel autre pays. Notre action de coopération va au-delà des gouvernements pour, je le répète, assurer la promotion des hommes. L'Algérie a chassé nombre de Français d'une terre qu'ils avaient travaillée avec ardeur et où dorment leurs morts. Eh bien ! la coopération avec ce pays n'en a pas moins continué, exemplaire, soutenue par le budget de l'Etat et par les investissements privés.

Il faut donc distinguer les hommes des gouvernements, car c'est dans la distinction que réside l'intelligence politique.

Le chômage dont souffrent certaines de nos régions aurait pu nous conduire à demander aux travailleurs algériens de regagner leur pays. Telle n'a jamais été la politique du Gouvernement français, alors que d'autres pays de la Communauté ne se sont pas gênés pour rejeter de leur territoire des centaines de milliers d'hommes.

Notre politique est à la gloire du libéralisme de la démocratie française qui ne cherche pas à faire payer aux peuples les querelles qui s'élèvent entre les gouvernements.

MM. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial,* **et Henri Ferretti,** *rapporteur pour avis.* Très bien !

M. Pierre-Bernard Cousté. Voilà la vérité, voilà ce que je tenais à dire à M. Fontaine, en raison de la sympathie et même de l'amitié que je n'ai pas cessé de lui porter et au moment même où le Premier ministre se trouve, précisément, dans son département.

Le Premier ministre n'a d'ailleurs pas dit seulement aux Réunionnais : « Vous êtes 500 000 d'une patrie de 55 millions ». Il a ajouté ces phrases qui, politiquement, me paraissent autrement plus importantes et que je me permets de rappeler devant la représentation nationale : « La France, qui a relevé bien des défis, relèvera aussi celui-là : faire de ses départements d'outre-mer mieux encore que des départements à part entière, des départements témoins dans leurs zones géographiques respectives. Vous n'avez surtout pas à vous inquiéter de la pérennité de votre appartenance à la nation française. La France est ici par un héritage de l'Histoire et par la volonté sans cesse réaffirmée de ses enfants. »

Ne donnons pas au débat le tour d'une discussion entre membres d'une majorité qui entendent, monsieur le ministre, soutenir votre politique de coopération comme ils soutiennent la politique du Gouvernement tout entier, politique d'intelligence vis-à-vis des changements du monde, de coopération à l'égard du nouvel ordre économique international qui s'édifie et dans lequel la France, sans cesse, se doit non seulement de faire entendre sa voix, ce qu'elle fait aux Nations Unies comme dans d'autres enceintes, notamment européennes, mais aussi de faire sentir son action, qui est toujours au bénéfice de l'homme.

C'est là notre fierté, c'est là notre réussite. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. le ministre de la coopération.

M. le ministre de la coopération. Madame le président, mesdames, messieurs, je veux tout d'abord joindre ma voix à celle de M. Cousté pour féliciter les rapporteurs de la commission des affaires étrangères et de la commission des finances. Les rapports qu'ils ont présentés sont, en effet, très documentés et procèdent à une analyse approfondie du budget de la coopération.

C'est également avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté les différents orateurs, même si certains d'entre eux n'ont pas ménagé leurs critiques à l'égard du Gouvernement.

L'an dernier, à cette tribune, j'avais insisté sur le sentiment d'inquiétude manifesté par nombre de pays avec lesquels nous

avons signé des accords de coopération. Certaines menaces d'ordre politique, d'autres d'ordre militaire, se sont concrétisées depuis. J'y reviendrai dans un instant.

L'essentiel, peut-être, reste la faiblesse de la production alimentaire et des revenus ruraux malgré la pluviométrie abondante sur la zone sahélienne, événement dont les nations comme la France, qui ont prodigué de si grands efforts pour venir en aide aux populations lors de la grande vague de sécheresse, ne peuvent que se féliciter. Néanmoins, les variations climatiques accusent dramatiquement l'insuffisance des récoltes, tandis que la croissance démographique conduit à penser que le phénomène empirera de façon inéluctable.

L'aide alimentaire ne peut être qu'un palliatif coûteux, immédiatement nécessaire mais relativement inefficace. Elle pourrait satisfaire ceux qui pensent régler le problème de la faim dans le tiers monde en se défaisant de surplus agricoles, mais elle se heurte le plus souvent aux dures réalités de pays aux infrastructures et aux moyens de transport insuffisants et il faut avouer qu'elle parvient difficilement ou tardivement aux plus déshérités.

La véritable solution, la seule solution durable, consiste en une modification profonde des techniques de production et de commercialisation des produits. Elle passera très largement en zone sahélienne par une meilleure maîtrise de l'eau.

Une autre menace pèse sur l'équilibre social de l'Afrique. Elle provient de l'urbanisation très rapide. La ville porte les valeurs de l'instruction et de la modernité et, à ce titre, fascine les jeunes. La population urbaine représentait 5 p. 100 des 40 millions d'habitants que comptaient les quatorze Etats avec lesquels nous coopérions en 1960. Elle atteint, à l'heure actuelle, 25 p. 100 des 100 millions d'habitants de vingt-quatre Etats. Elle correspondra vraisemblablement à 30 p. 100 des 150 millions d'habitants que compteront ces mêmes pays en 1990.

Cependant que le paysan africain s'acharne sur une terre trop exiguë ou ingrate, son frère de la ville rêve, entre deux périodes d'inactivité, d'acquérir un appareil radio transistorisé ou une bicyclette. Or, la survie du citadin est bien entre les mains de l'homme de la savane ou de la brousse, inquiet de ses semences, scrutant l'horizon d'où viendra la pluie ou la tornade, ou défendant ses plantations contre la forêt. C'est donc d'abord vers ce dernier, qui représente l'Afrique profonde, que doivent aller nos réflexions, nos efforts de recherche, notre aide et nos assistants.

Mais la modernisation des techniques agraires et l'urbanisation galopante réclament également un appareil étatique efficace et fort. Celui-ci doit pouvoir maîtriser la complexité des problèmes de commercialisation qui, mal résolus, rendent vain tout accroissement d'une production agricole qui sera désormais très largement orientée vers l'alimentation des villes. Il doit pouvoir également administrer les agglomérations urbaines qui engendrent souvent les mêmes contraintes et connaissent les mêmes déséquilibres que celles du monde industrialisé.

Or, il apparaît que les structures administratives de type occidental ne parviennent que très malaisément à s'adapter au niveau des ressources budgétaires des Etats ou des collectivités, voire à transcender les problèmes ethniques. A cette inadaptation, il ne peut être remédié que très lentement.

Par ailleurs, la recherche des équilibres financiers des Etats implique souvent un effort constant, toujours mal aisé compte tenu de l'immensité des besoins et du caractère aléatoire des ressources. Ces efforts méritoires sont, hélas! à terme, souvent décevants.

Enfin, l'existence même de ces jeunes Etats suppose d'abord que ceux-ci disposent d'une force publique qui les protège des désordres et puisse leur permettre d'éviter les agressions de tous ordres fomentées de l'extérieur.

Tout ce qui renforcera l'efficacité et l'autorité des pouvoirs publics africains aidera à canaliser cette force d'évolution qui sourd de toute la société africaine pour aboutir aux solutions originales que ces civilasations millénaires sauront trouver, comme elles sauront relever le défi des techniques nées en Occident.

Même les plus graves des questions politiques et militaires que je vais aborder ne prennent leurs vraies dimensions qu'en fonction de ces problèmes, et notamment du problème économique que pose l'alimentation quotidienne de dizaines de millions d'Africains. Elles ne sauraient effacer de nos pensées la silhouette de l'agriculteur africain, entouré de sa famille, douloureusement courbé vers la terre et pour qui l'indépendance c'est tout simplement de tenter de produire davantage avec des outils qui n'ont guère plus changé depuis vingt ans qu'au cours des siècles précédents. Devant l'image digne et comme immuable de cet homme, qui défie la patience et le temps, les conflits de caractère politique paraissent dérisoires ou criminels et ceux de caractère ethnique perdent de leur relief malgré le sang versé.

Ces conflits n'en n'ont pas moins pris, au cours de cette année, une redoutable importance.

En premier lieu, le nom de notre pays ne peut être cité à l'évocation des origines de l'affaire du Sahara occidental. Par contre, la France ne pouvait admettre les menaces qui pesaient sur les coopérants français et sur la coopération franco-mauritanienne. Le Président de la République a répondu à la demande d'assistance de la Mauritanie, menacée dans sa propre souveraineté. Cet appui a été efficace, comme chacun le sait.

Plus récemment, le changement de gouvernement de juillet dernier a mis l'accent sur la négociation. Cette orientation et les pourparlers qui se déroulent en ce moment montrent assez — et c'est là la fierté que nous tirons de notre intervention — que les gouvernements de Nouakchott ont pu et su conserver leur autorité et leurs responsabilités nationales face à leurs voisins et face à la communauté internationale. Notre objectif premier était bien, je le répète, de les aider à préserver cette autonomie de décision, sans laquelle aucune négociation n'est possible.

Pour le Tchad, j'avais eu, à plusieurs reprises, l'occasion de souligner les espoirs que nous entretenions dans les progrès accomplis en direction du seul dessein capable de donner son vrai sens à l'aide française apportée aux responsables tchadiens : je veux parler de la perspective d'une réconciliation nationale. Comme vous le savez, un grand pas a été réalisé récemment. Il faut, là aussi, le dire clairement : il ne pouvait être question de laisser une minorité, fût-elle courageuse et soutenue massivement de l'extérieur, détruire par les armes le pouvoir légal d'un pays ami. Suite à la décision du Président de la République, l'action de nos coopérants militaires et de nos soldats a été rapide. Il convient d'honorer leur courage et de louer leur efficacité à redonner à l'armée tchadienne les moyens de sa défense nationale.

Je tiens à remercier à ce sujet M. Voisin pour l'hommage public qu'il a rendu à nos officiers et sous-officiers en service dans cet Etat au titre de la coopération.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. le ministre de la coopération. Comme en Mauritanie, c'est parce que le pouvoir légitime de ce pays a pu conserver sa liberté de mouvements et son autorité qu'il s'est trouvé à même de négocier et, par conséquent, d'améliorer les chances de paix et de retour à l'équilibre.

C'est dans le même esprit que doivent être commentés les événements du Shaba qui conduisirent la France à intervenir avec d'autres à Kolwezi, dans les circonstances dramatiques que l'on sait.

Sans insister sur l'arrêt des massacres, dont tant d'Africains et d'Européens ont été les victimes, il importe de souligner qu'à cette occasion s'est créée, pour la première fois, une force militaire interafricaine. Elle a montré au monde que les Africains étaient en mesure de régler entre eux une crise née d'affrontements militaires.

Il convient également d'indiquer que le processus de rapprochement entre les chefs d'Etat du Zaïre et de l'Angola est le résultat de cette initiative dans laquelle nos troupes d'élite ont joué un rôle déterminant et je tiens à m'associer ici à l'hommage qui a été rendu à la personne du colonel Erulin. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Opération sur le terrain, certes, parfaitement réussie, mais aussi mouvement bénéfique opéré sur l'échiquier politique africain, puisqu'il a conduit les présidents Mobutu et Neto à renouer leurs relations dans un même souci de concorde et de paix.

Il n'est pas indifférent, je crois, de souligner que dans les trois circonstances qui viennent d'être relatées, la France, à l'initiative du Président de la République, a contribué à déclencher des procédures de conciliation. Tant pis pour ceux qui persistent à nous taxer d'impérialisme ou de néo-colonialisme ! Qu'ils ne décrivent plutôt les résultats pacifiques dont peuvent se prévaloir, en Afrique, les cohortes cubaines.

A Djibouti, enfin, où notre coopération civile est en train de prendre sa vitesse de croisière, qui oserait nier, aujourd'hui, que la présence française a permis à ce jeune Etat, vulnérable entre tous, d'affermir sa présence dans le concert international et de demeurer à l'écart des combats qui sévissaient voici quelques mois encore dans cette région, à proximité immédiate de ses frontières ? M. Ferretti est intervenu sur ce point en des termes remarquables qui me dispensent d'y revenir.

Reste, enfin, l'océan Indien, où nos amis Malgaches, Mauriciens, Seychellois et Comoriens semblent apprécier et souhaitent même développer leur coopération avec la France.

C'est souvent dans cette région que les déclarations de nos partenaires se font les plus critiques à l'égard de la politique française. La France n'a jamais craint les manifestations d'indépendance des peuples souverains, surtout lorsqu'ils sont ses amis. Mais c'est seulement dans l'égalité qu'une coopération confiante peut se développer. Notre attitude, fondée sur la tolérance et l'estime réciproque, ne pourrait se modifier que si, au-delà des règles de modération habituelles entre nations adultes, notre souveraineté nationale n'était pas respectée.

M. Jean Fontaine. Dont acte !

M. le ministre de la coopération. Je voudrais maintenant tirer la conclusion de ce court préambule, destiné à vous montrer l'ampleur et les résonances de notre action de coopération sur un continent au destin duquel nous savons qu'une part importante de notre avenir se trouve liée.

La coopération n'est pas — et si certains le pensent, je me dois de leur dire qu'ils font erreur — une sorte de distribution des prix. Notre aide se situe bien au-delà des régimes et des idéologies.

M. Pierre-Bernard Cousté. Très bien !

M. le ministre de la coopération. Une coopération féconde n'implique pas une identité des orientations politiques. Elle suppose simplement une confiance et une amitié réciproques comme l'ont justement souligné tout à l'heure M. Hamel et M. Micaux. Lorsque celles-ci n'existent pas, et nous en avons déjà fait l'expérience, aucune coopération véritable ne parvient à s'établir. Lorsqu'elles existent, malgré les difficultés passagères qui surgissent et qu'il ne convient pas de dramatiser d'un côté ou de l'autre, le dialogue des hommes de bonne volonté peut toujours s'établir.

C'est dans ces dispositions d'esprit très objectives que nous nous efforçons d'améliorer sans cesse nos méthodes de concertation et nos procédures d'approche comme d'approfondir avec nos partenaires nos réflexions sur les grandes orientations et sur les priorités.

A la lumière de ces échanges constants, j'ai l'honneur de soumettre à votre Assemblée le projet de budget du ministère de la coopération qui traduit en chiffres notre volonté politique.

Les deux rapporteurs vous ont déjà décrit les forces et les faiblesses de ce budget. J'insisterai surtout sur les quelques orientations que j'ai fermement poursuivies : part croissante donnée aux investissements au détriment des dépenses de fonctionnement et de rémunération — ainsi que l'a souligné M. Ferretti — priorité accordée au développement de la production agricole, aux infrastructures de communication, au renforcement des structures administratives et militaires des Etats ; importance accrue de l'aide à l'industrialisation et aux usagers de la mer, que M. Guermeur, et je l'en remercie, a particulièrement notée.

J'aurai l'occasion, monsieur Deniau, de reprendre avec vous le débat sur les procédures du Fonds d'aide et de coopération, qui, à mon avis, ne méritent pas l'opprobre dans lequel vous semblez les tenir. Le rapporteur spécial a souligné que le montant des autorisations de programme de ce fonds s'accroissait cette année de près de 19 p. 100, soit 5 p. 100 de plus que la moyenne des crédits. Le choix délibéré qui a été fait correspond à la nécessité de reprendre une vigoureuse politique d'investissement par le FAC, c'est-à-dire de dons purs pour les opérations dont la rentabilité financière ne peut être immédiatement assurée.

L'observation que M. Voisin a présentée à propos de l'ensemble des investissements ne me paraît pas significative. Simplement, il se produit une diminution des commandes d'armements sur d'autres chapitres que le FAC.

L'option que nous avons retenue en ce qui concerne ce dernier est devenue indispensable, car la dette publique des Etats avec lesquels mon département est en relation a doublé entre 1975 et 1977, tandis que la charge de cette dette était multipliée par huit entre 1970 et 1977 pour atteindre 18 p. 100 des recettes budgétaires.

Cette situation a conduit plusieurs pays industrialisés à renoncer à une partie de leurs créances. Toutefois, cette politique et cette solution ne me paraissent pas les meilleures, dans la mesure où elles n'entraînent pas une remise en cause fondamentale des politiques consistant à privilégier l'aide par prêt, même lorsque, à l'évidence, la rentabilité économique ne peut apparaître au mieux qu'un objectif lointain.

Comme l'a expliqué M. Ferretti, cette réflexion m'a conduit, en matière de prêt, à étudier, avec le ministère de l'économie et la Caisse centrale de coopération économique, des formules de prêt infiniment plus attrayantes que celles jusqu'ici offertes.

C'est ainsi que nous pourrons proposer, en 1979, 100 millions de prêts d'un type nouveau, dans le cadre de l'aide au Sahel, en associant 80 millions de francs en provenance du FDES et 20 millions du FAC. La durée des prêts sera de trente ans avec un différé d'amortissement de dix ans ; le taux d'intérêt sera de 1,5 p. 100 pendant les dix premières années et de 2 p. 100 les vingt années suivantes.

M. Deniau a souligné le déséquilibre entre les ressources du FAC et l'aide aux investissements accordée par les voies multilatérales. M. Micaux est venu apporter sa pierre à l'édifice en plaidant pour l'efficacité de l'aide bilatérale ; je ne voudrais pas, sur ce point, contredire M. Alain Vivien, mais j'estime que tout effort nouveau devra porter principalement sur l'aide bilatérale.

Je précise que les 800 millions accordés par la France à l'AID le sont pour plusieurs années et pour l'ensemble du tiers monde. Cette dotation n'est donc pas entièrement comparable aux crédits du FAC pour 1979.

La part de mon budget consacrée à l'assistance technique décroît de 38,2 p. 100 à 36,7 p. 100. Cela implique que l'aide en personnel soit plafonnée en effectifs afin que les créations d'emplois nouveaux soient, autant que possible, accompagnées de la suppression des emplois pour lesquels une relève africaine existe.

Ce plafonnement des effectifs est, vous le savez, accompagné d'une réforme des rémunérations qui permet de favoriser les coopérants travaillant loin des villes et ceux dont les spécialités sont rares. Elle favorise également la mobilité du personnel et donc l'adaptation des postes à l'évolution des besoins ; elle permet de maîtriser dorénavant la croissance des dépenses et l'évolution des rémunérations. Elle étend, par ailleurs, à tous nos personnels le bénéfice du congé annuel et lie leurs traitements à l'évolution du point de la fonction publique.

Toujours au sujet de notre assistance technique, votre commission des finances a demandé que soit rapportée la mesure qui, en application du décret du 25 avril 1978, a pour effet de diminuer les rémunérations des couples de coopérants. Cette demande ne me paraît pas opportune. En effet, le traitement de nos coopérants comprend deux parties : l'une, qui est exactement le salaire de base que recevrait le même agent en France ; l'autre, qui est une indemnité de sujétion spéciale et d'expatriation. Sur le plan de l'équité, il nous a paru raisonnable de ne pas multiplier par deux de manière indifférenciée cette indemnité d'expatriation pour les coopérants recrutés par couple car, il faut le dire, les sujétions ne sont pas doublées pour un ménage.

En revanche, l'argent ainsi économisé a été reporté sur la création d'une prime d'installation attribuée au moment de l'affectation dans un pays donné et qui permet de faire face aux frais d'aménagement. Cette prime, de 2 500 francs pour un célibataire, se monte à 6 000 francs pour un ménage de quatre enfants. Je rappelle, à ce sujet, que le plus généralement nos coopérants sont logés et meublés par les Etats d'accueil.

Au surplus, j'ai institué une indemnité qui vient en supplément de la rémunération normale. Lorsque les familles ont à supporter des droits d' « écolage » pour leurs enfants scolarisés sur place faute d'école gratuite, cette indemnité sera revisée chaque année de manière à se calquer dans chaque Etat sur la réalité des participations demandées par les écoles françaises.

Ce système, par conséquent adapté à la variété des situations et à des besoins diversifiés, me paraît, au bout du compte, plus opportun qu'une égalisation des traitements qui serait, en toute équité, injustifiée.

J'ajoute que, en règle générale, nos coopérants, dont les revenus sont très supérieurs à ceux qu'ils toucheraient en France, sont, du fait des règles fiscales locales et d'exemptions consenties en vertu des accords de coopération, très nettement moins imposés qu'en France et que ces avantages fiscaux se cumulent lorsqu'il y a deux revenus dans un même ménage.

Je sais qu'il pourra m'être objecté que ces mesures encouragent les « faux ménages ». Quant à moi, je pense que deux personnes qui refuseraient le mariage pour quelques centaines de francs de revenus supplémentaires ne manifesteraient pas un attachement qui vaille la peine qu'on s'en préoccupe très longtemps.

Je répondrai à M. Deschamps qu'aucun questionnaire politique n'a jamais été donné à remplir à des candidats au service de la coopération. Une telle interprétation des faits témoigne de la mauvaise foi de ses informateurs.

Devant le taux élevé des retours prématurés pour inadaptation à l'Afrique, mes services mettent aujourd'hui au point un système de sélection psychotechnique, comme toute entreprise sérieuse qui — c'est le cas de la coopération — recrute chaque année 2 500 personnes.

L'effort décidé en faveur du développement rural — un des objectifs que j'ai définis tout à l'heure — se perçoit à travers diverses mesures convergentes en matière de recherche, d'assistance technique et d'aide à l'organisation commerciale.

La recherche pour le développement, ainsi que le faisait remarquer M. Ferretti, bénéficie d'un taux de croissance des crédits supérieur à celui du reste du budget, ce qui permet notamment la création de nouveaux postes de chercheurs C'est l'un des volets de notre coopération les plus intéressants et les plus appréciés par nos partenaires du tiers monde. Les travaux de l'ORSTOM et du GERDAT, en effet, contribuent efficacement, par le progrès des sciences et des techniques, à améliorer les productions agricoles et à abolir des fléaux tels que l'onchocercose.

L'aide aux investissements est sensiblement accrue. Son accroissement bénéficie d'abord, ainsi que l'a annoncé le Président de la République, à la lutte contre la désertification du Sahel.

Il s'agit d'aider les populations concernées à mieux utiliser les ressources en eau par des moyens très divers : les aménagements hydrauliques, depuis le creusement des puits jusqu'à la construction des grands barrages, la reforestation, mais aussi la modernisation de l'agriculture traditionnelle non irriguée, au niveau des équipements, des techniques culturales et des matériaux végétaux.

En matière d'assistance technique, le nombre des volontaires du progrès, particulièrement généreux dans leur motivation, qui, vous le savez, travaillent essentiellement au profit des populations rurales, passera de 340 au début de l'année 1978 à 500 en moyenne en 1979, comme l'a signalé M. Voisin qui s'est félicité de cet accroissement.

Il ne faut pas sous-estimer la difficulté des opérations de développement agricole. Les résultats ne sont mesurables très souvent qu'après deux générations, lorsque les mentalités des paysans ont pu s'adapter aux techniques importées. Souvenons-nous d'ailleurs du temps qu'il a fallu à notre propre agriculture pour moderniser ses méthodes au XXe siècle. Aussi est-il essentiel de ne pas laisser au hasard une des clés de la réussite, en ne sous-estimant pas les problèmes de commercialisation.

Ceux-ci sont d'abord liés aux politiques nationales de fixation des prix, de stabilisation des cours. Chaque fois qu'un Etat le demandera, tout sera mis en œuvre pour l'aider à résoudre dans son cas particulier ce type de problème grâce aux experts dont la France dispose, grâce aussi aux mécanismes du STABEX mis en œuvre par la Communauté européenne.

Il s'agit aussi d'augmenter les capacités de stockage et de doter les Etats d'armes efficaces pour lutter contre la spéculation et pour développer la concurrence et les échanges. L'intérêt des investissements en matière de pêche, d'aquaculture et d'industries maritimes n'a certes pas à être sous-estimé, mais M. Guermeur a dit ce qu'il fallait en dire.

Enfin, nos investissements sont d'ores et déjà orientés de manière préférentielle vers le développement des infrastructures et des voies de communication qui constitueront le premier poste des dépenses du FAC et s'accroîtront de 15 p. 100 en 1979.

Certes, ces voies de communication permettent, en règle générale, de mettre en œuvre un grand projet minier, mais leur rentabilité serait rarement assurée si le développement induit des échanges agricoles ne parvenait pas à les justifier. C'est ainsi que la route de Jacmel, à Port-au-Prince, en Haïti, réalisée sur les crédits du FAC, a non seulement fait sensiblement baisser le prix des produits manufacturés à Jacmel, mais aussi fait monter celui des produits agricoles locaux, entraînant un développement sensible de la production et du niveau de vie.

Ces aides aux investissements resteront parfaitement inutiles si elles ne s'insèrent pas convenablement dans l'économie locale grâce à un appareil de gouvernement qui maintienne la sécurité des personnes et des biens, qui fixe les priorités et répartisse les tâches. Aussi le projet de budget qui vous est présenté traduit-il notre souci de renforcer les structures administratives et militaires des Etats en augmentant de près de 25 p. 100 les crédits consacrés à cette catégorie d'aides.

Le nombre des missions d'assistance en matière financière, fiscale, douanière ou budgétaire est en train de se multiplier en raison, notamment, des difficultés considérables que rencontrent plusieurs gouvernements dans ce domaine. Les éventuelles contributions financières mentionnées tout à l'heure par M. Ferretti sont accordées de manière restrictive, dans le but d'apurer les dettes des trésors publics et, par contrecoup, de permettre à ces dernières de recouvrer leurs créances, notamment fiscales. Une priorité est, en outre, donnée, dans nos concours à l'enseignement, aux écoles d'administration qui forment la fonction publique africaine.

Je dois ajouter sur ce point, en réponse à M. Alain Vivien, que l'augmentation du chapitre des contributions financières en 1979 sera uniquement due à la prise en compte de la situation de l'Etat de Djibouti qui a bien du mal, hélas ! à équilibrer un budget lors de la première année de son existence. Les contributions financières ajoutées au collectif sont la conséquence des difficultés nées, en particulier, de l'insuffisance des récoltes en 1977.

Le deuxième volet de cette action au profit des structures publiques est évidemment militaire.

En effet, non seulement nous devons aider ces Etats à disposer de forces capables de faire face à des agressions extérieures, comme le soulignait M. Hamel, mais il est également primordial de leur permettre de se constituer cet outil remarquable et envié de l'organisation administrative française qu'est la gendarmerie.

L'augmentation d'un tiers du nombre de nos assistants techniques militaires, l'accroissement de 76 millions de francs des crédits de paiement sur le matériel de guerre témoignent de l'intérêt porté par le Gouvernement à l'amélioration des structures militaires territoriales et de la capacité défensive des armées nationales.

Si M. Alain Vivien considère que les chiffres qui vous ont été communiqués sont obscurcis par l'existence de crédits supplémentaires votés lors des lois de finances rectificatives, je crois qu'il sera loisible d'en discuter à l'occasion de l'examen du prochain collectif dont les éléments ne sont pas encore arrêtés.

L'action que je viens de mentionner n'est pas toujours à la mesure de celle qui est entreprise en Afrique par d'autres nations puisqu'il semblerait, d'après les statistiques, qu'en une seule année l'Union soviétique a déversé pour cinq milliards de francs de matériels de guerre sur les Etats africains.

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* Soixante fois plus !

M. le ministre de la coopération. En conclusion, madame le président, mesdames et messieurs les députés, j'ai conscience, à travers ce budget et malgré ses insuffisances, d'afficher une politique claire.

Je ne sais pas si celle-ci pourra se prolonger assez longtemps pour obtenir que le paysan africain abandonne la houe pour la charrue, puisse manger tous les jours à sa faim, nourrir le citadin et, selon une expression haïtienne, restreindre dans le nombre de ses enfants la part laissée à la mort. Mais ce qui me paraît évident, c'est que notre action à court terme s'est révélée déterminante pour que l'espoir de la paix se lève sur plusieurs pays d'Afrique, de l'océan Indien ou des Caraïbes. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. J'appelle maintenant les crédits inscrits à la ligne « Coopération ».

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

« Titre III : 52 951 552 francs ;

« Titre IV : 274 522 334 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles).

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

« Autorisations de programme : 7 775 000 francs ;

« Crédits de paiement : 6 705 000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ETAT

« Autorisations de programme : 760 710 000 francs ;

« Crédits de paiement : 213 208 000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(*Le titre III est adopté.*)

Mme le président. La parole est à M. Hamel, inscrit sur le titre IV.

M. Emmanuel Hamel. Madame le président, mesdames, messieurs, l'estime que nous portons tous à notre collègue Fontaine, le talent que nous lui reconnaissons, la ferveur qui est une des caractéristiques de son tempérament généreux font que c'est avec une particulière gravité que je m'adresse à lui en ce jour où M. le Premier ministre, né comme lui à la Réunion, terre française depuis des siècles, débarque sur son île natale en réaffirmant que la Réunion c'est la France. Il est des évidences qu'il faut rappeler à certaines époques de l'histoire. C'est là, en effet, une vérité déjà quatre fois centenaire !

Certains, dans les excès de leur langage, dans les emportements de leurs congrès, dans les outrances de leur tempérament — mais quel homme politique ne s'est jamais laissé aller à quelque exubérance excessive ? — en sont venus à tenir des propos insanes, affirmant qu'il y aurait un problème, qu'on pourrait mettre en doute l'idée que la Réunion est la France.

Notre collègue nous demande aujourd'hui d'en tirer les conséquences. Son amendement, dont il faut reconnaître l'importance car il est inspiré par le patriotisme de son auteur et la souffrance que celui-ci éprouve devant de tels propos, tend à supprimer les crédits d'aide et de coopération destinés aux Etats dont certains dirigeants, certains groupements politiques, certains ministres même ont eu l'outrecuidance, au mépris des enseignements de l'histoire, de prétendre qu'on peut mettre en cause l'union irréductible et sans faille de la Réunion et de la France.

Parce que des excès de langage ont été commis, la France cesserait d'apporter sa coopération à la grande île de Madagascar à laquelle tant de souvenirs nous lient, à l'île Maurice, l'ancienne île de France, aux Seychelles amies, voire à d'autres Etats ?

Il nous faut élever le débat, pour le situer au plan des sentiments et de l'idée que nous devons avoir de la France. J'évoquerai cependant d'un mot les intérêts que notre pays possède dans cette partie du monde où elle est présente grâce à la Réunion.

Vous le reconnaissez vous-même, monsieur Fontaine, dans l'exposé des motifs de votre amendement : la France n'est pas seule au monde. Amputer les crédits d'aide et de coopération reviendrait à nous retirer de cette partie du monde : ce serait laisser la place aux impérialismes.

De plus, ne serait-ce pas donner à des propos excessifs une importance qu'ils n'ont pas ? Vous évoquiez tout à l'heure certaines « motions incendiaires ». Mais un brûlot ne sème le feu que dans une meule de paille, il n'embrase pas une masse de granit, il n'entame pas une unité cimentée par quatre siècles de coexistence, d'union, de consubstantialité.

Ce qui est excessif est sans valeur. Les aînés que nous sommes doivent se souvenir de ces mots de Talleyrand et tolérer quelques excès des cadets qu'ils guident sur la voie de la responsabilité dans la vie internationale. Monsieur Fontaine, vous aimez à citer nos auteurs latins. Permettez-moi de vous rappeler le vieil axiome : *De minimis non curat practor.*

Oui, seules les grandes querelles peuvent intéresser la France. Et je citerai moi aussi le général de Gaulle — dont nous savons qu'il fut l'une des passions de votre existence — qui achevait le troisième tome de ses Mémoires par ces mots : « Vieil homme recru d'épreuves, jamais lassé de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance. » Eh bien ! l'ombre, en l'occurrence, ce sont ces propos excessifs ; la lueur de l'espérance, c'est la certitude que nous avons que ceux qui les ont proférés les regrettent, car ils savent, au fond d'eux-mêmes, qu'il ne faut pas abuser de la magnanimité de la France.

En fait, le problème n'existe pas. Alors, mon cher collègue, pourquoi la France, que vous voulez voir partout respectée, ne ferait-elle pas savoir qu'elle tient tout simplement ces propos pour nuls et non avenus ?

La Réunion, c'est la France. Nous le savons si bien que nous estimons inutile de paraître vouloir susciter des difficultés ou sanctionner des peuples, à cause des erreurs de certains de leurs hommes politiques.

L'Histoire, depuis tant d'années, de décennies et même de siècles, a tissé entre la France, d'une part, l'île Maurice, les Seychelles et Madagascar, d'autre part, la trame d'une longue amitié. Dans l'océan Indien, la France doit donner l'exemple de la sérénité, de la sûreté de soi. Elle doit constituer, au service de ces peuples et de ces Etats qui ont récemment accédé à l'indépendance, un facteur de solidarité, de tranquillité et de paix.

Retirez votre amendement, mon cher collègue. Nous comprenons pourquoi vous l'avez déposé. Il était le geste vif d'un cœur blessé. Nous sommes tous solidaires de cette blessure. Surmontez-la !

Vous ne devez pas faire à ceux qui nous ont injustement peinés l'honneur de prendre au sérieux leurs propos. Nous les avons déjà oubliés, tant ils sont excessifs et contraires à l'Histoire, tant ils sont contraires à l'intérêt même des peuples. Oui, au-delà des Etats, pensons aux peuples. La France est au-dessus de telles attaques.

Mme le président. Sur le titre IV, M. Fontaine a présenté un amendement n° 244 ainsi rédigé :

« Réduire les crédits de 130 millions de francs. »

La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. Mes chers collègues, je vous ai écoutés avec beaucoup d'attention, je dirai même avec une grande émotion.

Voyez-vous, à cet instant, il est une phrase du général de Gaulle qui pèse lourdement dans mes souvenirs : « Je vole vers l'Orient compliqué avec des idées simples. » Ces mots expliquent dans une certaine mesure ce que je vais vous dire.

Dans cette affaire, nous sommes en Orient, et l'Orient est, en effet, compliqué. C'est ce qui justifie cet amendement, auquel se sont associés mes deux autres collègues de la Réunion, M. Michel Debré et M. Pierre Lagourgue.

S'adressant hier au ministre des affaires étrangères, M. Michel Debré n'a-t-il pas déjà posé la question : « Pourquoi continuez-vous à apporter votre aide à des Etats qui soutiennent des mouvements de subversion ? » Il ajoutait : « Je vise certains Etats dont les chefs sont reçus en grande pompe à l'Elysée, émargent au budget de l'Etat, utilisent nos coopérants et, à peine rentrés chez eux, changent d'attitude, ne prennent même pas la peine de dissimuler qu'ils accordent des crédits à des personnages douteux, dont ils contribuent à faire des agents de subversion. »

En clair, voici ce que cela signifie. Récemment, le Président de la République malgache a été reçu à l'Elysée avec beaucoup d'honneurs, ce qui est normal. A l'occasion de cet entretien, le Président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing, lui a fait remarquer, fort opportunément, que la France a le droit de s'intéresser à cette région — entendez à cette partie de l'océan Indien — puisqu'elle y est présente de plusieurs manières notamment dans le département de la Réunion, qu'elle a façonné au cours de trois siècles d'histoire.

On aurait pu croire que cette affaire était réglée. Mais c'eût été méconnaître la complexité de l'Orient. Car, à peine débarqué sur son sol, le Président de la République malgache proclame à tous micros qu'il souhaite soutenir l'indépendance de la Réunion ou son autonomie populaire. Non content de cela, il met à la porte de Madagascar des colons réunionnais, les délogeant sans indemnité de terres qu'ils occupaient depuis plusieurs décennies. Et, dans le même temps, il vient demander l'aide de la France !

Aussi, par delà la paille des mots, faut-il voir le grain de la réalité. La réalité, c'est que la Réunion est devenue un reproche vivant dans ce secteur du monde ; c'est qu'elle donne, par les effets de la solidarité nationale, mauvaise conscience aux Etats qui l'environnent et qui sont encore en état de sous-développement.

Il est donc tout à fait compréhensible que certains veuillent faire disparaître cet exemple, cette vitrine et, pour reprendre l'expression employée ce matin par M. le Premier ministre, ce témoin de ce que la France peut faire dans cette partie du monde aussi éloignée.

C'est pourquoi nous avons pensé que coopération et insultes sont incompatibles.

A force d'inciter à la révolte, on finit par créer un problème. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il fallait, une fois pour toutes, que l'on arrête les frais.

Qui ne se souvient des espoirs qu'a fait naître M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, en tenant, à l'occasion de son voyage aux Antilles, certains propos légers, peut-être même incontrôlés ? De pauvres gens ont pu croire que demain on raserait gratis.

Par cet amendement, j'entends mettre en garde certains Etats qui ne connaissent pas l'Histoire. Contrairement à un propos que nous avons considéré comme outrageant de la part d'un secrétaire d'Etat, nous n'avons jamais « choisi » la France. Depuis que des hommes et des femmes vivent dans cette île, la Réunion a toujours été française. Elle a toujours été la France de l'océan Indien.

Alors, nous demandons à ces Etats qu'ils respectent notre dignité. Et qui peut douter un seul instant que ce qui compte surtout dans cet Orient compliqué — M. le président de la commission des affaires étrangères ne me démentira pas — c'est de ne jamais perdre la face. Alors ne perdons pas la face vis-à-vis de ces Etats insulteurs !

M. Debré, qui fut le Premier ministre du général de Gaulle et qui est Réunionnais d'adoption depuis seize ans, a très bien perçu l'émotion populaire que ces attaques inqualifiables ont suscitée.

Monsieur le ministre, vous m'avez certes déjà répondu par avance, à treize heures, sur France-Inter : « Supprimer l'argent de la coopération, disiez-vous, est sans commune mesure avec l'attitude discutable, je le reconnais, de certains gouvernements. » Mais un de nos collègues n'a-t-il pas craint que vous ne vous sentiez un peu gêné dans le cadre de vos crédits et que vous ne puissiez, à telle ou telle occasion, trouver précisément de quoi faire face ? La grande amitié que je vous porte et la grande considération que j'ai pour vous m'inclinent à ne pas vouloir vous embarrasser.

Je serais prêt à retirer mon premier amendement dans la mesure où vous accepteriez le second, que je veux bien modifier ainsi : « Toutes les formes de coopération et d'aide financière, technique, culturelle, militaire, soit par l'intermédiaire du budget de l'Etat ou de sociétés financées par l'Etat seront suspendues à l'égard des Etats qui agressent la France en s'attaquant au département de la Réunion. »

Vous pouvez constater que je supprime toute référence aux Etats membres de l'OUA afin de répondre aux souhaits exprimés tant par vous-même, monsieur le ministre, que par M. Hamel car il convient peut-être, en effet, de dédramatiser la situation.

Cet amendement, dans sa nouvelle rédaction, constituerait une mise en garde solennelle de l'Assemblée nationale vis-à-vis de certains Etats dont les responsables devront désormais tourner sept fois leur langue dans la bouche pour ne pas tenir des propos inconsidérés. (*Applaudissements sur quelques bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* Madame le président, la commission n'a pas examiné l'amendement n° 244.

Certes, à titre personnel, je comprends la réaction des élus de la Réunion devant les propos inadmissibles tenus par certains responsables de l'OUA. Cependant la coopération n'est pas destinée à un responsable politique, ou à un chef d'Etat, mais à un peuple tout entier.

M. Pierre-Bernard Cousté. Très bien !

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* En conséquence, la commission se serait vraisemblablement prononcée contre la suppression de crédits. Elle a d'ailleurs adopté le projet de budget du ministère de la coopération sans modification.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la coopération. Nous sommes en présence d'une affaire extrêmement sérieuse.

L'amendement que vous avez proposé, monsieur Fontaine, et auquel se sont associés M. Debré et M. Lagourgue, m'a paru dès le départ — après vous avoir écouté j'en suis encore plus convaincu — animé d'excellentes intentions. Soyez sûr que je ne puis que partager votre indignation, qui traduit l'émotion et la colère des Français de la Réunion et de la métropole, lorsqu'on met en cause l'appartenance de l'île de la Réunion à notre patrie.

La Réunion n'a jamais été et ne sera jamais que française. Mais, comme le Premier ministre l'a affirmé en déclarant aux Réunionnais : « Vous êtes cinq cent mille des cinquante-cinq millions de Français », je dirai, rejoignant en cela M. Hamel, que la pérennité de la souveraineté française sur cette terre ne saurait être mise en doute par quiconque.

M. Barre a ajouté : « La France est ici par un héritage de l'histoire et par la volonté sans cesse réaffirmée de ses enfants ». Lui qui est orfèvre en la matière a donc marqué très clairement que la question n'a pas lieu d'être posée.

Toutefois, monsieur Fontaine, je crains de ne pouvoir vous suivre dans les conclusions que vous tirez de déclarations récentes de certains hommes politiques de l'océan Indien. J'indique d'ailleurs qu'aucun chef d'Etat de cette région n'a pris de position aussi tranchée et n'a exprimé d'opinion dans le cadre des relations diplomatiques ordinaires. Laissons donc notre diplomatie régler ce type de difficulté par les voies diplomatiques normales.

La coopération française s'honore de s'être toujours élevée au-dessus des idéologies et des querelles quotidiennes. Elle a maintenu ses relations avec les Etats du Maghreb, après les événements douloureux que l'on sait ; elle est restée enracinée en Algérie depuis 1962, malgré les graves crises diplomatiques, et tout le monde ici s'en félicite jour après jour.

Je ne peux pas mieux dire que le général de Gaulle qui, aux Sables-d'Olonne, déclarait le 19 mai 1965 : « La France s'applique à établir entre les peuples quels qu'ils soient, et par-dessus leurs idéologies, leurs régimes, les contacts qu'il faut pour que s'établisse dans le monde un équilibre qui ne soit plus celui de Yalta. Nous le démontrons aussi quand nous entretenons avec nombre de peuples d'Amérique latine, d'Afrique et d'Orient des rapports de coopération. »

Cette citation me permet de conserver un certain calme à l'égard des remous provoqués par les prises de position de nos partenaires sur cette question.

Toutefois, et sans vous suivre, monsieur Fontaine, quand vous proposez d'éviter la discussion d'un amendement au profit d'un autre, nous sommes prêts à arrêter, du jour au lendemain, toute coopération avec des Etats dont les représentants officiels manifesteraient officiellement une attitude inacceptable à l'égard de la souveraineté française sur la Réunion.

Vous devez néanmoins vous rappeler — ce devrait être pour vous une satisfaction — que le conseil des ministres de l'organisation de l'unité africaine a décidé d'écarter ce débat du sommet panafricain. Ce qui signifie, monsieur Fontaine, que nous sommes loin d'être seuls dans l'appréciation heureuse que nous portons tous ensemble sur l'appartenance de la Réunion au territoire national. Je rappellerai aussi — ce ne sont que des détails mais ils ont leur importance dans ce débat — que la Libye n'entre pas dans le domaine de la coopération, et que ce ne sont pas les dirigeants de l'île Maurice, mais des membres de l'opposition au gouvernement de ce pays qui ont proféré des propos pour le moins discutables.

Alors, monsieur Fontaine, dans ce contexte, il m'apparaît indispensable de ne pas isoler la Réunion, terre française, dans un océan semé de nations qui peuvent être hostiles et de persévérer dans notre coopération avec les îles voisines.

Ne laissons pas, je vous en prie, dans l'océan Indien le champ libre aux menées subversives d'un impérialisme aux couleurs que vous savez.

Mme le président. La parole est à M. Alain Vivien.

M. Alain Vivien. Mes chers collègues, intervenant au nom du groupe socialiste, je souhaite répondre à notre collègue M. Fontaine.

Tout à l'heure, M. Fontaine a approuvé un passage de mon discours ; mais la réciproque n'est pas nécessairement vraie, car en fait il a manifesté son accord sur un constat concernant les crédits de la coopération et notamment ceux qui sont plus spécialement affectés aux départements d'outre-mer.

Mais puisque la question du département de la Réunion est posée, il doit être bien clair qu'à nos yeux cette terre, qui était vide d'occupation au départ, a été d'abord française ; par la suite des hommes sont venus de France, puis d'autres régions du monde, d'Afrique, des Indes et même de Chine, et cela a permis de constituer ce que j'appellerai le génie même de l'île, sa spécificité sur les plans ethnique et culturel.

Et, puisqu'il faut parler d'appartenance, il convient de se référer aux vœux de la population concernée. A ma connaissance, dans l'île — à l'exception peut-être d'une petite organisation marxiste-léniniste tout à fait minoritaire et n'ayant pas d'élu — aucune formation politique ne rejette l'appartenance à la République. C'est de cela qu'il importe de tenir compte, car, à nos yeux, c'est le désir profond des populations qui doit primer. Il s'agit, en quelque sorte, d'autodétermination.

J'ajoute que, si nous suivions M. Fontaine, nous prendrions un grand risque. En effet, l'Organisation de l'unité africaine, visée dans le second amendement — pour faire gagner du temps à l'Assemblée, je présente en même temps les observations que nous inspirent les deux amendements de M. Fontaine — a reconnu qu'aucune formation politique de l'île ne revendiquait une sécession et a prudemment déclaré qu'elle ne pourrait traiter de ce sujet que s'il existait, sur place, un mouvement de libération nationale ; or tel n'est pas le cas.

Ainsi les chefs d'Etats africains ou leurs représentants ont été sages. Et il ne faudrait pas faire supporter par l'OUA les conséquences d'initiatives qu'au demeurant elle n'a pas prises. Soyons donc très prudents en ce domaine.

Pour conclure, j'indiquerai qu'il fallait peut-être marquer d'une manière ou d'une autre notre désapprobation à l'égard de certains propos pouvant être considérés comme des déclarations d'ingérence, mais qu'il convient de ne pas gonfler le dossier.

Je connais bien la Réunion. Je m'y suis rendu à plusieurs reprises et j'y compte de nombreux amis. Et je dois dire que même M. de Lestrac, secrétaire général du mouvement militant mauricien, avait conclu son propos par une formule de ce genre : « Mais les problèmes de l'avenir de la Réunion sont l'affaire des Réunionnais eux-mêmes. »

Ne donnons donc pas un écho excessif à une affaire somme toute minime. Aussi le groupe socialiste ne peut-il suivre M. Fontaine et approuver les deux amendements que celui-ci présente.

Pour notre part, nous préférons situer les problèmes de la coopération à leur juste place, et, s'il fallait un jour débattre de l'outre-mer français, nous le ferions volontiers, mais pas dans ces conditions.

Mme le président. La parole est à M. Odru.

M. Louis Odru. Je ne sais si M. Fontaine cédera aux sollicitations du Gouvernement, mais, en tout état de cause, le groupe communiste entend donner son opinion, que l'on pourra considérer comme une explication de vote, sur les amendements n°s 244 et 286.

Des chefs d'Etats africains et malgache ont été conduits, pour des raisons qui leur sont propres, à exprimer leur sentiment sur la situation à la Réunion. M. Fontaine me permettra d'observer que c'est la situation politique, économique et sociale de l'île qui favorise l'expression de telles prises de position.

Pour ce qui nous concerne, nous Français communistes, nous nous sommes prononcés depuis longtemps, à Paris, en faveur du droit à l'autodétermination des peuples des départements d'outre-mer, pour qu'ils puissent choisir démocratiquement le statut qu'ils désirent. Le parti communiste réunionnais, pour ce qui le concerne, s'est prononcé pour un statut d'autonomie dans le cadre de la République française.

Or, au travers des amendements de M. Fontaine, ce sont — nous en sommes convaincus — ce droit et ce choix qui sont mis en cause. Nous voterons donc contre. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

Mme le président. La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. Il est bon, me semble-t-il, que ces amendements aient été déposés, car ils ont au moins l'avantage d'inviter le Gouvernement français à préciser sa position.

Il est évident que l'on ne peut accepter le premier amendement de M. Fontaine.

En revanche, l'amendement n° 286 présente un certain intérêt, bien qu'à mon sens il empiète sur le domaine réglementaire dans la mesure où il appartient au Gouvernement, et non à l'Assemblée nationale, de décider de l'opportunité d'utiliser les crédits délégués par le Parlement.

J'affirme donc qu'à tout moment le Gouvernement peut suspendre l'effort consenti et je défie quiconque de me démontrer le contraire.

Cela dit, j'estime que la discussion de cet amendement s'imposait. En effet, il convient de sortir d'un certain laxisme. Or, parlons franchement, depuis quelque temps une certaine politique permet la manifestation d'attitudes de plus en plus incompatibles avec une bonne appréhension de la réalité des problèmes. En d'autres termes, et pour dire les choses crûment, il faudrait qu'un certain nombre de gens fassent des options courageuses et cessent de cracher dans la soupe !

Monsieur le ministre, j'estime — et je ne suis pas seul à penser ainsi — que, lorsqu'une volonté politique de créer des problèmes tendant à dégrader une situation se dessine et se précise de jour en jour, il faut réagir. S'agissant de la Réunion, en dépit des apaisements qui ont été apportés, certains chefs d'Etat ou représentants des oppositions dans plusieurs Etats ont pris des positions qui exigent une réplique du Gouvernement français. Cette réplique, vous avez commencé à la porter. Il est nécessaire, à mon sens, qu'elle soit bien précisée et l'on doit savoir que, pour ce qui est de ses territoires et départements d'outre-mer, la politique de la France ne peut être définie que par la France elle-même et par les hommes et les femmes qui vivent dans ces territoires et départements. Il faudra bien que les Etats en cause choisissent entre l'appartenance à un grand ensemble et la séparation.

Mme le président. Maintenez-vous votre amendement n° 244, monsieur Fontaine ?

M. Jean Fontaine. Je le retire, madame le président.

Mme le président. L'amendement n° 244 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le titre IV.

M. Louis Odru. Le groupe communiste vote contre le titre IV et contre les autres titres !

M. Alain Vivien. Le groupe socialiste aussi !

(*Le titre IV est adopté.*)

Mme le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V.

(*Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.*)

Mme le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(*Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.*)

Mme le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.

(*Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.*)

Mme le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(*Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.*)

Mme le président. En accord avec la commission des finances, j'appelle maintenant l'amendement n° 286 de M. Fontaine, tendant à insérer un article additionnel après l'article 76.

Après l'article 76.

Mme le président. MM. Fontaine, Debré et Lagourgue ont présenté un amendement n° 286 ainsi rédigé :

« Après l'article 76, insérer le nouvel article suivant :

« Toutes les formes de coopération et d'aide financière, technique, culturelle, militaire, soit par l'intermédiaire du budget de l'Etat ou de sociétés financées par l'Etat, sont suspendues à l'égard des membres de l'Organisation de l'unité africaine qui agressent la France en s'attaquant au département de la Réunion. »

Vous avez déjà soutenu cet amendement, monsieur Fontaine. Entendez-vous le maintenir ?

M. Jean Fontaine. Oui, madame le président.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. André-Georges Voisin, *rapporteur spécial.* Je n'ai rien à ajouter aux observations que j'ai formulées au sujet de l'amendement précédent.

Mme le président. La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. Il me paraît utile de redonner lecture des dispositions qui nous sont proposées : « Toutes les formes de coopération et d'aide financière, technique, culturelle, militaire, soit par l'intermédiaire du budget de l'Etat ou de sociétés financées par l'Etat, sont suspendues à l'égard des membres de l'Organisation de l'unité africaine qui agressent la France en s'attaquant au département de la Réunion. »

Voilà qui me paraît relever tout à fait de l'autorité du Gouvernement. Le Gouvernement peut agir à tout moment. Ou alors il n'y a pas de gouvernement ! Il faut tout de même savoir qui décide, qui gouverne !

Je disais tout à l'heure qu'il fallait sortir d'un certain laxisme. Autrement dit, le Gouvernement doit prendre ses responsabilités. Il lui appartient d'utiliser les crédits votés par le Parlement. A partir du moment où il en dispose, c'est à lui de conduire sa politique et d'en rendre compte.

Le Parlement — et c'est son rôle — est là pour contrôler *a posteriori* l'utilisation qui aura été faite des fonds délégués au Gouvernement.

Je demande donc avec fermeté à M. le ministre de la coopération de nous préciser à nouveau la politique de la France en ce qui concerne la Réunion. Il faut que nous soyons bien d'accord. Il appartiendra au Gouvernement, dans sa volonté politique, d'utiliser les crédits dans l'intérêt de la nation, de son unité et, bien entendu, dans l'intérêt des départements et des territoires d'outre-mer.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la coopération. J'approuve tout à fait les propos que vient de tenir M. Neuwirth.

Je précise toutefois, sur le fond, que, tout à l'heure, j'ai soigneusement pesé les termes que j'ai employés : nous serons très vigilants et nous ne tolérerons aucune attaque contre la souveraineté française à la Réunion.

En revanche, je dois indiquer que l'amendement n° 286, tel qu'il a été initialement mudifié par M. Fontaine, me paraît donner des indications très précieuses au Gouvernement sur l'attitude que celui-ci doit adopter. Mais, à mon sens, de telles dispositions ne doivent pas avoir leur place dans un texte législatif.

Mme le président. Monsieur Fontaine, après les explications du Gouvernement, maintenez-vous encore votre amendement ?

M. Jean Fontaine. Je le maintiens d'autant plus, madame le président, que l'argumentation de M. Neuwirth va en sens contraire de ce qu'indiquent l'article 34 de la Constitution et l'ordonnance du 12 janvier 1959 sur les lois de finances.

L'orientation de la politique extérieure de la France est tout de même déterminée par le Parlement. C'est celui-ci qui donne au Gouvernement la possibilité d' « arrêter les frais » si tel ou tel fait se reproduit.

Tel est précisément l'esprit même de l'ordonnance du 12 janvier 1959. Certes, nous votons le budget par titre et par ministère, mais nous votons également les articles, et le Gouvernement n'a pas le droit de les modifier.

Par conséquent, nous sommes dans notre droit lorsque nous donnons au Gouvernement la possibilité de cesser son aide lorsque cela sera nécessaire.

En tout cas, ce qui va sans dire va encore mieux en le disant et mon amendement mettra en garde les Etats qui sollicitent notre aide et ont besoin de nous. Et si demain, par malheur, certains propos de leurs responsables dépassent leur pensée, ceux-ci feront *ipso facto* les rectifications nécessaires. Il s'agit donc d'un amendement garde-fou qui tend à inciter à la réflexion ceux qui s'apprêtent à faire des déclarations.

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 286.
(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Mme le président. Nous avons terminé l'examen des crédits du ministère de la coopération.

La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

Mme le président. Mardi 7 novembre 1978, à neuf heures trente, première séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1979, n° 560 (rapport n° 576 de M. Fernand Icart, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan).

Crédits militaires, budget annexe du service des essences :

Crédits militaires :

Commission des finances de l'économie générale et du Plan :

Considérations générales et titre V (dépenses en capital) (annexe n° 53. — Tome I. — M. Jacques Cressard, rapporteur spécial).

Titre III (dépenses ordinaires) :

(Annexe n° 54. — M. André Rossi, rapporteur spécial.)

Commission de la défense nationale et des forces armées :

Avis n° 573 :

Dépenses en capital. — Tome I. — M. Guy Cabanel.
Dépenses ordinaires. — Tome II. — M. Jean-Pierre Bechler.
Section commune. — Tome III. — M. Pierre Mauger.
Section Air. — Tome IV. — M. Loïc Bouvard.
Section Forces terrestres. — Tome V. — M. Jean Bozzi.
Section Marine. — Tome VI. — M. René Tomasini.
Section Gendarmerie. — Tome VII. — M. Roger Chinaud.

Budget annexe du service des essences :

(Annexe n° 54. — M. André Rossi, rapporteur spécial ; avis n° 573, tome III, de M. Pierre Mauger, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées.)

A seize heures, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(*La séance est levée à dix-huit heures trente-cinq.*)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
JACQUES RAYMOND TEMIN.

Commission mixte paritaire.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI COMPLÉTANT LES DISPOSITIONS DU CODE DES COMMUNES EN VUE D'INSTITUER DES COMITÉS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 2 novembre 1978 et par le Sénat dans sa séance du mardi 31 octobre 1978, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Jean Foyer.	MM. Michel Aurillac.
Edmond Garcin.	Henri Baudouin.
Mme Colette Gœuriot.	Pierre-Alexandre Bourson.
MM. Antoine Lepeltier.	Benjamin Brial.
Jacques Piot.	Jean Fontaine.
Alain Richard.	Maxime Kalinsky.
Pierre Sauvaigo.	François Massot.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Robert Schwint.	MM. Roland du Luart.
Jean Béranger.	Marcel Gargar.
Jean Chérioux.	Marcel Mathy.
Jean Mézard.	Henri Moreau.
Noël Berrier.	André Bohl.
André Rabineau.	Jean Amelin.
René Touzet.	Georges Dagonia.

Démission de membres de commissions.

M. Pierre Juquin a donné sa démission de membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Alain Bocquet a donné sa démission de membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Mme Angèle Chavatte a donné sa démission de membre de la commission de la production et des échanges.

Nominations de membres de commissions.

(Application de l'article 38, alinéa 4, du règlement.)

Le groupe communiste a désigné :

1° Mme Angèle Chavatte pour siéger à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ;

2° M. Pierre Juquin pour siéger à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ;

3° M. Alain Bocquet pour siéger à la commission de la production et des échanges.

Candidatures affichées le 3 novembre 1978, à dix heures trente, publiées au *Journal officiel* (Lois et décrets) du 4 novembre 1978.

Les nominations prennent effet dès la publication au ***Journal officiel.***

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

(Art. 133, 134, 136 et 137 du règlement.)

Fascisme et nazisme (extradition de Klaus Barbie).

8107. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Odru** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que la dernière intervention de son ami Virgile Barel, à la tribune de l'Assemblée nationale, avait porté sur l'extradition de Bolivie du nazi Klaus Barbie, responsable de la mort de milliers de patriotes français, dont son fils, le polytechnicien Max Barel. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour obtenir l'extradition de Bolivie vers la France de ce criminel de guerre pour qu'il y soit jugé.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« I. *Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article* 133. *En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;*

« 2. *Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;*

« 3. *Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;*

« 4. *Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;*

« 5. *Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article* 133 ;

« 6. *Font l'objet d'un rappel publié au* Journal officiel *les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas* 2, 3 *et* 4 *du présent article ;*

« 7. *Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié.* »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Postes (bureau de poste à Chevilly-Larue [Val-de-Marne]).

8076. — 4 novembre 1978. — **M. Charles Fiterman** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation du bureau de poste de Chevilly-Larue dans le Val-de-Marne. La ville de Chevilly-Larue, qui compte 18 000 habitants, n'a ni centre de distribution, ce service étant assuré par Rungis-Principal, ni code postal. Cette situation qui perturbe la distribution vient d'être aggravée par la suppression, à compter du 1er octobre, d'un emploi au bureau de poste de Chevilly-Larue. Cette nouvelle dégradation des conditions de travail du personnel de ce bureau a pour conséquence d'imposer aux Chevillais une attente plus longue aux guichets. Les habitants de Chevilly-Larue, dont la commune a fait l'avance sur son budget propre des fonds nécessaires au financement du bureau de poste, n'acceptent pas la discrimination dont ils sont frappés et ont soutenu la protestation des postiers de Chevilly-Larue. Dans ces circonstances, il lui demande ce qu'il compte faire pour doter la ville de Chevilly-Larue d'un véritable bureau de poste avec un centre de distribution et un code postal indépendant, et pour lui affecter un effectif de personnel suffisant pour assurer le bon fonctionnement de ce service public.

Emploi (entreprises Baignol et Farjon, à Boulogne-sur-Mer [Pas-de-Calais]).

8077. — 4 novembre 1978. — **M. Jean Bardol** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation des entreprises Baignol et Farjon, à Boulogne-sur-Mer, et Samer et Blanzy, à Boulogne-sur-Mer. Les trois usines emploient huit cents salariés qui n'effectuent plus que trente-deux heures par semaine. Les travailleurs et travailleuses sont inquiets car ils craignent une restructuration qui pourrait entraîner des licenciements dans une région particulièrement touchée par le chômage. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour supprimer le chômage partiel actuel et éviter tout licenciement à l'avenir.

Chambres de commerce et d'industrie (personnel ; Dieppe [Seine-Maritime]).

8078. — 4 novembre 1978. — **M. Irénée Bourgois** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le fait que la loi du 16 juillet 1976 sur le repos compensateur n'est pas appliquée aux travailleurs portuaires et en particulier aux salariés de la chambre de commerce de Dieppe, port secondaire. En conséquence, il demande quand le décret d'application, pour cette catégorie de salariés, sera-t-il enfin pris puisqu'il s'agit d'une loi vieille

maintenant de deux ans et demi et que l'ingenieur des ponts et chaussées chargé de l'inspection du travail s'est engagé en date du 14 avril 1977 à faire bénéficier le personnel de la chambre de commerce de Dieppe de l'application de la loi à compter du 1er juillet 1976 dans la mesure où un décret d'application sera adopté.

Saisie-arrêt (de droit commun).

8079. — 4 novembre 1978. — **M. Irénée Bourgois** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur certaines situations injustes qui découlent de l'application de la saisie-arrêt de droit commun. La procédure de saisie-arrêt sur salaires est relativement protectrice dès lors qu'elle ne peut se réaliser à la demande du créancier que sur autorisation du juge et que les sommes saisies le sont dans certaines limites, selon une grille progressive. Celle-ci devrait d'ailleurs être révisée pour protéger davantage ceux qui perçoivent des salaires modestes. Mais il se trouve que les créanciers peuvent, pour éviter de demander au juge la saisie-arrêt sur salaires qui leur assure un remboursement échelonné dans le temps, utiliser le biais d'une autre procédure, celle de la saisie-arrêt de droit commun. En effet, s'il dispose d'un titre de créance, le créancier peut par l'intermédiaire d'un huissier faire opposition sur les revenus d'un salarié et réaliser un effet de blocage sur son compte en banque. Sur le compte bancaire, aucune distinction n'est opérée entre les sommes correspondant aux salaires ou celles ayant une autre origine. Il s'agit donc d'un véritable détournement de procédure puisque dans ce cas c'est au salarié qu'il appartient de saisir le juge pour limiter l'effet de blocage sur des sommes qui lui sont nécessaires pour vivre lui et sa famille. C'est au salarié d'obtenir un jugement sur le caractère insaisissable d'une fraction de son salaire. La procédure de saisie-arrêt de droit commun à l'encontre du salarié a donc un caractère d'intimidation et constitue une pression inadmissible pour qu'il verse à son créancier des sommes supérieures à ce qu'il verserait mensuellement avec la saisie-arrêt sur les salaires, de manière à ce que son compte bancaire soit débloqué. Cette situation est d'autant plus grave que le nombre des ménages endettés a augmenté avec la crise et le chômage. M. Irénée Bourgois lui demande en conséquence les mesures qu'il entend prendre pour qu'une législation protectrice des salariés ne soit pas détournée de son objet.

Forêts (reconstitution dans l'Hérault).

8080. — 4 novembre 1978. — **M. Paul Balmigère** informe **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** du très grand nombre de feux de forêt dénombrés dans le département de l'Hérault depuis le début de l'année. 544 foyers avaient été comptabilisés entre le 1er janvier et le 15 août 1978. Cette situation s'est aggravée depuis lors en une arrière-saison très sèche. Dans l'arrondissement de Béziers, pour la seule journée du 30 août 1978, les sapeurs-pompiers ont dû intervenir à Nissan, Portiragnes, Olonzac, Cessenon. Ces incendies ont dévasté d'importantes surfaces. Il lui demande quelles sont les mesures de reconstitution du milieu naturel envisagées par son ministère.

Santé scolaire et universitaire (organisation du service de santé scolaire).

8081. — 4 novembre 1978. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les graves problèmes de la médecine scolaire. En effet, à la suite d'une étude faite sur la 4e circonscription de l'Aisne, il s'avère que plus de la moitié des écoles n'ont pas eu de visite médicale dans l'année sans compter celles qui n'ont pas été visitées depuis 1976, 1975, 1974, voire même 1971. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'elle compte prendre pour instaurer un véritable service de santé scolaire disposant de moyens en postes et en crédits répondant aux besoins de prévention, de soins, d'éducation de la santé et d'orientation.

Emploi (groupe Dollfus-Mieg et Cie).

8082. — 4 novembre 1978. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les décisions prises par la direction du groupe Dollfus-Mieg et Cie de licencier 481 travailleurs de Flers. Le plan de restructuration prévoit également la liquidation de l'entreprise Pont des Vers, le démantèlement de l'entreprise La Blanchardière. L'entreprise Les Tissages de Flers, filiale du même groupe, est également menacée de disparition. Or ces usines sont dotées d'installations modernes. Des milliards ont été investis pour moderniser les filiales du groupe DMC ces dernières années à grands renforts de fonds publics. Certaines machines ne sont en service que depuis un an. De plus, les travailleurs concernés sont très hautement qualifiés. C'est donc un important potentiel de production qui se trouverait ainsi mis à mal. Ces licenciements viendraient s'ajouter aux graves problèmes de chômage dramatiquement ressentis par de nombreuses familles de Flers et aux menaces qui pèsent sur d'autres entreprises de la région. Il fait remarquer que les fonds publics versés au groupe DMC l'ont toujours été sous le prétexte d'une aide de l'Etat à la lutte pour le plein emploi. Or, si le Gouvernement acceptait les licenciements demandés par la direction, il apparaîtrait clairement que l'Etat subventionne en fait et appuie dans leurs actions les responsables du chômage. Au vu des conséquences économiques et humaines qu'entraînerait inévitablement une telle acceptation, il lui demande d'opposer un refus aux décisions prises par la direction du groupe DMC.

Déportés et internés (dispensaire).

8083. — 4 novembre 1978. — **Mme Colette Goeuriot** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation qui est faite au dispensaire de l'association des déportés et internés, résistants et patriotes, situé 10, rue Leroux, à Paris (16e). Elle lui fait remarquer que ce dispensaire de médecine sociale sans but lucratif créé par l'association lors du retour des camps de concentration et répondant à un besoin indispensable à la santé des rescapés de la mort lente a rendu depuis lors et rend encore d'immenses services. Elle constate que pour maintenir son existence, les déportés et internés ont consenti d'importants sacrifices financiers, tout particulièrement dans les dix dernières années en augmentation constante. Elle souligne que dans la situation actuelle, la fermeture du dispensaire ne pourra être évitée à court terme qu'aux conditions suivantes : *a*) revalorisation substantielle des lettres clés ; *b*) suppression totale des abattements sur le prix des actes ; *c*) prise en charge par la sécurité sociale des frais administratifs occasionnés par l'application du tiers payant. Elle lui demande donc quelles dispositions elle compte prendre pour donner le moyen de vivre à ce dispensaire dont la survie est ressentie par les anciens déportés et internés comme une absolue nécessité en raison de la qualité et de la spécificité des soins prodigués.

Hôpitaux (Jœuf [Meurthe-et-Moselle]).

8084. — 4 novembre 1978. — **Mme Colette Goeuriot** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation actuelle et l'avenir de l'hôpital de Jœuf, en Meurthe-et-Moselle. Géographiquement, cet établissement est situé au cœur d'un secteur sidérurgique limitrophe de la Moselle (il est fréquenté par 50 p. 100 des habitants de ce département). Sa capacité d'accueil est de soixante lits (quarante-six homologués par le ministère de la santé) et garantit cinquante-neuf emplois permanents. Equipé d'un plateau technique adéquat et d'une polyclinique moderne, il couvre une zone sanitaire non négligeable. Le public maintient ainsi le privilège d'être soigné à proximité de la famille. L'extension de l'hôpital Maillot à Briey en projet, et indispensable à nos yeux, ne doit pas compromettre l'existence de l'hôpital de Jœuf. Par conséquent, elle lui demande de bien vouloir considérer le maintien aux conditions actuelles de l'hôpital de Jœuf, tant au niveau de sa capacité hospitalière réelle, qu'à celui de son fonctionnement autonome, et la garantie de l'emploi de son personnel si une extension de l'hôpital de Briey intervenait ; et si elle entend prendre les mesures nécessaires pour éviter les éventuelles répercussions.

Emploi (entreprise Cofaz à Sète [Hérault]).

8085. — 4 novembre 1978. — **Mme Myriam Barbera** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'avenir de l'Entreprise Cofaz, à Sète. Elle lui indique que, dans une lettre en date du 5 octobre 1978, M. le préfet de la région Languedoc-Roussillon déclare qu'aucune mesure de licenciement n'est envisagée dans un « proche avenir », ce qui semblerait contradictoire avec les déclarations du ministère du travail affirmant, lors de l'entrevue du 4 octobre 1978, qu'il n'y aurait pas de licenciements à court, moyen et long terme à la Cofaz. Elle lui demande : 1° de bien vouloir lui confirmer la déclaration de son collaborateur sur les perspectives de licenciements à court, moyen et long terme ; 2° si des suppressions d'emplois autres que les licenciements sont envisagées ; 3° de bien vouloir lui faire connaître l'avenir qui est réservé aux deux ateliers du phospho-

rique et du sulfurique ; 4° si l'entreprise envisage de répondre aux propositions de M. le maire de Sète de développer ses activités en utilisant la nouvelle zone industrialo-portuaire.

Enseignement préscolaire (école de Trévol [Allier]).

8086. — 4 novembre 1978. — **M. Pierre Goldberg** expose à **M. le ministre de l'éducation** la situation déplorable de l'école enfantine de Trévol (Allier). Dans un bungalow préfabriqué de 55 mètres carrés, installé au fond d'une cour en pente, sont réunies trois sections d'une maternelle « moderne » sous la seule garde d'une institutrice et d'une femme de service : pas de place pour laisser les petits se reposer et les grands travailler, des water-closets précaires, non chauffés, au grand air. Par contre, l'été, il fait 35 °C à l'intérieur de la pièce, ce qui oblige l'institutrice à faire sortir tout le monde dehors. L'effectif est de 37 élèves, mais si l'école présentait des conditions normales, les familles hésiteraient moins à y laisser leurs enfants, et cette année, l'effectif potentiel s'élevait à 64. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation et quels sont ses projets concernant l'école enfantine de Trévol afin d'assurer le bon fonctionnement du service public de l'éducation dans cette localité.

Emploi (femmes).

8087. — 4 novembre 1978. — **Mme Hélène Constans** signale à **Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine,** un cas flagrant de discrimination à l'égard des femmes à la recherche d'un emploi. (Il a fait l'objet d'un article dans un quotidien régional et d'un autre dans un quotidien parisien.) Une femme mariée, mère de trois enfants, écrit à un employeur sur la foi d'une annonce. Elle reçoit la réponse suivante :

« Madame. Je suis pantois.

« Vous vous consacrez déjà :

« A votre époux	1
« A vous-même	1
« A vos enfants	3
« Total	5

« Et vous souhaiteriez vous consacrer en plus :

« A mes clients	65
« Total	70

« A votre patron (à moi-même ? ? ?).

« Horaire de la semaine : 24 × 7 = 168 heures.

« Comme dit ma fille qui est étudiante : c'est ça l'amour ? ? ? C'est ça la famille ? C'est dingue... (! ! !) (langage étudiant). Madame, je vous en prie : occupez-vous de votre foyer... et de vos enfants : merci. Respectueuses salutations. »

L'employeur potentiel a ajouté à la main : « M. Michel Debré vous dira : vous êtes l'avenir de la France ! Et il a raison ! Et je vous félicite. »

En dehors de toute considération sur le style de cette lettre, il s'agit d'une atteinte absolument illégale au droit du travail des femmes et d'une discrimination fondée sur le sexe du demandeur d'emploi. Elle lui demande donc de prendre les mesures qui s'imposent dans ce cas précis et de recommander l'application des sanctions prévues par le code pénal (art. 416) dans tous les cas similaires.

Education physique et sportive
(suppression d'un poste de maître-nageur à Limoges [Haute-Vienne]).

8088. — 4 novembre 1978. — **Mme Hélène Constans** signale à **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** que, du fait de la suppression d'un poste dans une piscine, 47 élèves d'une école primaire de Limoges (école R.-Blanchot-Sud) ne peuvent plus bénéficier de séances de natation depuis octobre. Ce poste de maître-nageur était occupé par un enseignant d'EPS détaché par la direction départementale de la jeunesse et des sports, qui a été affecté à un établissement scolaire à la suite des directives ministérielles de septembre 1978. Elle proteste contre cette suppression qui prive de natation des enfants d'une cité HLM, donc de milieux modestes, et lui demande de rétablir ce poste.

Commerce de détail
(gérance des magasins à succursales multiples.)

8089. — 4 novembre 1978. — **M. Vincent Porelli** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des gérants des magasins à succursales multiples. Ces derniers travaillent en coopération avec leurs épouses. Or, celles-ci qui collaborent à la bonne marche du commerce onze heures ou douze heures par jour à raison de six jours par semaine ne sont pas payées. Leur présence est d'autant plus indispensable qu'un homme seul ne peut être en contact avec la clientèle, réceptionner, contrôler la marchandise et faire la comptabilité. C'est pourquoi se pose la question de la cogérance avec salaire double pour les maisons de succursales multiples concernant les magasins de proximité. Certes, la loi du 3 juillet 1944 (gouvernement de Vichy) organise des contrats, mais, compte tenu que depuis ce sont les femmes qui doivent se porter caution garante pour le mari alors qu'elles n'ont pas d'avantages sociaux, il n'est pas concevable de laisser la situation en son état. J'ajoute que pour qu'elles puissent bénéficier d'avantages sociaux, il faudrait qu'un certain chiffre d'affaires soit atteint, ce qui ne peut matériellement jamais être le cas. C'est pourquoi il demande quelles dispositions il compte prendre pour permettre de reviser le code du travail dans le sens d'une cogérance avec salaire double pour les maisons de succursales multiples concernant les magasins de proximité.

Taxe professionnelle (transports maritimes).

8090. — 4 novembre 1978. — **M. Vincent Porelli** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les incidences pour les collectivités locales de la modification du régime fiscal applicable aux navires. Les villes portuaires étant directement intéressées par les conséquences de cette modification, il lui demande de lui faire connaître les modalités d'application de la taxe professionnelle calculée sur le tonnage des marchandises déchargées et chargées et sur le transport des passagers. Il lui demande plus particulièrement de préciser les modalités de la répartition par les armements du montant d'un dixième de la valeur locative de leur flotte entre toutes les communes portuaires, quel est l'organisme qui sera chargé du calcul du montant de la taxe professionnelle à payer pour chaque navire et si un régime particulier sera appliqué pour les ports autonomes, compte tenu que leur compétence peut s'étendre à plusieurs villes portuaires.

Entreprises industrielles et commerciales
(entreprise produisant des compresseurs et des outils pneumatiques).

8091. — 4 novembre 1978. — **M. Marcel Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation d'une entreprise régionale qui emploie 640 personnes. Il lui signale que cette entreprise produits des compresseurs et des outils pneumatiques. Dès sa prise de contrôle par un groupe allemand, 50 licenciements ont été annoncés. Ils menacent les services Etudes, recherches et commerciaux, ce qui mettra en péril la production et, par conséquent, les emplois. Il lui précise que la procédure de licenciements sera engagée aussitôt qu'interviendra l'accord de son ministère. Il y a déjà eu 320 licenciements ainsi que plusieurs jours chômés suite à la fusion de 1971, financée par fonds publics. Depuis novembre 1977, l'effectif s'est encore réduit de 94 personnes ; celles-ci ont été conditionnées pour quitter l'entreprise. Il lui demande donc : s'il est conforme à l'intérêt national et aux travailleurs français qu'une importante commande de l'armée française, livrable sur cinq ans, ait permis, en septembre, à la presse allemande de souligner que ce groupe allemand réalisait de bonnes affaires ; si dans ces conditions il pense devoir autoriser ce groupe étranger à prendre le contrôle d'une entreprise française et à procéder aussitôt à son démantèlement par des licenciements touchant des services clés.

Entreprises industrielles et commerciales
(entreprise produisant des compresseurs et des outils pneumatiques).

8092. — 4 novembre 1978. — **M. Marcel Houël** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation d'une entreprise régionale qui emploie 640 personnes. Il lui signale que cette entreprise produits des compresseurs et des outils pneumatiques. Dès sa prise de contrôle par un groupe allemand, 50 licenciements ont été annoncés. Ils menacent les services Etudes, recherches et commerciaux, ce qui mettra en péril la production et, par consé-

quent, les emplois. Il lui précise que la procédure de licenciements sera engagée aussitôt qu'interviendra l'accord du ministère de l'industrie. Il y a déjà eu 320 licenciements ainsi que plusieurs jours chômés suite à la fusion de 1971, financée par fonds publics. Depuis novembre 1977, l'effectif s'est encore réduit de 94 personnes ; celles-ci ont été conditionnées pour quitter l'entreprise. Il lui demande donc : s'il est conforme à l'intérêt national et aux travailleurs français qu'une importante commande de l'armée française, livrable sur cinq ans, ait permis, en septembre, à la presse allemande de souligner que ce groupe allemand réalisait de bonnes affaires ; s'il trouve conforme à la législation qu'avant même que soit connue la décision du ministre de l'industrie, soit annoncée une vague de licenciements qui, en touchant des services clés, mettent en péril cette production française et l'emploi de 640 salariés.

Santé publique (dépenses en matière de santé).

8093. — 4 novembre 1978. — **M. Marcel Houël** fait part à **Mme le ministre de la santé et de la famille** de la vive inquiétude suscitée par les dernières décisions concernant les dépenses en matière de santé. Il lui précise que l'axe politique qu'elle entend suivre, dans ce domaine, laisse la porte ouverte à la rentabilité, au profit, avec tous les dangers que cela comporte, étant donné que ce seront encore les plus modestes, les personnes âgées, les infirmes, qui feront les frais de cette orientation. En effet, toute réduction sur le remboursement des soins à domicile sera durement ressentie par ces catégories économiquement faibles citées ci-dessus. Il attire son attention sur les conséquences qu'auront les pénalisations des indemnités journalières, par le biais d'une imposition des contribuables, qu'aura également la réduction des dépenses d'hospitalisation publique (qui sont passées de 35 p. 100 en 1975, à 16 p. 100 en 1977!), les 200 licenciements prévus et la suppression de 3 000 lits à l'assistance publique, touchant plus particulièrement les enfants. Il lui fait part de l'inquiétude des travailleurs à l'annonce du contrôle médical type « Sécurex », dont chacun connaît le caractère. Toutes ces graves mesures sur la santé auront de dures conséquences et renforceront encore l'inégalité dans ce domaine, avec toutes les répercussions qu'elles peuvent avoir à l'échelon national. Il lui demande donc quelles dispositions elle entend prendre, afin d'éviter ces mesures qui pénaliseront les plus défavorisés, les travailleurs, qui renforceront l'austérité en matière de santé, ce qui ne peut manquer d'avoir de graves répercussions.

Enseignement secondaire (LEP de Saint-Ouen [Seine-Saint-Denis]).

8094. — 4 novembre 1978. — **Mme Paulette Fost** expose à **M. le ministre de l'éducation** que deux postes d'enseignant pourraient ne pas être reconduits par le rectorat au LEP de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), pour la présente année scolaire. Il s'agit d'un poste de PCET de secrétariat de vingt heures et d'un groupement d'heures lettres/anglais (six heures de français, six heures d'anglais). La mise en application de ces mesures aurait des conséquences sérieuses : les emplois du temps des professeurs et des élèves devraient être modifiés. Il est déjà envisagé : de supprimer les heures de soutien en français qui permettaient aux enseignants de s'intéresser de manière individualisée aux élèves ayant des difficultés ; de passer outre aux textes réglementaires encore en vigueur et de permettre les dédoublements (pour les travaux pratiques) à partir de trente élèves au lieu des vingt-cinq prévus légalement ; de regrouper en enseignement général des sections de 3e année à vocations pourtant très différentes. Ainsi, en français, il est question de regrouper les élèves de 3e vente pour qui l'apprentissage de l'expression oral est fondamental avec les élèves de 3e sténo pour qui l'écrit est l'essentiel. En conséquence, elle lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour maintenir les deux postes en question.

Enseignement secondaire (LEP Marcel-Cachin à Saint-Ouen [Seine-Saint-Denis]).

8095. — 4 novembre 1978. — **Mme Paulette Fost** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés de fonctionnement du LEP Marcel-Cachin, situé à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Ce LEP compte actuellement 800 élèves, provenant d'une quarantaine de communes du département de la Seine-Saint-Denis, alors qu'il a été construit pour en accueillir 640. Il apparaît donc indispensable que les travaux d'agrandissement demandés depuis de nombreuses années soient entrepris à bref délai. L'établissement se compose de bâtiments en préfabriqué, déjà anciens, vétustes et inadaptés, voire même dangereux, et dans lesquels le chauffage reste insuffisant. Pour dix-huit divisions, il existe seulement sept salles de classe en dur. Toutes les classes sont naturellement surchargées (trente-quatre élèves chacune). En l'état actuel des choses, on relève : que six heures d'anglais ne sont pas assurées ; qu'un poste d'enseignement pratique cuisine n'est toujours pas pourvu ; que l'enseignement du dessin d'art est délaissé ; que deux millions d'anciens francs font défaut pour assurer le chauffage des locaux jusqu'au 31 décembre 1978 ; qu'il manque des heures d'EPS, que seules les filles ont des cours en vie familiale et sociale, alors que cette discipline figure à l'oral de l'examen. Le budget annuel du LEP reste le grand sujet de préoccupation. Il varie présentement entre 35 et 40 millions d'anciens francs, ce qui est nettement insuffisant pour assurer un enseignement de qualité. Il se répartit comme suit : chauffage : de 12 à 13 millions ; ateliers : de 14 à 15 millions ; crédits d'enseignement : 8 millions, soit 1 000 F par élève. Il est à noter que les crédits alloués par le conseil général de la Seine-Saint-Denis (10 millions d'anciens francs) ont investi pour la sécurité des ateliers. Il va de soi que les collégiens et l'association de parents d'élèves désirent vivement que des solutions rapides soient apportées à ces problèmes. Ils proposent, en outre, ceci afin que les élèves soient à même d'étudier dans les meilleures conditions : l'amélioration des conditions de travail ; une augmentation sensible des crédits alloués au chauffage et à l'achat d'outillage ; l'achat de matières premières en quantité suffisante ; la construction de nouveaux locaux, ceux existants s'avérant insuffisants, dans lesquels devraient être prévus une salle de permanence et un foyer socio-éducatif ; un aménagement des horaires (avec le transport, la journée d'études varie actuellement entre treize et quinze heures) ; l'aménagement de vestiaires ; la délivrance immédiate des diplômes obtenus l'année dernière, afin que les élèves reçus puissent justifier de leur qualification ; le maintien du certificat d'aptitude professionnelle en trois ans ; une prime de rentrée scolaire ; la création de classes d'adaptation à proximité, c'est-à-dire dans le département de la Seine-Saint-Denis, pour pouvoir poursuivre des études après le certificat d'aptitude professionnelle ; une véritable orientation scolaire et non une ségrégation ; le libre accès des jeunes filles dans tous les secteurs d'enseignement. En conséquence, elle lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour régler les problèmes en suspens dans l'établissement et pour que les revendications citées ci-dessus soient reçues favorablement.

Handicapés (travailleurs des ateliers de l'Association des paralysés de France).

8096. — 4 novembre 1978. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des travailleurs handicapés, rémunérés par les ateliers de l'Association des paralysés de France, et plus particulièrement en ce qui concerne les travailleurs ayant un emploi à domicile et à mi-temps. En effet, ces travailleurs handicapés se voient imposer une cadence de production très élevée pour un salaire d'environ 600 francs par mois, somme obligatoire pour avoir droit au complément de salaire mi-temps attribué par le ministère du travail. Or ce complément est versé d'une manière très irrégulière par le ministère aux directeurs des ateliers de l'APF et les travailleurs handicapés doivent parfois attendre plusieurs mois avant de pouvoir le percevoir. Il en est de même pour ceux dont le mi-temps est pris en charge par la sécurité sociale et qui doivent percevoir en complément des indemnités journalières. Ces retards laissent les travailleurs handicapés dans des situations financières très sérieuses si l'on tient compte des salaires très bas qu'ils touchent pour un travail sensiblement égal à ceux d'ouvriers d'usine. En conséquence, M. Georges Marchais demande à Mme le ministre de la santé et de la famille et à M. le ministre du travail et de la participation les mesures qu'ils comptent prendre pour que les salaires de ces travailleurs suivent ceux de l'ensemble des salariés dans une même profession ainsi que celles permettant que les compléments qui leur sont dus soient versés régulièrement.

Handicapés (travailleurs des ateliers de l'Association des paralysés de France).

8097. — 4 novembre 1978. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des travailleurs handicapés, rémunérés par les ateliers de l'Association des paralysés de France, et plus particulièrement en ce qui concerne les travailleurs ayant un emploi à domicile et à mi-temps. En effet, ces travailleurs handicapés se voient imposer une cadence de production très élevée pour un salaire d'environ 600 francs par mois, somme obligatoire pour avoir droit au complément de salaire mi-temps attribué par le ministère du travail. Or ce complément est versé d'une manière très irrégulière par le ministère aux

directeurs des ateliers de l'APF et les travailleurs handicapés doivent parfois attendre plusieurs mois avant de pouvoir le percevoir. Il en est de même pour ceux dont le mi-temps est pris en charge par la sécurité sociale et qui doivent percevoir en complément des indemnités journalières. Ces retards laissent les travailleurs handicapés dans des situations financières très sérieuses si l'on tient compte des salaires très bas qu'ils touchent pour un travail sensiblement égal à ceux d'ouvriers d'usine. En conséquence, M. Georges Marchais demande à Mme le ministre de la santé et de la famille et à M. le ministre du travail et de la participation les mesures qu'ils comptent prendre pour que les salaires de ces travailleurs suivent ceux de l'ensemble des salariés dans une même profession ainsi que celles permettant que les compléments qui leur sont dus soient versés régulièrement.

Sécurité sociale (médecins conseils).

8098. — 4 novembre 1978. — **M. Maurice Cornette** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que les dispositions du décret n° 69-505 du 24 mai 1969 fixant le statut des praticiens conseils chargés du service du contrôle médical du régime général de la sécurité sociale ont prévu que ces praticiens conseils ne doivent pas avoir atteint leur cinquantième anniversaire au moment de leur recrutement. Parallèlement, et aux termes de l'arrêté du 19 janvier 1977 relatif aux conditions d'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de praticien conseil chargé du service de contrôle médical du régime général de sécurité sociale, les candidats à cet emploi doivent être âgés de moins de quarante-huit ans à la date d'ouverture des concours. Contrairement aux mesures appliquées généralement en ce qui concerne les modalités de recrutement dans l'administration, il n'est pas prévu que ces limites d'âge puissent être prolongées en raison du temps de service militaire ou des charges de famille des candidats à l'emploi. Il lui demande en conséquence que des dispositions soient prises, complétant les textes précités et permettant aux praticiens désirant faire partie du corps des praticiens conseils chargés du service du contrôle médical du régime général de la sécurité sociale de bénéficier des dérogations aux limites d'âge fixées dans des conditions identiques à celles appliquées d'une façon générale aux candidatures aux emplois de la fonction publique, des collectivités locales et des secteurs nationalisés.

Résistants (victimes de diffamations).

8099. — 4 novembre 1978. — **M. Emile Jourdan** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** le vœu largement exprimé de voir les associations de résistants et victimes du nazisme recevoir la possibilité d'agir en justice contre les diffamateurs et insulteurs de la résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis. Il lui demande quels motifs s'opposent à ce que ce droit — à juste titre accordé aux associations de lutte contre le racisme — soit élargi en l'espèce.

Postes (Grenoble [Isère] : direction opérationnelle des postes).

8100. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les menaces de suppression pesant sur la direction départementale des postes de Grenoble. En effet, la suppression à terme de ce service a déjà été annoncée. La disparition de la DOP entraînerait la suppression de cent emplois dans l'agglomération grenobloise, alors même que déjà les effectifs en personnel sont notoirement insuffisants, ce qui explique d'ailleurs la dégradation sensible de ce service public depuis plusieurs années. Ainsi, dans le département de l'Isère, la création de plusieurs centaines de postes serait nécessaire pour que les services puissent retrouver un fonctionnement donnant toute satisfaction. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que les cent emplois entraînés par la création de la DOP à Grenoble soient intégralement maintenus et que, plus généralement, l'administration des postes dispose enfin des moyens nécessaires à son bon fonctionnement.

Déportés et internés (dispensaires).

8101. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation qui est faite au dispensaire de l'association des déportés et internés, résistants et patriotes, situé 10, rue Leroux, à Paris (16e). Il lui fait remarquer que ce dispensaire de médecine sociale sans but lucratif créé par l'association lors du retour des camps de concentration et répondant à un besoin indispensable à la santé des rescapés de la mort lente a rendu depuis lors et rend encore d'immenses services. Il constate que pour maintenir son existence, les déportés et internés ont consenti d'importants sacrifices financiers, tout particulièrement dans les dix dernières années, en augmentation constante. Il souligne que, dans la situation actuelle, la fermeture du dispensaire ne pourra être évitée à court terme qu'aux conditions suivantes : *a*) revalorisation substantielle des lettres-clés ; *b*) suppression totale des abattements sur le prix des actes ; *c*) prise en charge par la sécurité sociale des frais administratifs occasionnés par l'application du tiers payant. Il lui demande donc quelles dispositions elle compte prendre pour donner le moyen de vivre à ce dispensaire dont la survie est ressentie par les anciens déportés et internés comme une absolue nécessité en raison de la qualité et de la spécificité des soins prodigués.

Marchés (commerçants non sédentaires).

8102. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation précaire dans laquelle se trouve la profession du commerce des marchés de France. Depuis des années, cette profession demande sa reconnaissance officielle par l'adoption d'un statut du commerce non sédentaire, avec entre autres la création d'une carte d'identité professionnelle du commerce non sédentaire et la mise en vigueur d'un règlement type de marchés pour toutes les communes du territoire national, etc. Ces revendications ont d'ailleurs été déposées auprès de M. le Président de la République, de M. le Premier ministre et de M. le ministre du commerce. Or, à ce jour, aucune décision n'est encore intervenue sur l'ensemble de ces questions. Compte tenu du rôle important que joue dans l'activité économique le commerce non sédentaire, la réglementation de cette profession demandée depuis des années par les intéressés s'avère urgente. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que les textes réglementant l'activité de cette profession indispensable à l'économie puissent être rapidement mis au point en concertation avec la profession et publiés dans les meilleurs délais.

Société nationale des chemins de fer (lignes Grenoble — Paris).

8103. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les nombreux inconvénients que présentent pour les usagers de la SNCF les nouveaux horaires de la ligne Paris — Grenoble, inconvénients qui ont déjà soulevé, d'ailleurs, une légitime protestation. En particulier, le « Grenoble — Paris » du matin ne s'arrête plus à 7 h 20 en gare de La Tour-du-Pin, pourtant sous-préfecture du département de l'Isère. Environ soixante personnes sont concernées par cette suppression et doivent partir au train de 6 h 58 qui ne laisse que trois minutes à Lyon pour effectuer le changement de quai. Les usagers de ce train ont, à plusieurs reprises, manifesté sur la voie, obligeant le train à s'arrêter. Ces jours-là, à Lyon, il n'y avait pas plus de deux ou trois minutes de retard sur l'horaire prévu. Ce qui démontre bien que l'arrêt de La Tour-du-Pin est possible sans grande perte de temps. Par ailleurs, deux trains partant de Paris dans l'après-midi et joignant Lyon et Grenoble ont été supprimés le samedi uniquement, provoquant une gêne certaine pour tous ceux qui veulent rejoindre les Alpes en fin de semaine. Enfin, la commune de Saint-André-le Gaz, gare importante puisqu'à l'intersection des lignes Lyon — Grenoble et Lyon — Chambéry, n'a plus de liaison le matin avec La Tour-du-Pin, ville sous-préfecture, et Bourgoin-Jallieu, ville siège du tribunal de grande instance. Les trains passant vers 8 heures le matin ne s'arrêtent pas aux trois gares, n'en desservant qu'une ou deux, ce qui est une gêne certaine pour de nombreux usagers, en particulier les retraités, les mères de famille et les lycéens. Des commerçants signalent également d'importants retards dans la livraison des colis-express qui ne sont plus déposés en gare de Saint-André-le-Gaz, mais livrés par le Sernam, par camion, avec de plus grands délais. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à cette situation dans les meilleurs délais et permettre aux usagers d'utiliser le service public dans de meilleures conditions.

Enseignement supérieur (Grenoble [Isère] : centre interuniversitaire de calcul).

8104. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les graves difficultés que connaît le centre interuniversitaire de calcul de Grenoble (CICG). En particulier, les personnels sont employés dans des conditions particulièrement précaires et ne correspondant pas à leur qualification. Depuis longtemps, le personnel demande des mesures de reclassement et d'intégration, mais, jusqu'à ce jour, aucune décision

n'est encore intervenue. Pourtant, ces revendications apparaissent parfaitement légitimes puisqu'il s'agit : 1° du paiement intégral des salaires des sept personnes qui demandent la reconnaissance de la classification à laquelle ils ont droit de par leur fonction : depuis trois mois, certains subissent une baisse de salaire pouvant atteindre un tiers du montant précédemment prévu ; 2° du reclassement des dix personnes ayant droit, de par leur diplôme ou leur fonction, à bénéficier des classifications reconnues pour les personnels informatiques ; 3° de l'intégration de tout le personnel hors-statut sur des postes d'Etat correspondant à leur travail (vingt-cinq personnes). Par ailleurs, un certain nombre de problèmes matériels pressants se posent en ce qui concerne en particulier le changement des matériels devenus vétustes, le schéma directeur des équipements informatiques, etc. Compte tenu de l'importance du CICG pour l'ensemble de la communauté scientifique régionale et nationale, il apparaît urgent que des solutions satisfaisantes interviennent en concertation étroite avec le personnel sur ces différents points, afin d'assurer l'avenir de ce centre. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce sens.

Enseignement secondaire (Le Pont-de-Claix [Isère] : collège Le Moucherotte).

8105. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation particulièrement difficile que connaît le collège Le Moucherotte de Pont-de-Claix depuis la rentrée 1978. L'administration a refusé la création d'une classe à effectif réduit indispensable pour remettre à niveau certains élèves de cinquième en situation d'échec scolaire généralisé. L'enseignement de la musique, du dessin et des travaux manuels n'est pas assuré dans de très nombreuses classes, y compris en sixième et en cinquième, faute de création de postes nécessaires. Compte tenu de l'effectif important de la demi-pension, un demi-poste de surveillant supplémentaire s'avère nécessaire. L'établissement ne dispose pas des moyens nécessaires en salle spécialisée et en matériel pour assurer efficacement l'enseignement scientifique en sixième et en cinquième prévu par la réforme de l'enseignement. Enfin, les cours de soutien ne peuvent s'effectuer qu'en amputant l'horaire des cours dispensés à l'ensemble de la classe. Tout cela concourt à une dégradation sensible des conditions d'enseignement malgré le dévouement des enseignants. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre dans les meilleurs délais pour apporter des solutions satisfaisantes aux différents problèmes posés en dotant le collège Le Moucherotte de Pont-de-Claix des moyens indispensables, tant sur le plan humain que matériel, à son fonctionnement satisfaisant.

Etudiants (Grenoble [Isère] : difficultés de logement).

8106. — 4 novembre 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les très grandes difficultés que rencontrent cette année les étudiants grenoblois pour trouver un logement. Près de 1 200 dossiers de demandes de chambres en cités universitaires sont actuellement en attente au centre régional des œuvres universitaires, et les différents services s'occupant du logement des étudiants sont littéralement submergés de demandes. Pour près de 30 000 étudiants, Grenoble ne compte que 5 367 chambres en résidences universitaires et plusieurs milliers d'étudiants doivent donc se loger par leurs propres moyens dans le secteur privé et ce, à des prix dépassant le plus souvent leurs possibilités financières. Cette situation de crise aiguë du logement étudiant rend urgent la construction de chambres de cités universitaires tant à Grenoble que dans les autres centres universitaires de l'académie de Valence, Annecy et Chambéry. A Grenoble, en particulier, la construction d'une cité pour couples et d'un troisième bâtiment de 400 chambres prévu initialement à la résidence universitaire de Condillac doit être envisagée dans les meilleurs délais. Il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre en ce sens.

Pensions de retraite civiles et militaires (indemnité spéciale temporaire).

8108. — 4 novembre 1978. — **M. Pierre Girardot** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conditions d'octroi de l'indemnité spéciale temporaire en faveur des titulaires de pensions civiles et militaires résidant dans un territoire relevant du ministère de la France d'outre-mer lors de la publication des décrets n° 52-1050 du 10 septembre 1952 et n° 54-1293 du 24 décembre 1954. Pour les pensionnés français non visés par l'article 71 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 ou le décret n° 71-915 du 8 novembre 1971, résidant dans les territoires devenus indépendants, l'indemnité a été maintenue puis supprimée. Compte tenu du coût de la vie dans ces pays, la suppression de l'indemnité spéciale temporaire constitue un réel préjudice pour ceux qui en bénéficiaient auparavant. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il entend prendre pour que son versement soit à nouveau assuré aux intéressés.

Carte nationale d'identité (renouvellement).

8109. — 4 novembre 1978. — **M. Edmond Garcin** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'un Français a sollicité à la mairie de son domicile le renouvellement, par suite d'un changement d'état civil (jugement rendu par le tribunal de grande instance de son domicile), de sa carte nationale d'identité en cours de validité. Outre les pièces habituelles exigées, notamment d'état civil, et nonobstant la production de la carte nationale d'identité à renouveler, l'intéressé, à la demande de la préfecture, a produit un certificat de nationalité française délivré par le juge d'instance, lui reconnaissant la nationalité française, en vertu du code de la nationalité. La préfecture a avisé le demandeur que ses services « procèdent à une vérification » sur sa possession d'état de Français, auprès de la chancellerie. Alors qu'aux termes de l'article 150 du code de la nationalité, le certificat de nationalité française délivré par le juge d'instance fait foi, jusqu'à preuve du contraire, et sa validité ne peut être contestée qu'en justice. Il demande : 1° si les pièces fournies, notamment le certificat de nationalité française, ne doivent pas suffire, pour le renouvellement, par suite de changement d'état civil, de la carte nationale d'identité d'ailleurs en cours de validité ; 2° s'il en résulte, dans l'affirmative, que l'autorité administrative est tenue de délivrer la carte nationale d'identité ; 3° s'il est prévu, en matière de délivrance de carte nationale d'identité, une « vérification ou un contrôle », par la préfecture, d'un document, en l'occurrence un certificat de nationalité, délivré, en vertu du code de la nationalité française, par une autorité de l'ordre judiciaire. Dans l'affirmative, quelles sont les références des textes accordant ainsi cette possibilité aux préfets.

Valeurs mobilières (valeurs de la zone franc).

8110. — 4 novembre 1978. — Certains détenteurs de compte d'épargne à long terme ont constaté, sur le relevé des valeurs qui leur est adressé par l'établissement de crédit qui détient leurs titres et gère leurs comptes bloqués où sont inscrites ces valeurs, qu'au cours de l'année 1978 les titres dits de la zone franc avaient changé de rubrique, passant des valeurs françaises aux valeurs étrangères. Il en est de même pour une valeur, comme les « plantations des terres rouges », inscrite à la cote officielle des agents de change de Paris comme valeur française, qui, à la suite du changement de statut du territoire des Afars et des Issas, a été portée sans publicité sur la liste des valeurs étrangères pour l'évaluation des CELT sans que la chambre syndicale des agents de change ait fait passer cette valeur dans la liste des valeurs étrangères. **M. Jacques Marette** demande à **M. le ministre de l'économie** si des instructions ont été données pour que, dans le cadre de la législation des CELT, les valeurs de la « zone franc » soient considérées comme des valeurs étrangères bien que bénéficiant du crédit d'impôt français, ou si ce classement est dû à l'initiative de certains établissements de crédit. Dans le cas où des instructions ont été données, M. Marette souhaiterait connaître la liste des valeurs qui doivent être désormais considérées comme valeurs étrangères, selon la législation des CELT, après avoir été entièrement considérées comme valeurs françaises. M. Marette demande à M. le ministre de l'économie de publier un communiqué afin que les détenteurs de CELT soient informés de ce changement de classification et que des instructions soient données aux établissements gérants de CELT pour qu'une tolérance soit laissée aux titulaires de comptes de cette nature jusqu'au 1er janvier 1979 afin de liquider les valeurs en question qui déséquilibreraient leur portefeuille et risqueraient de les faire considérer comme ne correspondant plus aux normes légales, c'est-à-dire comportant au moins 50 p. 100 de valeurs françaises.

Racisme (Déclarations d'un ancien commissaire aux questions juives du gouvernement de Vichy.)

8111. — 4 novembre 1978. — Dans une interview recueillie par un journaliste de l'*Express*, en Espagne où il est en exil depuis la Libération, M. Louis Darquier dit de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives du gouvernement de Vichy, a déclaré, en réponse à une question sur ses rapports avec la représentation diplomatique française en Espagne : « Jusqu'à un passé récent,

j'ai toujours entretenu les meilleures relations avec l'ambassade de France à Madrid. Nous nous voyions souvent, j'assistais à leurs réceptions. » **M. Jacques Marette** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de faire effectuer une enquête pour déterminer si les déclarations de ce condamné à mort par contumace sont exactes, et connaître les noms des diplomates français assez inconscients pour avoir pu entretenir des relations suivies avec un criminel condamné par les tribunaux français et inviter celui-ci aux réceptions de l'Ambassade de France. Devant l'indignation de l'opinion publique, suscitée par les déclarations de M. Louis Darquier, M. Marette souhaiterait que les résultats de l'enquête à laquelle pourrait procéder l'inspection générale des postes diplomatiques soient rendus publics, et que, si les faits rapportés par l'ancien commissaire aux questions juives du gouvernement de Vichy sont exacts, les diplomates, quel que soit leur rang, qui auraient entretenu des relations avec cet individu, soient l'objet de sanctions sévères et publiques.

Syndicats professionnels (Police).

8112. — 4 novembre 1978. — **M. Charles Deprez** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il estime normal que, dans un tract diffusé à la population, certains syndicats de la police nationale mettent en cause les décisions du Gouvernement et portent un jugement sur une sanction prise à l'égard d'un haut fonctionnaire, assorti d'un commentaire irrévérencieux à l'égard du Président de la République Dans la négative, il demande quelles sanctions il compte prendre pour éviter le renouvellement de ces regrettables abus.

Emploi (Richemont [Moselle] : centrale de la Société Sacilor).

8113. — 4 novembre 1978. — **M. César Depietri** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la centrale de Richemont en Moselle qui voit son avenir et celui de ses 480 travailleurs sérieusement compromis. Cette centrale appartient à la société sidérurgique Sacilor et produit de l'électricité à partir du gaz de haut-fourneau pour 80 p. 100 et à partir du charbon des HBL pour 20 p. 100, soit 300 000 tonnes par an. Elle fournit son électricité aux usine sidérurgiques de la région. Du fait de l'utilisation du gaz de haut-fourneau qui, sans cela serait brûlé dans l'atmosphère, cette centrale économise l'équivalent d'environ 500 000 tonnes de fuel, soit 200 millions de francs de devises. Comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises, il n'est pas inutile de le rappeler à nouveau au moment où les pouvoirs publics parlent tant d'économie d'énergie. Malgré cela, elle est menacée en partie à court terme avec l'annonce du licenciement de 200 ouvriers, cadres et techniciens qui vient d'être faite et en totalité à moyen terme. Cette centrale construite en 1950 n'a jamais été modernisée et arrive à bout de souffle. Aussi il lui demande ce qu'il compte faire : pour programmer enfin sa modernisation ; pour garantir à l'ensemble du personnel le maintien de son emploi ; pour envisager le statut EDF à ce personnel.

Développement industriel et scientifique (Institut de la Recherche de la Sidérurgie).

8114. — 4 novembre 1978. — **M. César Depietri** expose à **M. le ministre de l'industrie** que pour permettre à la sidérurgie française de rechercher les moyens d'améliorer la qualité de ses aciers, d'économiser l'énergie et les matières nécessaires à leur fabrication comme à celle de la fonte, il est important de développer encore nos recherches dans tous les domaines. Dans ce but, il a été créé dans notre pays il y a 30 ans un Institut de la Recherche de la Sidérurgie (IRSID) qui possède deux établissements, l'un à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), l'autre à Maizières-les-Metz (Moselle) avec un effectif total de 550 personnes environ pour un budget annuel d'environ 100 millions. Ces deux établissements, qui ont d'ailleurs un rayonnement international, ont, grâce à leurs recherches, abouti dernièrement à d'intéressantes améliorations du prix et de la qualité de nos aciers. En voici quelques exemples : l'étude et le contrôle des réactions chimiques dans le haut fourneau ont permis une économie de coke substantielle : 15 kg/t de fonte produite ; les études en coulée continue ont permis d'étendre la gamme des produits qui peuvent être coulés de cette manière. Ce mode de coulée permet de gagner 100 F par tonne d'acier produite ; la technique du laminage à température contrôlée permet à la France de bien se placer sur un marché international en plein développement... Cet Institut de Recherche est financé par les sociétés sidérurgiques dont la cotisation obligatoire est contrôlée par l'Etat, par la CECA pour 10 p. 100 et par l'Etat pour 3 p. 100. Or, depuis 1975 les cotisations des sociétés sidérurgiques ont chuté de 18 p. 100. Cela freine inévitablement l'activité de cet institut au détriment de la sidérurgie française. Il est bon de rappeler que les sociétés sidérurgiques françaises ont reçu et reçoivent de très importants fonds publics. Il serait donc souhaitable que ces fonds servent au développement de la recherche. Il est bon aussi de rappeler que la France est l'un des pays industriels les plus développés qui consacre le moins d'effort financier pour la recherche sidérurgique. Le Japon utilise 1,4 p. 100 de son chiffre d'affaires, les USA 0,7 p. 100, la RFA 0,7 p. 100 alors que la France n'en consacre que 0,4 p. 100. Or, malgré cela, et grâce à la qualité et aux efforts des travailleurs de l'IRSID les résultats sont supérieurs à d'autres pays dans beaucoup de domaines. Aussi, il lui demande ce qu'il compte faire pour : exiger des sociétés sidérurgiques le respect des cotisations antérieures à 1975 ; aider plus efficacement encore cet institut à se développer dans l'intérêt du pays et de son indépendance nationale.

Impôts locaux (taxe foncière).

8115. — 4 novembre 1978. — **M. Vincent Ansquer** s'étonne auprès de **M. le ministre du budget** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 1851 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée Nationale du 24 mai 1978 (p. 1969). Plus de cinq mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui rappelle que les maisons individuelles ou collectives qui remplissent les conditions prévues à l'article 153 du code de l'urbanisme et de l'habitation sont exonérées de la taxe foncière pendant un délai de quinze ans à compter de l'année qui suit celle de l'achèvement des travaux (article 1384 du code général des impôts). Pour être exonérés, les locaux doivent remplir deux conditions : être affectés à l'habitation principale et être conformes aux règles prévues pour les HLM tant en ce qui concerne leur construction et leur destination que leurs modalités de financement. Ainsi, lors de la suppression de l'exonération de la taxe foncière pour les logements construits au titre de l'habitation principale, cet avantage a été maintenu lorsque le constructeur faisait appel aux crédits HLM : c'est par exemple le cas pour les sociétés de crédit immobilier. A l'époque, les constructeurs, par manque d'information, n'ont souscrit aucune déclaration ni demande d'exonération. Actuellement, ils reçoivent des mises en recouvrement et, à leur demande d'exonération de la taxe foncière, il est répondu que, pour en bénéficier, le propriétaire doit souscrire dans les quatre mois de la date d'ouverture des travaux une déclarartion 1001 *bis* et que la production tardive de cette demande limite le bénéfice de l'exemption, qui ne peut être accordée qu'à compter du 1er janvier de l'année suivant celle de la souscription. Cette réponse est faite alors que l'administration fiscale n'a rien réclamé aux intéressés depuis quelques années. Il lui fait observer que les constructeurs qui font appel aux crédits HLM sont généralement de condition modeste et se trouvent pénalisés par ce refus d'exonération alors qu'ils ont été orientés vers ce mode de financement pour être dispensés de la taxe foncière. Les sociétés de crédits HLM n'ont pas précisé aux constructeurs qu'ils devaient souscrire la déclaration 1001 *bis*. M. Ansquer demande à M. le ministre du budget de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour assouplir les conditions d'exonération de la taxe foncière dans des situations analogues à celle qu'il vient de lui exposer.

Bourse de commerce (Marchés à terme).

8116. — 4 novembre 1978. — **M. Vincent Ansquer** demande à **M. le ministre de l'économie** quelle politique le Gouvernement entend mener au regard des marchés à terme en général et plus particulièrement de la bourse de commerce de Paris. Alors que Londres ouvre de nouveaux marchés (sucre blanc, aluminium) et que d'autres capitales font preuve d'un grand dynamisme dans un domaine qui touche les principales matières premières, il semble que la France porte peu d'intérêt au développement des marchés à terme. M. Vincent Ansquer rappelle qu'une étude a d'ailleurs été réalisée à ce sujet. C'est pourquoi il demande si le Gouvernement a réellement la volonté d'encourager l'ouverture de nouveaux marchés à terme (céréales, métaux) et de faire en sorte que Paris figure aux tous premiers rangs des grandes places de transactions internationales.

Aliments du bétail (prix de revient).

8117. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Pierre Bechter** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés rencontrées par les industries de l'alimentation du bétail. Ces difficultés sont conséquentes du fait du prix de revient élevé des aliments, ce prix de revient découlant : 1° des prix des céréales

dont les cours sont défendus par des producteurs tout puissants ; 2° des prix des tourteaux qui augmentent, et ce malgré la faiblesse du dollar ; 3° des charges d'exploitation en constante progression. Les éleveurs de porcs ne peuvent donc pas trouver des aliments à des prix correspondant aux baisses de cette viande (nées de la concurrence démentielle des pays de la CEE). Cela conduit à une situation où la France exporte pour faire des devises et soutenir le marché des céréales et importe le produit transformé, donc revalorisé, qui revient meilleur marché chez nos partenaires bénéficiaires en plus de montants compensatoires. M. Jean-Pierre Bechter pense que, s'il doit y avoir la libre circulation des produits, il devrait également y avoir : — abolition pure et simple de tout montant compensatoire parfaitement injustifié ; — la recherche de solutions originales : ainsi ne serait-il pas possible d'amener les industries de salaisons à conclure des marchés préférentiels avec les producteurs français tenant compte de leur coût réel de production (très facile à déterminer mois par mois), le FORMA compensant ces mêmes industries des différences trop flagrantes des prix du marché. M. Jean-Pierre Bechter demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire tenir son sentiment sur ces deux propositions.

Education physique et sportive (centre d'éducation physique spécialisée de Tulle).

8118. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Pierre Bechter** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,** sur l'incertitude et l'émoi que provoque la fermeture prévue à la fin de la présente année scolaire du centre d'éducation physique spécialisée de Tulle. Outre que cette fermeture prive un certain nombre d'élèves du secteur primaire de l'éducation spécialisée que nécessite leur état (déficiences morphologiques, ou physiologiques légères et d'ordre psychomoteur, notamment les débilités motrices et inadaptations scolaires ou sociales) et en particulier les élèves des classes de perfectionnement, un double problème d'emploi naît de cette situation. D'une part, le titulaire actuel du poste sera, lors de la suppression de centre, à neuf mois de la retraite ; d'autre part, un jeune professeur d'EPS solliciterait cet emploi, mais sa candidature doit être déposée en janvier 1979. M. Jean-Pierre Bechter demande donc à M. le ministre de la jeunesse, des sports, et des loisirs que des engagements précis de son administration soient connus avant la fin de l'année 1978.

Travailleurs étrangers (foyers-hôtels de la Sonacotra).

8119. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Pierre Delalande** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des foyers-hôtels pour travailleurs immigrés gérés par la Sonacotra. Depuis trois ans, un conflit lui oppose un nombre croissant de ceux qu'elle loge, actuellement 17 000 travailleurs sur 70 000. Cette grève du paiement des loyers, doublée naturellement du non-paiement des impôts locaux, ne peut que s'étendre car, en général, ceux qui se sont joints à cette grève l'ont fait en toute impunité. Le total des impayés pourrait atteindre, si rien n'est fait, 80 millions de francs en décembre prochain. Ainsi, non seulement la Sonacotra, société d'économie mixte, ne gagne pas d'argent, mais elle ne survit que grâce aux aides publiques qu'elle reçoit, et leur montant s'accroît d'année en année de façon exorbitante. En 1977, l'Etat et le fonds d'action sociale, donc les contribuables, ont dû lui verser 70 millions de francs. Du fait de l'introduction dans les foyers-hôtels en grève d'éléments marginaux, les déprédations, l'agitation, les trafics de toutes sortes vont croissants, mettant en danger la sécurité du personnel de gestion. De nombreux directeurs de foyers-hôtels vivent désormais sous la menace permanente de représailles. La prolongation d'une telle situation, due au laxisme des autorités responsables peut être lourde de conséquence. La grève des loyers est, par ailleurs, scandaleuse vis-à-vis de ceux qui, malgré les pressions, continuent à payer. Elle l'est aussi vis-à-vis des émigrés qui, ne logeant pas dans les foyers, ne bénéficient ni des mêmes prestations, ni d'aucune subvention. Un des résultats évidents de cette grève est de mettre en péril l'effort entrepris pour améliorer les conditions de logement des travailleurs migrants. Deux mille salariés des foyers-hôtels se trouvent désormais dans une situation préoccupante, les constructions de nouveaux logements risquent d'être arrêtés. Il est donc grand temps de trouver une solution afin que la sécurité revienne et que les travailleurs immigrés qui viennent en France y trouvent, lorsqu'ils sont seuls et déracinés, des centres d'accueil calmes et organisés. Le 28 juin 1978, M. le secrétaire d'Etat déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale : « J'ai choisi une politique conservatoire et de conciliation qui tient en deux phrases : d'une part, il n'y aura pas d'augmentation globale en 1978 ; d'autre part, tout le monde doit payer à nouveau sa redevance. » Il lui demande donc quels sont les résultats de l'amnistie générale accordée à tous ceux qui auraient repris leurs paiements au 1er juillet 1978 et d'autre part, quelles sont les mesures concrètes qu'il envisage de prendre pour mettre un terme à une grève, qui, malgré tout, ne cesse de s'étendre et de produire des conséquences désastreuses ?

Prisons (aumôniers).

8120. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les conditions de rémunérations des aumôniers de prison. Ces rémunérations, eu égard en particulier à l'augmentation des prix alimentaires et des transports depuis un an, apparaissent extrêmement faibles et ne pas suivre l'évolution générale du coût de la vie. Il lui demande donc si une revalorisation substantielle des traitements des aumôniers de prisons est prévue afin de permettre à ceux-ci d'accomplir leur mission, dont l'intérêt est reconnu pas tous, dans des conditions matérielles décentes.

Agents communaux (personnels administratifs.)

8121. — 4 novembre 1978. — **M. Didier Julia** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que selon des indications qui lui ont été fournies, les personnels techniques municipaux auraient obtenu son accord pour bénéficier d'une prime de fonction s'ajoutant à la prime de technicité qui leur est déjà allouée. Il semble qu'aucune disposition analogue ne soit prévue en faveur des personnels administratifs. Il lui demande les raisons pour lesquelles les personnels administratifs paraissent être oubliés en cette matière.

Agents communaux (secrétaires généraux de mairie.)

8122. — 4 novembre 1978. — **M. Didier Julia** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que son attention a été appelée sur le projet de loi que le Gouvernement doit déposer prochainement au sujet du statut de la fonction communale. D'après les renseignements qui lui ont été donnés, si des mesures sont prévues en ce qui concerne les secrétaires généraux des villes de plus de 10 000 habitants, par contre aucun statut ne concernerait les secrétaires généraux des villes de 2 000 à 5 000 habitants et de 5 000 à 10 000 habitants. Il lui demande si cette information est exacte et, dans l'affirmative, il souhaiterait connaître les raisons pour lesquelles aucun statut ne serait prévu en faveur des personnels en cause.

Anciens combattants (Afrique du Nord.)

8123. — 4 novembre 1978. — **M. Didier Julia** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur certains problèmes restés sans solution dans la reconnaissance des droits des anciens combattants d'Afrique du Nord. La publication des listes d'unités combattantes n'est actuellement réalisée que pour les deux tiers des unités engagées et par ailleurs, malgré l'effort important fourni par les services départementaux de l'office national des anciens combattants, de nombreuses demandes de carte du combattant n'ont pu être encore satisfaites. Il importe donc que tous les moyens soient mis en œuvre, notamment par le renforcement des services concernés, pour que les intéressés puissent voir reconnue la qualité d'ancien combattant à laquelle ils ont droit. Sur le plan de l'égalité des droits entre les différentes catégories de combattants, les différences suivantes subsistent encore par ailleurs, au détriment des anciens combattants d'Afrique du Nord. — la mention « guerre » ne figure pas sur les titres de pensions invalidité ; le délai de présomption d'origine pour les maladies contractées en service est toujours de 30 jours après le débarquement en métropole lors du retour, ce qui ne permet pas à certains, compte tenu de la nature particulière des maladies à caractère tropical ou à évolution lente, de faire valoir leurs droits à une pension militaire d'invalidité ; les fonctionnaires et assimilés, titulaires de la carte du combattant au titre des opérations d'Afrique du Nord ne bénéficient pas de la campagne double pour l'avancement de la retraite. Il lui demande en conséquence de bien vouloir, en liaison avec son collègue, M. le ministre de la défense, de prendre toutes dispositions pour apporter une solution satisfaisante aux problèmes évoqués ci-dessus.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

8124. — 4 novembre 1978. — **M. Didier Julia** rappelle à **M. le ministre du budget** que les contribuables peuvent déduire de leurs revenus imposables certaines charges concernant leur résidence principale lorsqu'ils sont propriétaires de celle-ci. Il s'agit : des intérêts d'emprunts contractés pour la construction, l'acquisition

ou les grosses réparations de l'immeuble ; des frais de ravalement se rapportant à celui-ci ; des dépenses ayant pour objet d'économiser l'énergie. Ces déductions sont soumises à certaines conditions fixées par l'article 156-II 1 *bis*-a, modifié par l'article 8-II de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974. Le montant des déductions autorisées (intérêts des emprunts, frais de ravalement et dépenses tendant à économiser l'énergie) ne peut excéder 7 000 francs, augmenté de 1 000 francs par personne à charge. En ce qui concerne la déduction des dépenses tendant à économiser l'énergie, celle-ci ne peut être exercée qu'une seule fois pour le même immeuble. Il est toutefois admis par mesure de tempérament qu'elle peut être échelonnée sur deux années consécutives. Cependant, le report ou le fractionnement de la déduction ne peut aboutir à un total des déductions supérieur à celui qui serait admis si aucune déduction n'était pratiquée. Ainsi, en supposant qu'un contribuable marié, ayant un enfant à charge, ne déduise pas d'intérêt d'emprunt ni de frais de ravalement, il peut retrancher de son revenu global les dépenses d'isolation thermique acquittées en 1976 à condition que le total des déductions opérées pour 1975 et 1976 au titre de la régularisation du chauffage et de l'isolation thermique n'excède pas 8 000 francs. Il lui fait observer, s'agissant des conditions ainsi rappelées, que le contribuable qui rembourse des frais immobiliers et fait également un effort pour économiser l'énergie se trouve désavantagé par rapport à celui qui n'a comme charges que les investissements pour économiser l'énergie. La situation, ainsi très différente, faite à deux contribuables qui souhaitent participer à la campagne pour l'économie d'énergie, est regrettable. M. Julia demande à M. le ministre du budget de bien vouloir envisager une modification des limites de la déduction prévue par les textes précités de telle sorte que des contribuables participant à des économies d'énergie soient placés dans une situation analogue.

Français (langue, commissions de terminologie).

8125. — 4 novembre 1978. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui faire connaître le bilan des travaux effectués par les commissions de terminologie instituées auprès de toute administration centrale de l'Etat conformément au décret modifié n° 72-19 du 7 janvier 1972. Il lui demande en outre de préciser les dispositions envisagées pour poursuivre et développer les travaux de ces commissions.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

8126. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'au terme de l'article 3 de la loi de finances pour 1975, aucune déduction fiscale (dans le cadre des impôts sur les revenus des personnes physiques) à titre de pension alimentaire ne peut être admise pour un enfant de plus de dix-huit ans, même s'il poursuit des études. L'application rigoureuse de ces dispositions peut amener des injustices. C'est ainsi qu'un contribuable divorcé devrait pouvoir pratiquer une déduction sur sa déclaration, s'il verse une pension, assurant l'entretien intégral pour son enfant poursuivant ses études, en vertu d'une décision de justice. Cette dernière écarte toute possibilité de fraude. Et il serait normal que ledit contribuable puisse bénéficier de la déduction de la même façon que si l'enfant vivait à son foyer. Le cas est posé dans l'hypothèse, la plus vraisemblable en cas de divorce, du refus de rattachement fiscal de l'enfant au foyer du contribuable. Dans ces conditions, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour permettre à un contribuable divorcé de déduire sur sa déclaration de revenus sur les personnes physiques, la pension alimentaire versée en vertu d'une décision de justice, à son enfant âgé de plus de dix-huit ans, poursuivant ses études et non rattaché fiscalement à son foyer.

Résistants (patriotes résistant à l'occupation).

8127. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Louis Masson** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il n'estime pas équitable, compte tenu des conditions de détention des patriotes résistant à l'occupation (PRO), d'étendre aux intéressés le bénéfice de l'abaissement de l'âge de la retraite auquel peuvent prétendre les anciens déportés ou internés (décret du 23 avril 1965 et loi n° 77-773 du 12 juillet 1977) en adaptant les modalités de pension au régime spécial en vigueur en Alsace-Lorraine. Il souhaite également que, pour les mêmes causes, les PRO puissent se voir appliquer les dispositions de la loi n° 70-594 du 9 juillet 1970, relative à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants.

Résistants (patriotes résistant à l'occupation).

8128. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Louis Masson** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les revendications présentées depuis de nombreuses années par les patriotes résistant à l'occupation (PRO). Ayant été arrêtés par la gestapo et incarcérés dans les camps spéciaux dans des conditions identiques à celles des déportés, les réparations obtenues par les intéressés sont infimes par rapport à leurs droits réels. Il apparaît tout d'abord particulièrement équitable que leur soient reconnus les avantages découlant du statut des déportés, et il est demandé que des dispositions interviennent le plus rapidement possible afin qu'ils puissent bénéficier de ce statut. Dans l'immédiat, il s'avère également nécessaire qu'ils puissent prétendre au bénéfice de la présomption d'origine prévue par la loi n° 74-1105 du 26 décembre 1974 et le décret n° 74-1198 du 31 décembre 1974 pour les infirmités et maladies contractées lors de leur détention. M. Jean-Louis Masson demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants de faire droit à ces requêtes, placées sous le signe d'une indiscutable logique, eu égard aux conditions d'incarcération des PRO.

Résistants (patriotes résistant à l'occupation).

8129. — 4 novembre 1978. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que les patriotes résistant à l'occupation (PRO), qui ont été arrêtés par la gestapo et incarcérés dans des camps spéciaux dans des conditions identiques à celles des déportés, n'ont toujours pas obtenu les réparations qui leur sont dues, en toute logique, par la République fédérale d'Allemagne. Les revendications présentées par les intéressés portent sur les points suivants : indemnisation aux victimes du nazisme ; réparation pour la spoliation de leurs biens placés sous séquestre (Reichfeindliches Vermogen) au moment de leur arrestation et pour lesquels ils n'ont pu bénéficier des dispositions légales françaises relatives à l'indemnisation au titre des dommages de guerre ; indemnisation du manque à gagner pendant leur incarcération. M. Jean-Louis Masson demande à M. le ministre des affaires étrangères de bien vouloir intervenir d'une façon pressante auprès du Gouvernement de la RFA afin que nos compatriotes puissent recevoir rapidement ce qui leur est dû, en appelant son attention sur le fait que la non-signature du traité de paix ne peut être invoquée pour justifier une impossibilité quelconque dans ce domaine, car le Grand Duché de Luxembourg a pu régler ce contentieux pour ses ressortissants dès la fin des hostilités.

Plus-values (imposition des) (Evasion fiscale).

8130. — 4 novembre 1978. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le contenu d'une publicité intitulée : « Comment échapper à l'impôt sur les plus-values » parue dans un journal quotidien. Cet encart vante les mérites d'un organe de presse révélant la méthode légale pour éviter tout impôt sur les plus-values mobilières et choisir les meilleurs placements sans impôts. M. Noir demande à M. le ministre s'il considère que cette publicité est légale et s'il ne lui apparaît pas que des mesures devraient être prises pour éviter que de tels encarts soient publiés.

Impôts locaux (taxe sur les salaires).

8131. — 4 novembre 1978. — **M. Pierre Lataillade** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'en réponse à la question écrite n° 3677 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 14 juin 1969 (p. 1603), il était dit que l'exonération de la taxe sur les salaires édictée en faveur des collectivités locales ne pouvait être étendue aux bureaux d'aide sociale. Cependant, il était précisé qu'il était admis que les bureaux d'aide sociale soient exonérés des taxes sur les salaires pour les rémunérations versées aux personnels des cantines scolaires et des cantines réservées à certaines catégories de personnes particulièrement dignes d'intérêt telles que les vieillards ou les économiquement faibles. Il lui demande s'il n'estime pas que cette exonération pourrait s'appliquer au service des aides ménagères qui dépend d'un bureau d'aide sociale, service qui est réservé aux mêmes catégories de personnes dignes d'intérêt telles que les vieillards et les économiquement faibles. Il lui demande également si les mêmes dispositions pourraient s'appliquer au personnel des centres aérés relevant d'un bureau d'aide sociale qui sont fréquentés par les enfants dont les mères exercent une activité salariée.

Education physique et sportive (plan de relance).

8132. — 4 novembre 1978. — **M. André Durr** demande à **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** quelles missions il compte affecter aux UEREPS dans le cadre du plan de relance de l'éducation physique et sportive en France, et plus particulièrement d'une politique générale de recrutement des enseignants d'EPS. L'analyse du projet de loi de finances (jeunesse, sports et loisirs), et plus spécialement des créations budgétaires d'enseignants pour 1979, traduit, au-delà des chiffres, une volonté délibérée d'étouffer le recrutement des professeurs certifiés d'EPS formés au sein de ces établissements. Il lui signale le cas des 250 étudiants de l'UEREPS de Strasbourg (et des 16 autres UEREPS de France) que la brutalité de cette initiative plonge dans le désarroi et qui ne saisissent pas la cohérence entre sa volonté affirmée de relancer l'EPS à l'école et celle de tarir une des sources de recrutement d'enseignants.

Copropriété (paiement des charges.)

8133. — 4 novembre 1978. — **M. Claude Martin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur l'attitude du Comptoir des entrepreneurs. Ainsi, dans un immeuble sis 71, rue de Sèvres, à Boulogne, le Comptoir des entrepreneurs, à la suite d'une mauvaise évaluation de ses services, a consenti un prêt à un copropriétaire d'un montant supérieur à la valeur vénale de l'appartement. A la suite de l'insolvabilité du débiteur, l'appartement a été mis en vente par adjudication avec une mise à prix correspondant à la créance effective du CDE. Or, aucun acquéreur ne s'étant manifesté, les lots mis en vente sont devenus la propriété du Comptoir. Le syndic avait engagé une procédure en recouvrement de créance pour les frais de copropriété impayés et avait informé l'avocat chargé de la publication du montant auquel le saisi avait été condamné. Après la vente, le CDE, conscient d'avoir réalisé « une mauvaise affaire », en raison de la sous-estimation initiale des biens vendus par ses services, refuse de payer au syndic les charges dues par le saisi, malgré une clause de solidarité entre vendeur et acquéreur existant dans le règlement de copropriété, sous prétexte que les « pertinentes critiques formulées à l'égard de cette clause, tant par la doctrine que parmi les notaires, paraissent devoir conserver toute leur acuité ». Il considère comme inadmissible qu'un établissement financier de la notoriété du Comptoir des entrepreneurs soit plus sensible aux prises de position des notaires et de la doctrine qu'aux clauses d'un règlement de copropriété lorsque celles-ci sont contraires à ses intérêts. En conséquence, il souhaite connaître si le ministre de tutelle du CDE considère comme normale la position du service contentieux de cet organisme, compte tenu du fait qu'une clause de solidarité n'est déclarée nulle par aucun texte légal.

Anciens combattants (Afrique du Nord).

8134. — 4 novembre 1978. — **M. Claude Martin** souhaite connaître de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** ses intentions concernant les difficultés que les anciens combattants à Paris rencontrent afin d'obtenir une carte de combattant — notamment ceux ayant combattu en AFN — en raison de l'engorgement des services. En effet, les intéressés, après avoir constitué leur dossier auprès des services départementaux de l'ONAC, doivent attendre plusieurs mois pour connaître la suite réservée à leur demande, sans même avoir toujours la confirmation que leur dossier est à l'étude. Il semblerait que les délais actuels pourraient être réduits par des effectifs supplémentaires temporaires.

Assurances maladie-maternité (cotisations).

8135. — 4 novembre 1978. — **M. Claude Martin** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que l'exonération des cotisations d'assurance maladie pour les commerçants et artisans retraités serait une mesure de justice. Compte tenu du faible coût de cette mesure du fait du relèvement progressif des plafonds d'exonération, M. Claude Martin souhaite savoir si cette mesure doit intervenir prochainement.

Vol (carte nationale d'identité, permis de conduire, carte grise).

8136. — 4 novembre 1978. — **M. Claude Martin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que la perte et surtout le vol des papiers d'identité, des permis de conduire ou des cartes grises entraîne le paiement de diverses taxes et droits de timbre qui représente pour des ménages modestes une somme importante. Il lui demande s'il ne pourrait être institué une exonération de ces taxes et droits de timbre dans le cas de vol.

Epargne (livrets d'épargne manuelle).

8137. — 4 novembre 1978. — **M. Claude Martin** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** quel est le bilan des livrets d'épargne manuelle.

Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances du vendredi 3 novembre 1978.

1re séance : page **7029** ; 2e séance : page **7051**.

ABONNEMENTS

	FRANCE et Outre-mer.	ETRANGER
	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :		
Débats	22	40
Documents	30	40
Sénat :		
Débats	16	24
Documents	30	40

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION

26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone : **Renseignements : 579-01-95.** **Administration : 578-61-39.**

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.